

adf

A F R I C A D E F E N S E F I L M



Le recrutement radical **Comment les terroristes exploitent** **l'isolement des jeunes**

PLUS Le Dr Hussein Solomon sur la stratégie africaine de l'EI

VISITEZ-NOUS EN LIGNE : ADF-MAGAZINE.COM

articles

8 L'EI exploite l'isolement des jeunes
Le groupe extrémiste utilise habilement l'Internet et les réseaux sociaux pour attirer les jeunes marginaux.

12 La Tunisie à la croisée des chemins
Le ministre de la Défense Farhat Horchani expose la lutte de son pays contre l'extrémisme.

14 Un artisan de la paix chevronné relève un nouveau défi
Entretien avec l'ambassadeur Francisco Madeira, chef de la Mission de l'Union africaine en Somalie.

18 Pourquoi s'engagent-ils ?
Le Dr Hussein Solomon s'exprime sur la radicalisation et le recrutement islamistes en Afrique.

24 L'Afrique fait partie de la stratégie mondiale de l'EI
Le continent est au centre d'une quête à trois volets pour mondialiser le djihad.

32 Lutter contre l'extrémisme à partir de la base
La contre-propagande issue de la base peut être un outil efficace contre la radicalisation.

38 Comment déradicaliser
Les programmes visant à déradicaliser les extrémistes sont nécessaires et imparfaits.

44 L'Afrique de l'Est s'unit contre l'extrémisme
La région s'engage à créer un Centre d'excellence pour lutter contre la menace terroriste.

50 La police demande aux citoyens de contribuer à la collecte d'informations
Chacun est d'accord sur les principes de la police de proximité ; ce qui est plus difficile à faire, c'est de les mettre en œuvre.

4 Point de vue

5 Perspective africaine

6 L'Afrique aujourd'hui

30 Battement du cœur de l'Afrique

56 Culture et sports

58 Point de vue mondial

60 Défense et sécurité

62 Chemins de l'espoir

64 Croissance et progrès

66 Image du passé

67 Où suis-je ?



**Africa Defense Forum
est à présent disponible
en ligne.**

Veillez nous rendre visite sur le site
adf-magazine.com



ILLUSTRATION D'ADF

EN COUVERTURE :

Des groupes extrémistes tels que l'EI et al-Qaida utilisent les réseaux sociaux pour recruter des jeunes vulnérables. Des contre-discours forts peuvent les en empêcher.

Certains problèmes ne sont pas faciles à résoudre. La décision déconcertante d'un jeune homme ou d'une jeune femme de quitter la maison pour rejoindre les rangs d'un groupe terroriste comme l'EI, al-Shebab ou Boko Haram, est l'un de ces problèmes.

Environ 5.600 personnes ont quitté l'Afrique pour aller combattre en Irak et en Syrie. L'État islamique et d'autres groupes terroristes partageant les mêmes idéologies déviantes ont réussi à recruter sur le continent et aussi loin qu'en Europe occidentale et en Amérique du Nord. Ces recruteurs sévissent dans le cyberespace, dans les écoles et les lieux de culte. Ils promettent toutes sortes de choses, y compris des aventures captivantes et le salut éternel. Une dernière vidéo de recrutement d'al-Shebab a même comparé la vie au sein du groupe terroriste à un safari complet avec chasse au gros gibier.

Les recrues des éléments vitaux de ces organisations terroristes, et sans un flux permanent de nouveaux membres, elles s'assèchent et meurent. Il est donc essentiel de comprendre les tactiques de recrutement et l'attrait des groupes pour le public qu'ils ciblent. C'est une tâche difficile, mais face à un enjeu aussi important, les professionnels de la sécurité ne peuvent pas céder de terrain sur ce champ de bataille idéologique.

Heureusement, les pays africains répondent à l'appel. Au Kenya, des programmes de police de proximité demandent aux agents de maintien de l'ordre de collaborer avec des groupes de citoyens pour éradiquer les extrémistes et rendre les rues plus sûres. Au Maroc, le royaume a financé un centre de 20 millions de dollars pour former des dignitaires religieux et des imams, originaires du monde entier, à des pratiques religieuses modérées. En Somalie et en Algérie, les gouvernements investissent dans des programmes de déradicalisation et prennent soin des jeunes qui sont tombés dans les filets de la terreur. À Djibouti, la mise en place d'un centre d'excellence pour lutter contre l'extrémisme violent est en cours. Sur tout le continent, des personnes de bonne volonté recherchent les causes sous-jacentes de la colère des jeunes et essaient de proposer une alternative à l'extrémisme.

La bonne nouvelle est que les extrémistes ne peuvent pas remporter une bataille d'idées. Ils n'ont rien à offrir. La dure réalité au sein de groupes comme l'EI ne correspond pas à leur discours. Si chacun s'efforce d'exposer les mensonges utilisés par les extrémistes pour recruter, ces forces malveillantes n'auront aucune chance de succès.

Personnel de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique



Les forces de sécurité tunisiennes montent la garde alors que des manifestants agitent le drapeau national, lors d'une marche contre l'extrémisme, devant le Musée national du Bardo, le 29 mars 2015. REUTERS



Le recrutement radical
Volume 9, 1e trimestre

**L'ÉTAT MAJOR UNIFIÉ DES
ÉTATS UNIS POUR L'AFRIQUE**

POUR NOUS CONTACTER

U.S. AFRICA COMMAND
Attn: J3/Africa Defense Forum
Unit 29951
APO-AE 09751 U.S.A.
ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com

HEADQUARTERS
U.S. AFRICA COMMAND
ATTN: J3/AFRICA DEFENSE
FORUM
GEB 3315, ZIMMER 53
PLIENINGER STRASSE 289
70567 STUTTGART
GERMANY

ADF est un magazine militaire professionnel trimestriel publié par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique qui permet au personnel militaire africain de bénéficier d'un cadre international propice aux échanges. Les opinions exprimées dans ce magazine ne reflètent pas nécessairement les principes ou points de vue de cette organisation ni d'aucune autre agence du gouvernement des États-Unis. Certains articles sont écrits par l'équipe d'ADF, tout autre contenu est noté avec la source d'origine. Le Secrétaire de la Défense a déterminé que la publication de ce magazine est nécessaire à la conduite des affaires publiques, conformément aux obligations légales du Département de la Défense.

Le Kenya affirme son engagement contre la violence extrémiste



Joseph Ole Nkaisery, chef de cabinet au ministère de l'Intérieur et de la Coopération du gouvernement du Kenya, est intervenu lors du Sommet de la Maison-Blanche pour la lutte contre l'extrémisme violent le 19 février 2015, à Washington, D.C. Ses remarques ont été résumées pour des raisons d'espace.

Le Kenya est confronté à la menace croissante du terrorisme, en raison de plusieurs facteurs. Premièrement : nous avons une frontière commune d'environ 700 kilomètres avec la Somalie, où les bases d'al-Shebab sont situées. Al-Shebab leurre les jeunes Kényans et utilise ces bases en Somalie pour recruter, radicaliser, entraîner ces jeunes et planifier des attaques terroristes contre le Kenya et la région. Deuxièmement : nous faisons l'objet d'infiltrations par les extrémistes, un défi à relever qui est compliqué par les réalités de notre importante population somalienne autochtone.



Troisièmement : nous avons également observé l'utilisation d'espaces refuges pour fomenter l'extrémisme violent. Les camps de réfugiés sont particulière-

ment vulnérables à la radicalisation. Aujourd'hui, le Kenya accueille plus de 600.000 réfugiés, dont la plupart sont dans des camps. Les autres espaces protégés utilisés incluent des établissements d'enseignement, la plupart des prisons et des centres d'assistance publique. Il est donc crucial que cette réunion explore les moyens d'éviter que les espaces refuges deviennent un terreau pour l'extrémisme.

Notamment, nous devons demander des comptes aux institutions et aux organisations qui reçoivent des ressources destinées au développement et aux activités locaux, mais qui au lieu de cela les utilisent pour favoriser l'extrémisme.

Quatrièmement : notre vulnérabilité est également accentuée par l'élargissement de notre nature démocratique, qui est exploitée par les auteurs d'actes extrémistes violents, lesquels se l'approprient. Nous constatons une utilisation croissante des médias électroniques pour recruter, inciter et même former des candidats à l'extrémisme. J'espère qu'il y aura une réflexion approfondie sur la manière dont nous pouvons assurer la sécurité de notre espace démocratique, de

nos aspirations et des valeurs qui sont menacés par ces phénomènes.

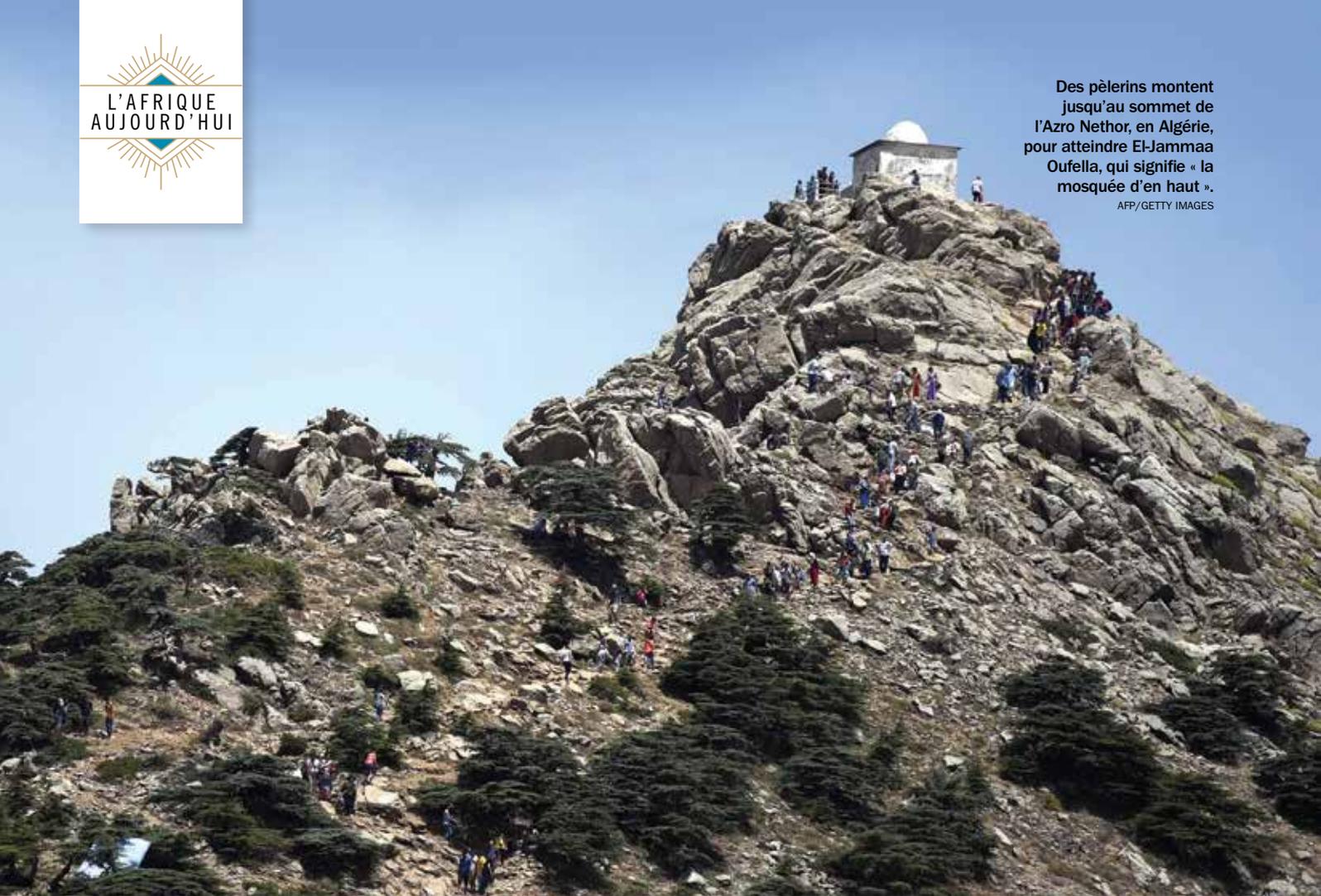
En réponse à cette menace, le Kenya est en train de mettre en œuvre un certain nombre de programmes. Premièrement, nous disposons d'une stratégie nationale de lutte contre la radicalisation, qui est axée sur sept domaines, à savoir la diffusion du message, la réhabilitation psychosociale, la religion, la tolérance, le renforcement des capacités, la rééducation politique et les volets de la sécurité.



Un policier kényan donne des instructions à ses subordonnés au stade Nyayo de Nairobi au moment où des parents proches sont réunis avec les étudiants sauvés de l'attaque perpétrée par al-Shebab au Garissa University College en avril 2015. REUTERS

Nous avons également une initiative conjointe avec la société civile et des organisations confessionnelles, ainsi qu'avec des partenaires de développement, notamment les États-Unis, l'Union européenne et les gouvernements du Danemark et du Japon. Nous cherchons à investir davantage dans des programmes qui renforcent la synergie de tous les acteurs engagés dans la lutte contre l'extrémisme violent ainsi que la prise en charge des combattants terroristes étrangers. Nous comptons également améliorer notre saisie des données, notre profilage et nos programmes sur mesure. À cet égard, nous accueillons tout partenaire et expert qui pourrait nous aider à améliorer notre stratégie nationale.

Finalement, je tiens à réitérer l'engagement du Kenya à continuer à jouer un rôle actif en tant qu'État frontalier pour l'emporter sur l'extrémisme violent. Nous accueillons favorablement la proposition en faveur de la poursuite de notre travail de mobilisation et de consultation. À cet effet, nous confirmons notre disponibilité pour accueillir une réunion de suivi dans la région de l'Afrique de l'Est.



DEPUIS LE SOMMET D'UNE MONTAGNE ALGÉRIENNE, DES PÈLERINS ÉLÈVENT LEURS PRIÈRES VERS LE CIEL

AGENCE FRANCE-PRESSE

Au cœur de la Kabylie, dans le nord de l'Algérie, Azro Nethor – le rocher de la prière du zénith – culmine à 1.884 mètres d'altitude, au bout d'un chemin abrupt, dans les monts de l'Atlas.

À son sommet se trouve El-Jammaa Oufella, qui signifie « la mosquée d'en haut ». C'est un petit lieu de prière, dépourvu de tout confort, aux murs blancs creusés de niches, où brûlent des cierges.

Venues de toute la Kabylie et d'Alger, des milliers de personnes convergent vers le sommet, ahanant dans la chal-

leur écrasante, pour l'accomplissement d'un pèlerinage fondé sur la croyance dans le pouvoir des saints.

Azro Nethor tient son nom d'une légende selon laquelle un vieil homme, qui avait atteint le pic au moment où le soleil se trouvait à son zénith, mourut sur le lieu après avoir dit sa prière. Supposé avoir reçu la bénédiction divine, il n'avait jamais cessé de faire des apparitions dans les villages voisins.

Selon la légende, sa bénédiction a sauvé de la peine de nombreux habitants et a même permis à un plat de cous-cous de dévaler du haut du mont sans se casser et ni même perdre un seul grain. Depuis, un couscous géant est offert aux

visiteurs à chaque pèlerinage. Les pèlerins étanchent leur soif à l'eau d'une source à laquelle on prête des vertus purificatrices.

Au pied de la montagne, des marabouts offrent l'espoir à ceux qui viennent les consulter. Des couples, des jeunes filles, des enfants baissent la tête sous un morceau d'étoffe pour entendre une prière.

« L'année prochaine, tu reviendras ici au bras d'un mari et dans deux ans avec un enfant », promet le marabout à une jeune fille dont le visage s'illumine d'un sourire.

Les femmes sont les plus nombreuses à accomplir l'ascension de ce mont, certaines lançant des appels aux enfants qui ont émigré à l'étranger, convaincues que leur voix traversera les montagnes et la mer Méditerranée.

Les jeunes qui se réunissent en groupe tout près de là ne croient pas en ces histoires. Beaucoup d'entre eux pensent que les pèlerinages actuels ont été, en fait, établis pour y faire des rencontres.

« La légende a été inventée par un féministe avant l'heure, révolté par le sort réservé aux jeunes filles dans ces montagnes », explique l'un d'eux. « Prisonnières dans la demeure paternelle, elles avaient peu de chances de se marier en dehors du cercle de la tribu. Avec la légende, elles pouvaient venir à Azro Nethor, être vues par les hommes des autres villages et accroître ainsi leurs chances de se marier ».

« Aujourd'hui, nous venons aussi en quête d'une jolie rencontre ».

AFP/GETTY IMAGES



LE PRÉSIDENT DU NIGERIA

Nomme un comité anticorruption

BBC NEWS - BBC.CO.UK/NEWS

Le président du Nigeria, Muhammadu Buhari, a mis en place un comité pour le conseiller sur la meilleure manière de s'attaquer à la corruption et de réformer le système juridique. Le Comité consultatif présidentiel contre la corruption est composé de sept membres, principalement des universitaires.

Muhammadu Buhari a été élu, en mai 2015, en majeure partie grâce à des promesses électorales de bonne gouvernance et de sécurité. Il a déclaré qu'il était convaincu que des responsables du gouvernement avaient volé environ 150 milliards de dollars au Trésor public, au cours des dix dernières années.



Le Congrès progressiste, le parti politique du président nigérian Muhammadu Buhari, a placé un panneau anticorruption le long d'une route à Lagos, en janvier 2015. AFP/GETTY IMAGES

« Le comité a pour mandat de conseiller l'administration actuelle sur la poursuite de la guerre contre la corruption et la mise en œuvre des réformes nécessaires du système de justice pénale du Nigeria », a déclaré le porte-parole du président Femi Adesina.

Il n'a toutefois pas pu dire à quel moment le comité devait présenter ses recommandations au président.

Lors d'une rencontre avec le président des États-Unis, Barack Obama, en juillet 2015, Muhammadu Buhari a demandé de l'aide pour retrouver et restituer l'argent volé au gouvernement et qui est détenu sur des comptes bancaires étrangers.

Le dialogue national tunisien reçoit le prix Nobel de la paix

REUTERS

Le quartet du dialogue national tunisien a reçu le prix Nobel de la paix, en 2015, pour sa contribution à l'instauration de la démocratie dans le berceau du printemps arabe. Le pays fait figure d'exemple de transition pacifique dans une région en proie à la violence et au soulèvement.

Le quartet comprenant l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, la Ligue tunisienne pour la défense des Droits de l'Homme et l'Ordre national des avocats de Tunisie, a été formé à l'été 2013. Il a aidé à soutenir le processus de démocratisation au moment où il était en danger de s'effondrer, a ainsi déclaré le comité du prix Nobel.

« C'est une grande joie et fierté pour la Tunisie, mais aussi un espoir pour le monde arabe », a déclaré aussi Houcine Abbassi, directeur de l'UGTT. « Cela montre que le dialogue peut nous mener sur le bon chemin. Ce prix est un message adressé à notre région, pour déposer les armes et s'asseoir à la table des négociations ».

Avec une nouvelle Constitution, des élections libres et un compromis politique entre les leaders islamistes et laïcs, la Tunisie a servi d'exemple pour montrer comment passer d'une dictature à la démocratie.

Le prix Nobel de la paix, doté d'une récompense de 8 millions de couronnes suédoises (972 000 dollars), a été décerné à Oslo, le 10 décembre 2015. Lorsque le prix a été annoncé, le comité du prix Nobel a félicité le quartet pour avoir offert une alternative, un processus politique pacifique, à un moment où le pays était au bord de la guerre civile. « Le prix est surtout un encouragement adressé au peuple tunisien qui, en dépit de difficultés considérables, a posé les bases d'une fraternité nationale dont le comité espère qu'elle servira d'exemple dans d'autres pays », a-t-il dit.

Après un soulèvement qui a mené à l'éviction de l'autocrate Zine El-Abidine ben Ali en 2011, et inspiré les manifestations du printemps arabe, la Tunisie a maintenant une nouvelle Constitution, des élections libres et un gouvernement de coalition avec des partis laïcs et islamistes. Toutefois, en 2013, la Tunisie a basculé dans une crise politique qui a mis fin à sa transition, les opposants laïcs exigeant la démission du gouvernement dirigé par des islamistes.

Aidé par d'autres partenaires de la société civile, l'UGTT a servi d'intermédiaire entre les deux parties, contribuant à former un gouvernement intérimaire jusqu'à la tenue de nouvelles élections. La crise a pris fin et, en 2014, la Tunisie a tenu des élections législatives et présidentielles réussies pour achever sa transition.



Les médiateurs tunisiens du quartet du dialogue national sont, de gauche à droite : Houcine Abbassi de l'Union générale tunisienne du travail ; Wided Bouchamaoui de l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat ; Abdessattar ben Moussa de la Ligue tunisienne pour la défense des Droits de l'Homme et Fadhel Mahfoudh de l'Ordre national des avocats de Tunisie. AFP/GETTY IMAGES



L'EI exploite l'isolement des jeunes

**Le groupe extrémiste utilise habilement
l'Internet et les réseaux sociaux pour
attirer les jeunes marginaux.**

PERSONNEL D'ADF

Cela se produit presque partout dans le monde : des jeunes mentent à leurs parents, épargnent de l'argent en secret, obtiennent des passeports et s'éclipsent dans la nuit pour rejoindre les rangs d'un groupe extrémiste.

Quelque 20.000 combattants étrangers ont quitté leur foyer pour rejoindre l'EI. Quel que soit le pays d'où ils viennent, le mode opératoire est le même :

Par le biais d'Internet et des réseaux sociaux, des jeunes – parfois appelés « radicaux de salons » – ont été recrutés par des fanatiques habiles, experts en nouvelles technologies. Souvent, les recrues ne savent pas exactement ce qu'elles peuvent faire pour l'EI. Certaines veulent servir de manière inoffensive, comme livrer de la nourriture et des provisions. D'autres se voient dans un vague rôle de combat, bien que beaucoup d'entre elles n'aient jamais manié une arme. Leur conviction est pratiquement universelle : elles veulent « aider les musulmans ».

Ces jeunes recrues sont habituées aux mensonges et à la double vie. Elles ont caché leur conviction extrémiste à leur famille et ont dissimulé leurs activités sur Internet. Si elles fréquentent des extrémistes dans leur communauté, c'est sous le couvert d'une piété nouvelle.

Beaucoup de ces jeunes embrigadés en sont venus à croire que parce que l'EI s'est érigé en califat, tous les musulmans valides sont obligés de se rallier à sa cause. Les recruteurs parlent d'une utopie où tous les musulmans croyants seront protégés. En général, les jeunes adoptent la philosophie du takfir, qui leur demande de rompre tous les liens avec les non-croyants, y compris leurs parents.

Certaines recrues, particulièrement celles des pays occidentaux, sont convaincues qu'elles sont discriminées et que les chrétiens, en particulier, ne leur font pas confiance. Elles disent que dans leur pays d'origine, elles ont peur d'exprimer leurs convictions ou même de sortir en public portant des vêtements qui les identifient à leur religion. Elles utilisent à plusieurs reprises le mot « malfaisant » pour désigner les non-croyants – une indication qu'elles ont été endoctrinées en ligne par des recruteurs travaillant à partir d'un scénario.

« Ils citent les écritures qui stipulent que l'on ne doit pas vivre avec des infidèles, ils citent les règles religieuses qui expliquent comment il faut faire la hijra et émigrer vers un pays islamique, ils qualifient tous les dirigeants qui n'appliquent pas la charia d'infidèles et vous ne pouvez donc pas vivre sous leur joug », a expliqué Rashad Ali, membre de l'Institut pour le dialogue stratégique, qui travaille à la déradicalisation des jeunes au Royaume-Uni. « Ils disent que l'EI est le seul à appliquer la charia et que, par conséquent, vous ne pouvez vivre que sous son autorité politique ».

Curieusement, beaucoup de jeunes recrues sont

fascinées par le penchant de l'EI pour la violence indescriptible : décapitations, immolations par le feu. Les vidéos de l'EI sont d'une exceptionnelle qualité, sur le modèle des bandes annonce de films, en termes d'effets et des moments choisis. Le message des vidéos violentes est clair : tous les opposants de l'EI, y compris les musulmans, sont infidèles et doivent être punis par tous les moyens possibles.

Dans leur enthousiasme les nouvelles recrues essayent souvent d'enrôler leur fratrie et tentent de convaincre leurs parents de partager leurs convictions. Lorsqu'une recrue est tuée, d'autres membres de sa famille deviennent souvent la proie des recruteurs.

COMMENT PROCÈDE L'EI

L'EI n'est pas le premier groupe extrémiste à recruter par Internet. Al Qaida a posté des vidéos sur Internet montrant des hommes barbus, en colère, posant devant un drapeau noir. Al Qaida a aussi posté de longs serments solennels. Au contraire, l'EI produit des vidéos courtes, dynamiques et énergiques. Pour atteindre des recrues potentielles, il utilise aussi Twitter, Facebook et WhatsApp, une application de messagerie en ligne.

Les autorités s'accordent pour dire que l'EI est bien plus avancé que ses adversaires dans l'utilisation des réseaux sociaux. Elles ne peuvent pas le contrôler efficacement ni se mesurer avec lui. Un responsable du département d'État des États-Unis a affirmé que son agence voit passer 90.000 tweets de l'EI par jour.

Il y a toute raison de croire que les recruteurs opèrent à partir de l'Irak, de la Syrie et de la Turquie. Dans certains territoires tenus par l'EI, celui-ci utilise des affiches et des prospectus. Même si certains recruteurs pouvaient être identifiés, ils seraient hors de portée des autorités policières.

Souvent, l'EI adapte son message aux désirs et aux besoins des jeunes recrues potentielles. Certaines ne veulent rien de plus que de pouvoir envoyer des photos d'eux à leurs amis, un AK-47 à la main. D'autres sont intéressées par le sexe et l'EI a lancé sa doctrine d'esclave sexuel, selon laquelle le viol d'un esclave n'est pas un péché et est, en fait, encouragé par le Coran, tant que le soldat fait la prière avant et après l'acte.

Une fois que l'EI a convaincu les recrues qu'il est la seule autorité religieuse et que ses membres sont d'authentiques musulmans, celles-ci pensent qu'elles n'ont d'autre choix que de suivre les instructions.

« Il contrediront quiconque aura une opinion contraire », a expliqué Rashad Ali. « C'est un raisonnement en boucle : ce sont les seuls qui soient authentiques, ce sont donc les seuls que je puisse écouter et, par conséquent, je dois faire ce qu'ils disent ».

Parfois, les recrues s'inquiètent du confort matériel. Si elles font part de leurs soucis concernant les conditions

de vie avec l'EI, on leur promet un logement gratuit, avec tout le confort auquel elles sont habituées. On fait miroiter aux jeunes femmes qu'elles auront accès à des produits de beauté.

Pour séduire les jeunes femmes, l'EI utilise une tactique différente : un recruteur contacte la jeune femme, gagne sa confiance pendant quelques mois et la persuade de cacher leur relation à sa famille. Enfin, il persuade la jeune femme de quitter sa famille en secret et de venir le rejoindre.

Selon certaines autorités, bien que les recruteurs de l'EI soient habiles, ils visent une audience relativement facile. Le Centre international pour l'étude de la radicalisation et de la violence politique avance qu'il y a « peu de preuves pour étayer l'affirmation selon laquelle l'Internet



Des corps recouverts sur une plage à Sousse, en Tunisie. Un extrémiste lié à l'EI a tué 38 personnes en juin 2015.

THE ASSOCIATED PRESS

joue un rôle dominant dans le processus de radicalisation ». En d'autres termes, les adolescents et les jeunes adultes étaient déjà des sympathisants de l'EI ; tout ce qu'il leur fallait était un peu d'encouragement en ligne.

FACTEURS DE MARGINALISATION

La plupart des jeunes qui rejoignent l'EI comme d'autres groupes extrémistes se sentent isolés de leur famille et de leur communauté. Ian Robertson, auteur de *The Winner Effect: How Power Affects Your Brain* (L'effet gagnant : comment le pouvoir affecte votre cerveau), a expliqué qu'il existe sept facteurs de marginalisation des jeunes qui sont peut-être uniques à ce siècle :

Un sentiment d'appartenance : les gens s'identifient comme faisant partie de plusieurs groupes, tels

que la nationalité ou la religion. Ces identités partagées réduisent la haine entre les groupes. Robertson a observé que lorsque les jeunes passent tout leur temps libre devant un écran d'ordinateur, ils ont tendance à s'isoler et à perdre leur sens de la communauté.

Eux et nous : plus vous vous sentez solidaire d'un groupe culturel et moins vous vous sentez lié avec les gens qui n'en font pas partie. L'EI a cultivé, parmi ses adeptes, une mentalité selon laquelle « tout le monde nous en veut ».

Technologie de marketing de masse : pour faire sa propagande, l'EI utilise les dernières méthodes de marketing en ligne pour manipuler émotionnellement les jeunes hommes et femmes en proie à une crise identitaire.

Des camarades tout prêts : avant l'arrivée des systèmes de communication modernes, les gens se retrouvaient face à face pour établir des liens et rejoindre une cause commune. Aujourd'hui, vous pouvez rencontrer facilement des gens qui partagent vos opinions sur Internet. « Les groupes de pairs ont la plus grande influence sur ce que les adolescents font et pensent », a affirmé Robertson, « et les réseaux sociaux peuvent les cimenter en cellules homogènes qui ne laissent entrer aucune opinion dissidente ».

L'anonymat sur la toile : ne pas avoir de visage ni de nom sur Internet permet aux gens de faire des choses qui ne sont pas dans leur nature, comme exprimer de la haine, par exemple. Ceci déclenche un phénomène appelé « dissonance cognitive » par lequel l'esprit essaye de trouver une cohérence entre ce que l'on exprime et ce que l'on croit réellement. En d'autres termes, vous finissez par croire les choses que vous dites.

La rébellion : les adolescents se rebellent pour se créer une identité. Les adolescents musulmans n'ont pas le droit d'utiliser les moyens usuels de se révolter – la drogue, l'alcool, le sexe – alors ils se tournent vers des formes plus « sûres » et culturellement acceptables telles que le prestige de l'EI. Selon William McCants, auteur de *The ISIS Apocalypse* (L'Apocalypse de l'EI), le groupe présente un attrait qui rappelle la contre-culture des stars du rock des décennies passées. « Si vous voulez vous révolter contre vos parents et votre société, qu'y a-t-il de plus rebelle que cela ? », a-t-il dit.

La violence pornographique : les vidéos largement diffusées, comme celle de soldats de l'EI en train de décapiter leurs victimes, ont pour but à la fois d'exciter et de désensibiliser les jeunes esprits. Robertson estime que « le cerveau d'un adolescent, dont le développement n'est pas terminé, est particulièrement sensible à la corrosion de ses images ».

Les chercheurs s'accordent à dire qu'il faut utiliser Internet et les réseaux sociaux pour réduire l'attrait de groupes tels que l'EI. Mais, pour être efficaces, les

contre-mesures numériques devront être aussi habiles et raffinées que les vidéos postées sur les sites extrémistes. Sinon, les contre-mesures seront considérées comme un autre objet de rébellion.

Ian Robertson a expliqué que les adolescents devront avoir la fibre patriotique, comme être fiers d'être Tunisiens ou Algériens, en plus d'être fiers de leur héritage musulman. Cette fierté nationale doit être sincère et les adolescents et les jeunes adultes doivent se sentir respectés par leurs compatriotes. Le discours antimusulman fait le jeu des extrémistes.

STOPPER LE RECRUTEMENT

Humera Khan, directeur exécutif de Muflehun, un groupe de réflexion basé à Washington, a indiqué que l'approche des recrues de l'EI se fait en quatre étapes. Dans le magazine *Foreign Affairs*, elle a décrit ces étapes comme étant :

- Prévenir la radicalisation.
- Intervenir pour le compte d'individus qui ont été radicalisés.
- Intercepter ou arrêter et poursuivre ceux qui se sont engagés dans des activités criminelles.
- Réintégrer dans la société les délinquants qui sont en prison, qui ont purgé leur peine ou qui reviennent de zones de conflit.

« Dans de nombreux pays, les intervenants se concentrent sur le renforcement des communautés afin de réduire leur vulnérabilité à la radicalisation », a-t-elle ajouté. « Mais très peu de pays possèdent des programmes abordant les quatre aspects – en particulier l'intervention et la réintégration. En raison de cette lacune, les individus qui ont commencé à se radicaliser ne sont pas désendoctrinés et ceux qui ont commis des actes de violence ne sont pas réhabilités ».

Les idées ne manquent pas pour mettre un terme au recrutement. Certains pays ont voté de nouvelles lois concernant la surveillance électronique, permettant d'écouter les communications privées qui soutiennent le terrorisme.

Le conseiller Daniel Koehler, spécialiste de la déradicalisation, a souligné qu'il y a deux sortes de personnes particulièrement aptes à intervenir auprès des radicaux : leur mère et d'anciens radicalisés. Néanmoins il est difficile de trouver d'anciens radicalisés et lorsqu'ils sont disponibles, il est souvent trop tard.

Les mères sont particulièrement importantes pour les jeunes musulmans extrémistes, qui semblent souvent avoir besoin de leur permission, ou d'une sorte de pardon, avant d'aller rejoindre l'EI. Daniel Koehler estime qu'il n'est pas rare, pour un jeune radicalisé, d'essayer, une dernière fois, de convertir sa mère avant de rejoindre l'EI de sorte qu'ils puissent se retrouver dans l'au-delà.

Une organisation, appelée Femmes sans Frontières, a

fondé des « écoles des mères » dans des pays en proie à l'extrémisme islamique, pour apprendre aux femmes à protéger leurs enfants de la radicalisation. Lorsque Boko Haram a kidnappé des centaines de jeunes filles dans le nord du Nigeria, en avril 2014, la police a assuré le service d'ordre lors d'une marche de protestation d'une section de ce groupe. « Voir la police nigérienne et les femmes au même endroit était inédit », a déclaré l'organisateur de la section nigérienne. Au Kenya, des femmes associées à ce groupe se sont organisées après l'attaque du centre commercial de Westgate par al-Shebab, à Nairobi, en 2013.

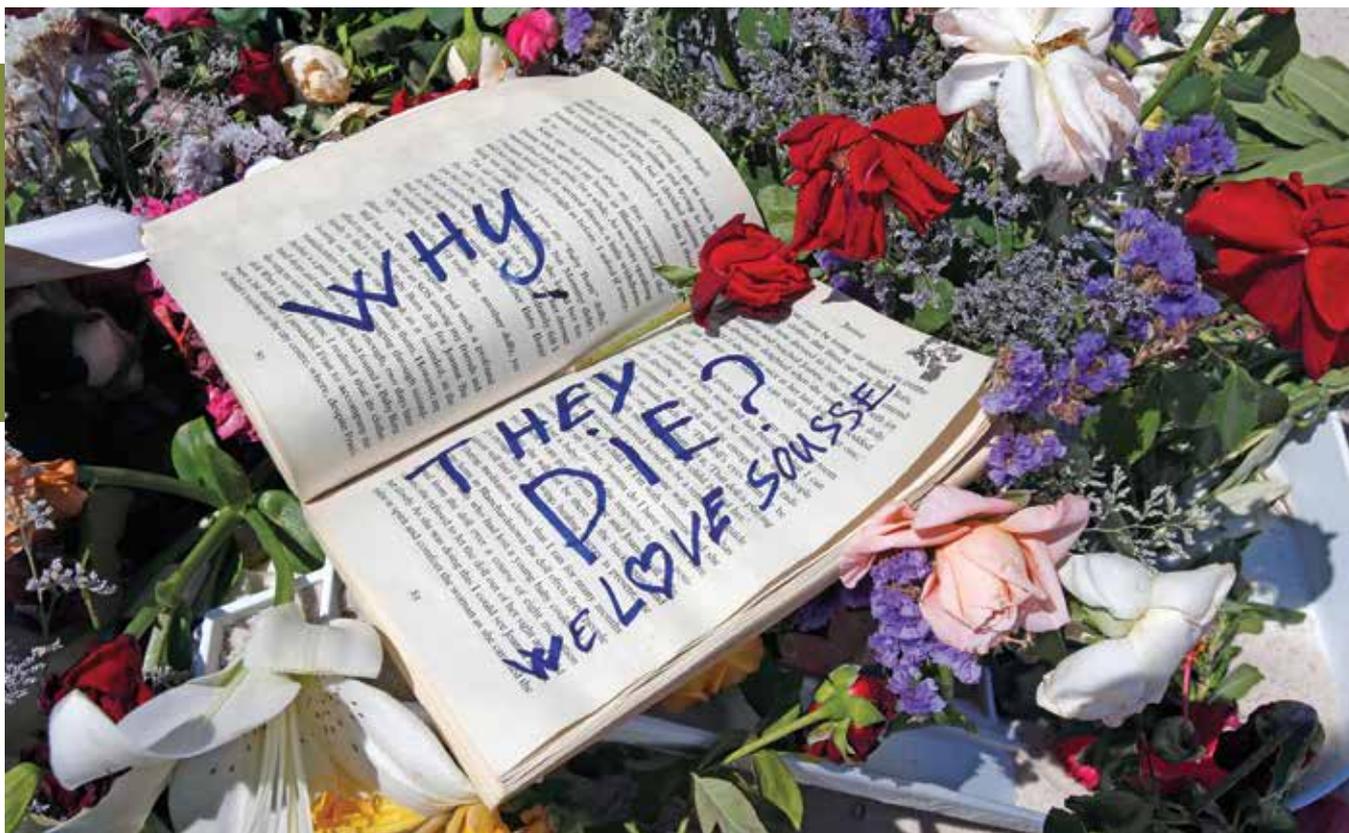
Les experts mettent en avant la difficulté de trouver des moyens efficaces pour empêcher les jeunes de rejoindre les rangs des extrémistes. Dans la plupart des pays à travers le monde, il est difficile de faire intervenir les gouvernements, même lorsque des familles signalent que leurs enfants ont été enrégimentés. Dans la plupart des pays, il est illégal de se rendre en Syrie. Et même lorsque les autorités sont au courant du départ d'une nouvelle recrue, grâce à l'ouverture des frontières de l'Union européenne, il devient facile de se rendre en voiture en Turquie en passant par la Bulgarie.

Cependant, les gouvernements peuvent prendre certaines mesures. Les jeunes qui ont déserté l'EI sont une source précieuse, car ils peuvent raconter comment ils ont été recrutés et pourquoi ils ont choisi de désertier. Les autorités doivent interviewer en détail chaque déserteur de l'EI. Dans la mesure du possible, les déserteurs de l'EI devraient être utilisés dans des campagnes de publicité contre l'EI et dans les annonces publiques.

Selon le *Washington Post*, certaines villes européennes proposent des cours pour reconnaître les signes de radicalisation, destinés aux fonctionnaires de police, aux éducateurs, aux professionnels de la santé, aux travailleurs sociaux, aux responsables du logement et aux chefs de communauté. Mais ce n'est que le début. Une fois que les jeunes extrémistes potentiels ont été identifiés, il doit y avoir un mécanisme permettant d'intervenir sans les incarcérer, sauf dans des circonstances exceptionnelles.

Le mentorat, le soutien psychologique et le suivi devraient faire partie d'un tel mécanisme.

Comme l'ont souligné les chercheurs Lorenzo Vidino et Seamus Hughes dans le *Washington Post*, « les jeunes soumis à un processus de radicalisation sont considérés comme des individus vulnérables qui se nuisent à eux-mêmes et ont, en définitive, besoin d'aide. La radicalisation est présentée comme un problème analogue au recrutement mené par les gangs ou à la drogue. Tout comme ils le feraient s'ils constataient que des jeunes devenaient la proie de tels fléaux sociaux, les chefs de communauté ont la responsabilité de signaler les cas de radicalisation ».



LA TUNISIE À LA CROISÉE DES CHEMINS

PERSONNEL D'ADF

La Tunisie a été le berceau du printemps arabe et a longtemps été considérée comme un modèle de stabilité et de pluralisme dans une Afrique du Nord instable. Mais, en 2015, une série d'attaques a envoyé des ondes de choc dans le monde entier. Le 18 mars 2015, trois hommes armés ont tué 22 personnes, la plupart d'entre elles des touristes étrangers, au musée national du Bardo de Tunis. Exactement trois mois plus tard, un homme armé, de 23 ans, a ouvert le feu dans une station balnéaire près de la ville de Sousse, faisant 38 victimes parmi les touristes. En novembre, une attaque suicide contre un autobus militaire, dans la capitale du pays, a fait 12 victimes parmi les membres de la garde présidentielle. Dans chaque cas, l'attentat a été rapidement revendiqué par l'EI.

La violence est symptomatique d'un problème plus vaste. On estime qu'entre 1.500 et 3.000 Tunisiens ont quitté leur foyer pour aller combattre en Irak ou en Syrie. Ce chiffre est le plus élevé de toute l'Afrique, et il est à craindre que l'espoir suscité par le printemps arabe soit anéanti par les extrémistes. « Le monde arabe est comme une grande

forêt et, dans cette forêt, la Tunisie est la seule fleur de la démocratie. Les terroristes veulent couper cette fleur », a déclaré au *Guardian* Habib Daguib, un employé d'hôtellerie, après l'attaque de Sousse.

Farhat Horchani, ministre tunisien de la Défense, a pris ses fonctions en février 2015 et s'est fixé comme priorité de détourner les jeunes Tunisiens de l'extrémisme. Avocat de profession, spécialisé dans le droit constitutionnel et international, il a déclaré à *ADF*, dans une communication écrite, qu'il était fermement convaincu que son pays retrouverait la paix. Il a souligné que la Tunisie possède une longue histoire de pratique d'un Islam modéré et une tradition de multiculturalisme, qui remonte à près de 3.000 ans, au temps des Carthaginois.

« La tolérance est la marque de l'histoire ancienne et contemporaine de la Tunisie. Elle est connue pour son rôle dans la propagation des valeurs de coopération, solidarité, dialogue et paix dans tout le bassin méditerranéen », a affirmé Farhat Horchani.

Un livre et des fleurs sont déposés sur la scène d'une fusillade liée à l'EI, à Sousse, en Tunisie. Le tireur a tué 38 personnes en juin 2015. THE ASSOCIATED PRESS

« La tolérance est la marque de l'histoire ancienne et contemporaine de la Tunisie. Elle est connue pour son rôle dans la propagation des valeurs de coopération, solidarité, dialogue et paix dans tout le bassin méditerranéen ».

Farhat Horchani, ministre tunisien de la Défense

Cependant, il reconnaît que ces valeurs sont aujourd'hui menacées. Pendant le long mandat du dictateur tunisien Zine El-Abidine Ben Ali, les religions de tous types étaient strictement encadrées. Tous les imams des grandes mosquées étaient désignés par le ministère des Affaires religieuses, et les sermons de la prière du vendredi étaient approuvés par le gouvernement. Selon un rapport de décembre 2015 sur le site Al-Monitor, les religieux radicaux ont profité du relâchement du contrôle, qui a suivi les soulèvements du printemps arabe, pour étendre leur influence. Le rapport indique que, dans l'année qui a suivi la chute de Ben Ali, environ 400 mosquées sont passées sous le contrôle des religieux salafistes et 50 d'entre elles prêchaient la violence.

Les prêcheurs extrémistes ont trouvé un public réceptif parmi les jeunes Tunisiens éduqués qui ne trouvaient pas de travail. Selon la Banque africaine de développement, le taux de chômage parmi les jeunes diplômés du pays, connus sous le nom de « jeunes diplômés en chômage », tourne autour de 20 pour cent.

Farhat Horchani considère les jeunes frustrés et oisifs comme une menace majeure à la stabilité. « Le chômage, la marginalisation, la pauvreté et l'absence d'encadrement et d'éducation sont les raisons pour lesquelles les jeunes se transforment en terroristes. Les extrémistes se considèrent comme la « bouée de sauvetage » de cette déception ».

Comme l'a rapporté Al-Monitor, pour renverser cette tendance, le gouvernement tunisien a lancé un certain nombre d'initiatives. Les mosquées sont replacées sous le contrôle du ministère des Affaires religieuses, les imams qui prêchaient la violence ont été écartés et une équipe de 600 fonctionnaires surveille la mouvance extrémiste dans les mosquées du pays.

Le pays commence aussi à réaliser des progrès militaires contre les disciples de l'EI. En 2014 et 2015, les militaires ont localisé et évacué 79 camps terroristes, dont la plupart se trouvaient au mont Chaambi, près de la frontière occidentale du pays.

Selon Farhat Horchani, le pays a été victime de l'instabilité régionale, venant en particulier de la Libye, dépourvue de gouvernement central depuis 2011. « Cela engendre un climat fertile pour la croissance du terrorisme et du trafic, qui sont les deux faces de la même médaille », écrit-il.

Afin de sécuriser la frontière, la Tunisie a renforcé une



AFP/GETTY IMAGES

barrière naturelle entre les deux pays, en érigeant un mur de terre et en creusant des tranchées remplies d'eau salée.

Farhat Horchani a assuré, à la fin de 2015, que la barrière naturelle était achevée à 87 pour cent et que la frontière partagée entre les deux pays était sûre et renforcée par une surveillance électronique.

L'armée continue de mettre l'accent sur le professionnalisme et Farhat Horchani a observé que l'institution gagne en crédibilité en faisant preuve de neutralité politique et de subordination aux responsables civils. « Le pouvoir de l'armée est issu de la neutralité, du patriotisme et de la loyauté au pays », a-t-il écrit.

Concernant la menace de terrorisme, il estime que le pays a besoin d'une approche holistique incluant l'armée, mais qui met aussi l'accent sur l'éducation, la démocratie et la réactivité aux problèmes sociaux. « La lutte contre le terrorisme est un projet culturel complet », a-t-il rappelé. Il a fait observer que les attaques contre la Tunisie ont eu un impact considérable sur le secteur touristique du pays, qui représente 14,5 pour cent du produit intérieur brut, mais le peuple tunisien ne se laisse pas abattre pour autant.

« En dépit de ces opérations et de leurs effets négatifs, la vie continue dans notre pays, dans les domaines économique, social et culturel », s'est-il félicité. « Les pays voisins et partenaires nous soutiennent dans notre lutte contre le terrorisme et dans nos efforts pour inciter les hommes d'affaires à investir en Tunisie et à la choisir comme destination touristique. En dépit de ces attaques brutales, le terrorisme ne peut pas atteindre l'unité de l'État et de son peuple ». □

A black and white portrait of Ambassador Francisco Madeira, a man with a serious expression, wearing a dark suit, white shirt, and a patterned tie. The background is dark.

QUESTIONS et réponses

Un artisan de la paix chevronné relève un nouveau défi

Entretien avec **l'ambassadeur Francisco Madeira**,
chef de la Mission de l'Union africaine en Somalie. PHOTOS DE L'AMISOM

{ En décembre 2015, l'ambassadeur Francisco Madeira a été désigné représentant spécial de l'Union africaine en Somalie et chef de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM). Originaire du Mozambique, Francisco Madeira est l'un des plus éminents diplomates de l'Afrique. Il a participé à la délégation qui a négocié la fin de la guerre civile au Mozambique en 1992. Il a été l'envoyé spécial du président de l'UA à São Tomé et Príncipe suite au coup d'État de 2003 dans ce pays. De 1999 à 2010, il a été envoyé spécial pour les Comores. Il a siégé au Parlement national du Mozambique de 2005 à 2010. Depuis 2010, il est le représentant spécial de l'UA pour la coopération internationale en matière de lutte contre le terrorisme et le directeur du Centre africain d'étude et de recherche sur le terrorisme, établi à Alger. En 2011, il a été nommé envoyé spécial de l'UA, chargé de la question de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA). Cette interview a été résumée pour des raisons d'espace.

ADF : Votre carrière s'est déroulée sur des dizaines d'années, et vous avez joué un rôle de médiateur dans plusieurs conflits ayant éclaté dans l'ensemble du continent. D'après votre expérience, quelles sont les compétences essentielles d'un médiateur ?

AMBASSADEUR MADEIRA : Ce que j'ai appris avec certitude c'est que, quelles que soient les approches persuasives que vous pouvez adopter, quelles que soient vos qualités pour ce travail, quel que soit le degré de fermeté dont vous pouvez faire preuve, si l'une ou l'autre partie n'est pas encore prête pour la négociation, vous n'arriverez à rien. Elles feront semblant de négocier, elles feront durer les choses et elles emploieront des manœuvres dilatoires. Elles doivent être prêtes pour les négociations. Et être prêtes peut signifier arriver à la conclusion que leur stratégie ne leur permettra pas d'obtenir ce qu'elles veulent. Il se peut aussi que vous deviez leur montrer que la façon dont elles s'y prennent ne mène à rien, et que pour elles c'est une stratégie perdante. C'est pourquoi parfois j'ai le sentiment qu'une certaine forme de pression — diplomatique, grâce à l'aide de partenaires stratégiques — peut jouer un rôle. Nous ne pouvons pas automatiquement nous contenter d'appeler à des négociations. Il faut que l'autre camp ressente la nécessité de négocier. S'il ne ressent aucune pression, alors il n'a aucun intérêt à négocier. S'il a l'impression qu'en continuant de faire ce qu'il fait il pourrait affaiblir l'autre camp, c'est ce qu'il fera. Aussi devons-nous être en mesure de montrer aux deux camps qu'ils ont intérêt à trouver une solution négociée, parce que dans le cas contraire personne ne s'imposera. S'ils comprennent cet argument, alors la situation peut être débloquée.

ADF : Comment votre expérience préalable vous prépare-t-elle à vos nouvelles fonctions de chef de l'AMISOM ?

AMBASSADEUR MADEIRA : J'essaierai de mettre à contribution toutes mes compétences, quelles qu'elles soient, mais pour moi, il est tout à fait clair que l'on ne peut pas tout faire tout seul. Nous devons travailler avec tous ceux qui peuvent apporter leur concours à cet effort. Je recherche donc des personnes d'expérience venant de tous les horizons, de l'économie, de la politique, de la société civile et de tout ce qui s'y rattache. Je sais que cela doit nécessairement impliquer les militaires, les diplomates, les responsables politiques, les anciens, les chefs de clans, les femmes et les enfants. D'autre part, il nous faut disposer de très bons experts techniques et de fonctionnaires connaissant bien la situation. Nous les rencontrons, nous recevons leurs conseils et nous vérifions ces conseils en fonction de la réalité et des faits sur le terrain.

ADF : Au cœur de l'instabilité permanente en Somalie se trouve l'effet déstabilisant du groupe terroriste al-Shebab. À partir de votre expérience à titre de directeur du Centre africain d'études et de recherches sur le terrorisme, qu'avez-vous

appris sur les raisons pour lesquelles des jeunes gens rejoignent les groupes extrémistes ?

AMBASSADEUR MADEIRA : Ce qu'il est important de garder à l'esprit c'est que le terrorisme est un crime politique. Étant un crime politique, il poursuit des objectifs politiques. Ces gens sont donc des individus qui veulent accéder au pouvoir pour exercer une influence ou, dans ce cas, implanter le soi-disant califat islamique qui s'étendrait au monde entier à partir du Moyen-Orient. C'est un objectif politique. À ce titre, il leur faut des recrues qui travaillent avec eux. Ils ne peuvent pas le faire eux-mêmes. Aussi exploitent-ils tout ce qu'ils peuvent trouver pour persuader les gens de les rejoindre. Les jeunes représentent la tranche la plus [nombreuse] de la population, et en même temps certains d'entre eux sont naïfs. Ils peuvent aisément être persuadés, qu'ils aient fait ou non des études. C'est en particulier le cas s'ils ne trouvent pas leur place dans la société dans laquelle ils se trouvent. S'ils ne sont pas intégrés, ils ont le sentiment d'être marginalisés, isolés et exclus. Ces choses peuvent les mener à la radicalisation. Malheureusement, ces groupes extrémistes ont développé de nombreuses compétences concernant la manière d'approcher et de préparer ces jeunes gens et finalement de les gagner à leur cause. Nous avons donc besoin d'ouvrir un front en vue de réduire le nombre des jeunes gens qui sont vulnérables à la radicalisation et à l'extrémisme violent. Nous ne pouvons faire cela, dans le cas de la Somalie, que si un gouvernement opérationnel est en place.

ADF : Il semble que vous ayez la conviction que la radicalisation prospère en l'absence d'un État viable. Lorsque l'État n'est pas présent et n'accomplit pas ses missions, les groupes radicaux ont encore plus de crédibilité.

AMBASSADEUR MADEIRA : C'est le message que je m'efforce de faire passer. Pour nous, il est nécessaire que le gouvernement de la Somalie soit une entité viable dont la présence puisse se faire sentir dans chaque région et district et réponde aux besoins et aux exigences de la population. L'État doit être en mesure de former des soldats, des officiers du renseignement et des policiers afin d'assurer la loi et l'ordre, et doit également pouvoir rémunérer ces personnes. Parce que si vous ne versez pas de salaires, ces gens emmèneront avec eux les compétences que vous leur avez données et ils iront ailleurs. Seul un gouvernement viable, avec des institutions qui fonctionnent, peut accomplir ces actions. Cela doit être considéré comme quelque chose qui est issu de la population et non comme une entité extérieure qui s'imposera à elle ou qui sera utilisée pour imposer un clan au détriment d'un autre clan.

ADF : Le fait que des adolescents venant des États-Unis, du Canada et de l'Europe ont voyagé jusqu'en Somalie pour rejoindre al-Shebab est un phénomène alarmant. Ces jeunes gens radicalisés ne correspondent pas à un profil habituel. Nombre

d'entre eux viennent de familles instruites, issues de la classe moyenne attendant beaucoup de la vie. Beaucoup n'ont pas eu de formation religieuse, voire aucune, avant leur radicalisation. Que peuvent faire les gouvernements pour faire face à ce problème ?

AMBASSADEUR MADEIRA : J'ai certainement l'impression que nous n'avons pas encore gagné la bataille des récits démystificateurs. Il nous faut développer des récits démystificateurs convaincants qui montrent que ce que ces groupes radicaux transmettent sont des mensonges, des manipulations, et qu'il ne faut pas les croire. Malheureusement, notre machine de propagande n'est pas assez élaborée pour être en mesure de persuader ces jeunes gens du contraire. Ces groupes radicaux réussissent parce que, dans nos sociétés, il existe des situations d'injustice et d'iniquité dont, une fois qu'elles sont exploitées par ces extrémistes, nous ne sommes pas en mesure de contester la réalité, parce qu'elles sont vraies. Il y a de la corruption dans nos sociétés. Il y a une insuffisance de nourriture alors que quelques-uns ont tant. Nous pratiquons la démocratie, mais ce que nos dirigeants sont en train de faire est une chose complètement différente. Au lieu du principe « un homme, une voix », ils achètent les voix ; ils manipulent et prolongent leurs mandats lorsque ceux-ci ont pris fin. Ces choses affectent notre capacité et le sérieux avec lequel nous pouvons être considérés par la jeunesse. Nous voulons dire que notre système démocratique est bien meilleur que les actions de ces individus violents. Ce que j'ai appris c'est que la lutte contre le terrorisme est un combat contre tous ces maux existant dans notre société, lesquels sont exploités par les groupes terroristes afin de gagner ces jeunes à leur cause.

ADF : Donc, pour combattre l'efficacité d'une certaine propagande extrémiste, il faut améliorer les conditions sur le terrain ?

AMBASSADEUR MADEIRA : La radicalisation est un processus extrêmement individuel, personnel. Mais si vous allez parler avec certains de ces individus qui se sont retrouvés dans cette situation, ils vous disent qu'ils ont rejoint ce groupe parce qu'un groupe ethnique a commis des crimes contre leur groupe ethnique. Ou bien ils disent qu'ils l'ont rejoint parce que leur père a été emprisonné sans justification, ou parce qu'ils veulent la justice. Certains disent l'avoir rejoint après avoir été brusquement privés de leur emploi parce qu'un dirigeant voulait cette place pour son fils. Ils disent aussi, par exemple, qu'après avoir quitté l'université, déambulant dans les rues de leur ville, ils s'aperçoivent que seuls ceux qui ont des relations obtiennent des emplois. Ce sont des choses que nous avons besoin de rectifier. Évidemment, toutes les personnes qui sont confrontées à ces situations ne se tournent pas vers le terrorisme, mais dans certaines conditions, lorsque ces choses s'accumulent et que nous sommes en présence d'agents de radicalisation tels que l'EI, elles peuvent conduire au terrorisme.

ADF : Au fur et à mesure qu'al-Shebab est vaincu sur le champ de bataille ou que les combattants choisissent de déposer les armes et de faire défection, un grand nombre de personnes auront besoin d'être déradicalisées et réintégrées dans la société. Comment pensez-vous que ceci devrait être accompli ?

AMBASSADEUR MADEIRA : Tout d'abord, il nous faut examiner le processus de DDR [désarmement, démobilisation et réintégration]. Nous devons désarmer ces jeunes gens. Ensuite, il nous faut trouver des psychologues afin de se pencher sur chacun d'entre eux et examiner le contexte de leur cheminement et essayer de les ramener à la société afin qu'ils puissent devenir des citoyens utiles au sein de leur communauté. Pour cela, il nous faut disposer en aval des ressources de déradicalisation permettant d'agir sur les facteurs idéologiques, sociaux et économiques de leur cheminement. Nous devons donner à ces individus les compétences leur permettant de discerner le bien du mal, de comprendre la manière dont ils ont été trompés par ces groupes terroristes, de se rendre compte du caractère mensonger de l'idéologie à laquelle ils ont adhéré et que la vie n'est possible que dans le cadre de la tolérance mutuelle. Ils doivent se rendre compte que nous sommes une société qui n'est pas constituée que d'un seul type de personnes. Il y a des chrétiens, des musulmans, des animistes, des athées, donc il faut que les gens s'acceptent les uns les autres et non qu'ils essaient d'imposer leur volonté à autrui. Nous avons besoin de programmes de réintégration sociale et d'un partenariat fort entre le gouvernement, la société civile, les intellectuels, les universitaires et les médias. Il faut faire en sorte que ceux-ci travaillent ensemble, et il faut le faire maintenant. Parce que, au moment où je vous parle, il y a certains membres d'al-Shebab qui se sont rendus. Ils arrivent, nous les recevons, nous essayons de les déradicaliser, mais nous manquons de moyens et ils ne savent même pas s'ils auront quelque chose à manger ce soir-là. Donc, après quelque temps, ils retournent vers le groupe. Nous devons nous employer à trouver une solution dès à présent.

ADF : Pendant plusieurs années, al-Shebab a déclaré son allégeance à al-Qaïda. Toutefois, il y a eu de la part de l'EI quelques ouvertures signifiant qu'il voulait constituer une alliance avec al-Shebab et élargir l'ampleur géographique de ses activités à la Somalie. Jusqu'à quel point êtes-vous inquiet de la perspective que ceci puisse se produire et intensifier le conflit ?

AMBASSADEUR MADEIRA : Chaque jour, à Mogadiscio, j'entends parler de confrontations entre deux factions d'al-Shebab parce que certains veulent rejoindre l'EI et d'autres veulent rester au sein d'al-Qaïda. Cette question continue de se poser. C'est donc possible, et il ne serait guère surprenant qu'un jour ou l'autre l'un de ces groupes fasse officiellement allégeance à l'EI. À partir de là, si l'EI vient en Somalie et que ce pays devient ce qu'ils appellent une province du califat, ce serait un problème grave. Nous savons que l'EI a des

compétences en matière de combat, qu'il a la capacité de fabriquer des bombes, et aussi qu'il a des fonds. Ceci pourrait renforcer le pouvoir de nuisance d'al-Shebab. Il nous appartient de faire de notre mieux pour éviter que cela ne se produise. Il nous faut améliorer notre capacité à collecter des renseignements, à infiltrer al-Shebab et à savoir à quel niveau s'établit ce contact avec l'EI. En particulier à l'heure actuelle, alors que l'EI subit des défaites en Syrie et en Irak, ces gens pourraient essayer de venir en Somalie et ailleurs en Afrique pour tenter d'échapper à la pression qui pèse sur eux. Aussi devons-nous être mieux préparés, mieux armés, plus mobiles et disposer de davantage de ressources nous permettant de faire face à la survenance de ce danger potentiel.

ADF : L'AMISOM arrive à la fin de sa neuvième année et a enregistré de nombreux succès. Quels sont vos buts primordiaux pour votre mandat à la tête de l'AMISOM ?

AMBASSADEUR

MADEIRA : Tout d'abord, je tiens à remercier mes prédécesseurs pour le bon travail qu'ils ont accompli. Ensuite, le problème de la Somalie se joue sur deux fronts importants. Il y a d'abord le front politique. Nous devons continuer à travailler sur la question de la réconciliation politique, de la réintégration nationale et de l'unité. Nous devons faire en sorte que le pays organise des élections qui soient crédibles. Naturellement, c'est un peu difficile, et n'oubliez pas que les premières élections ont été délimitées en fonction des clans. Nous devons nous assurer que cette élection à venir [en 2016] représentera une amélioration par rapport à l'approche antérieure en matière électorale. Il faut que ce soit quelque chose qui devienne plus démocratique ou au moins soit sur la voie d'une meilleure approche démocratique. Quelque chose qui soit plus inclusif dans le sens que ce ne serait pas seulement les chefs de clans qui dirigeraient tout, mais également d'autres segments de la société tels que les jeunes et les femmes. Tout comme la gouvernance, la population doit être légitimée, aussi devons-nous orienter notre programme d'action à cet effet.

Ensuite, il faut poursuivre la stabilisation du pays afin d'être en mesure d'établir la présence, la pertinence et la réactivité de ces institutions gouvernementales. Naturellement, nous nous réjouissons que les

administrations provisoires deviennent des composantes de l'État fédéral de Somalie. Nous voulons donc que ces administrations provisoires deviennent une entité qui puisse être acceptée par les populations qu'elles représentent. À cet effet, nous avons besoin d'un renforcement et d'une stabilisation du pays. Cela signifie qu'il faut donner à l'AMISOM les capacités de continuer à mener à bien des opérations militaires décisives contre al-Shebab, afin de dégrader ses capacités jusqu'au point où la gouvernance soit possible. Il nous faut renforcer les capacités de la police régionale,

de l'Armée nationale somalienne, des services du renseignement, pour que ces entités puissent apporter à la population la sécurité dont elle a besoin. Bien évidemment, nous sommes actuellement présents. Nous sommes constitués de troupes africaines venant de plusieurs pays d'Afrique. Cependant, un jour ou l'autre, nous devons quitter la Somalie, aussi devons-nous préparer la Somalie à reprendre les rênes et à maintenir la loi et l'ordre ainsi que la stabilité dans le pays.



L'ambassadeur Francisco Madeira et son adjointe, Lydia Wanyoto, quittent le palais présidentiel à Mogadiscio le 17 décembre 2015.



Les soldats de la Mission de l'Union africaine en Somalie sont alignés pour célébrer l'arrivée de l'ambassadeur Madeira à l'aéroport international Aden Adde à Mogadiscio le 4 décembre 2015.

Il y a un certain temps déjà que l'AMISOM a pu démanteler les positions d'al-Shebab et s'en emparer, lorsque ses membres administraient le territoire. Ces positions étaient visibles donc nous avons pu

les cibler et les éradiquer. Aujourd'hui, al-Shebab a changé de tactique. Il s'est scindé en plusieurs petits groupes. Il a créé un groupe de renseignement mobile, actif et tenace, l'Amniyat, et il dispose d'un réseau d'espionnage élaboré. Nous, au niveau de l'AMISOM, de la SNA [Armée nationale somalienne] et de la NISA [Agence nationale du renseignement et de la sécurité], devons faire en sorte que nos compétences soient bien plus élaborées que celles d'al-Shebab. Il nous faut pénétrer à l'intérieur de cette organisation lorsque ses membres se mélangent à la population, les identifier et savoir où sont leurs repaires, les démanteler, les poursuivre et ne pas leur laisser une minute de répit, où qu'ils se trouvent. Si nous ne développons pas cette capacité, nous serons confrontés à des difficultés. Dans la mesure du possible, j'entends travailler avec tous les partenaires pour veiller à ce que nous obtenions cette capacité. □

POURQUOI S'ENGAGENT-ILS ?

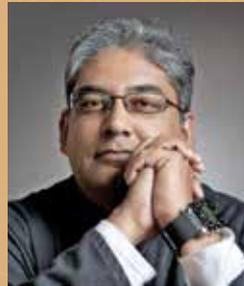




En Somalie, les extrémistes d'al-Shebab ordonnent à un jeune garçon de porter une arme. Les groupes extrémistes investissent d'importantes ressources pour recruter et radicaliser des jeunes.

THE ASSOCIATED PRESS

COMPRENDRE LA RADICALISATION ET LE RECRUTEMENT ISLAMISTES EN AFRIQUE



DR HUSSEIN SOLOMON
UNIVERSITÉ DE
L'ÉTAT-LIBRE

Il s'appelait Seifeddine Rezqui. C'était un élève ingénieur de 23 ans originaire de

la ville plutôt ordinaire de Gaafour, à 80 kilomètres de Tunis, la capitale de la Tunisie. Il était passionné de football et était l'un des supporters du Real Madrid. Seifeddine Rezqui avait également un penchant pour la musique rap et avait participé à des compétitions de breakdance. Et pourtant Seifeddine Rezqui a adopté un autre nom — Abu Yahya al-Qayrawani — et l'EI en a fait l'un des « soldats du califat ». Le 26 juin 2015, il a dissimulé son AK-47 dans un parasol et s'est mis à faucher des touristes dans une station balnéaire de Sousse, en Tunisie. Il y eut trente-huit victimes — la plupart étant des touristes britanniques — et un nombre encore plus important de blessés. Dans les jours qui suivirent, les enquêteurs ont découvert des éléments de preuve indiquant que Seifeddine Rezqui avait été radicalisé en ligne par la propagande des réseaux sociaux de l'EI.

Pour de nombreux commentateurs, l'une des clés de la capacité de l'EI à répandre l'idéologie radicale est son approche astucieuse des médias sociaux, tels que Facebook, Twitter, YouTube et Instagram. En juin 2015, l'EI avait 90.000 comptes Twitter. L'utilisation de la musique rap dans ses vidéos de

recrutement est particulièrement attractive pour les jeunes marginalisés et est très éloignée des mornes vidéos dans lesquelles les djihadistes de la génération antérieure d'al-Qaida tels qu'Ousama Ben Laden et Ayman al-Zawahiri prononçaient de longs sermons. Pour donner une idée de l'échelle de la portée des médias sociaux de l'EI, imaginez-

étant la plus haute, et la parole de Kufr (incroyance) comme étant la plus vile, et c'est ce que Allah nous dit de faire dans le Coran. Aussi est-ce un devoir obligatoire pour tous les musulmans du monde entier de rejoindre le djihad ». Le pouvoir des médias sociaux de l'EI est également manifeste au Nigeria, où 24.000 jeunes gens



Un garçon de 16 ans est assis dans la maison d'un ami à Mopti, au Mali, en 2012, après avoir fui la partie septentrionale du pays en raison des combats. Les groupes extrémistes, y compris l'EI, cherchent à radicaliser les jeunes gens marginalisés dans toute l'Afrique. THE ASSOCIATED PRESS

vous ceci : en une seule semaine, l'EI produit en six langues 123 communiqués de presse, dont 24 sont des vidéos.

La pénétration de l'idéologie de l'EI même dans un pays aussi éloigné que l'Afrique du Sud est évidente dans ce manifeste d'un jeune de 18 ans de Johannesburg. Utilisant le pseudonyme d'Abu Huraya al-Afriki, il écrit : « J'ai rejoint l'État islamique parce que son but est d'établir la parole d'Allah (il n'y a de Dieu qu'Allah) comme

ont été empêchés de quitter le pays entre janvier 2014 et mars 2015. La plupart d'entre eux, comme le craignent les autorités, projetaient de rejoindre l'EI.

Depuis 2014, l'EI a donné naissance à des franchises locales à travers l'Afrique. En Algérie, Abdelmalek Gouri, l'un des commandants d'al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI), a annoncé que lui et ses hommes se détachaient d'AQMI, qui, a-t-il déclaré, s'était « écarté

du droit chemin ». Il a cherché à positionner son groupe sous le nom de Jund al-Khilafah, ou « soldats du califat » et a annoncé clairement qu'il s'alignait sur l'EI. En Tunisie, la Brigade Uqba ibn Nafi a également fait scission d'AQMI et a fait allégeance à l'EI. Entretemps, dans une Libye déchirée par des conflits internes, des



membres de l'EI revenant de Syrie ont établi la Brigade al-Battar alignée sur l'EI. Avec ses succès militaires, comme en témoigne la récente prise de Syrte, la ville natale de Mouammar Kadhafi, l'ancien homme fort libyen, ce groupe a montré de plus en plus d'assurance et a adopté le nom d'État islamique en Libye (EIL). Au Nigeria, Boko Haram, qui projette de plus en plus son ombre sur l'Afrique de l'Ouest, s'est maintenant aligné

sur l'EI, et il y a des désaccords en Somalie au sein d'al-Shebab, à présent aligné sur al-Qaïda, portant sur la question de savoir s'il devrait faire partie de la franchise de l'EI.

Ceci soulève une question intrigante : qu'est-ce qui explique la dissémination de l'idéologie wahhabiste-salafiste radicale de l'EI, avec son insistance sur sa haine de l'autre archétypal, alors que la plupart des musulmans africains sont effectivement d'orientation soufie ? Les fraternités soufies (tariqa en arabe) insistent sur la nécessité de combler le fossé entre Dieu et l'homme à travers l'amour et la connaissance de son véritable soi intérieur. Cette forme de foi islamique est plus personnelle et plus émotionnelle, mettant en exergue l'amour de Dieu plus que la crainte de Dieu. Qui plus est, l'Islam soufi a coexisté avec la richesse des coutumes populaires préislamiques, ce qui, naturellement, a contribué à sa popularité.

La réponse est que, pendant des années, les œuvres de bienfaisance opérant dans des pays tels que l'Arabie saoudite ou le Qatar ont financé l'extrémisme islamiste en Afrique et ont érodé l'attractivité du soufisme. Considérons les milliers d'étudiants qui ont voyagé au cours des années pour approfondir leurs études islamiques dans des institutions d'enseignement supérieur telles que Al-Azhar en Égypte, Al-Uzai au Liban, l'Université de Damas en Syrie et la multitude d'institutions de cette nature en Arabie saoudite. Il a été noté que la plupart de ces étudiants, à leur retour dans leurs pays respectifs, sont plus radicaux que ceux qui sont restés étudier au pays. Effectivement, comme l'écrit John Yoh, dans son ouvrage *Reflections on Afro-Arab Relations: An African Perspective* (Réflexions sur les relations afro-arabes : une perspective africaine) : « La plupart des étudiants d'Afrique qui ont étudié au Moyen-Orient sont accusés d'être derrière les conflits religieux qui se sont produits au Nigeria, au Ghana, au Kenya et en Tanzanie.... C'est ce groupe d'étudiants que l'on considère être la source de l'idéologie islamique radicale en Afrique. On dit que certains de ces groupes sont en relation avec des organisations islamiques opérant en Afrique sous la façade d'agences religieuses ».

Les étudiants, toutefois, ne constituent pas les seuls relais pour la pénétration de la pensée radicale en Afrique. Le pèlerinage annuel qui voit des dizaines de milliers d'Africains se rendre à La Mecque peut contribuer à disséminer l'islam radical. En Afrique de l'Ouest, l'introduction de classiques wahhabites tels que *Une Explication de Kitab al Tawhid*, de Mohammed ibn Abd al-Wahhab (le livre traitant de l'unicité de Dieu) par Abd al-Rahman al-Sadi a eu une influence d'une telle profondeur au Mali sur les extrémistes alignés sur al-Qaïda qu'ils se sont inspirés du titre de cet ouvrage pour désigner leur organisation du nom de Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO). Dans ces circonstances, devons-nous être surpris lorsque des groupes tels que Boko Haram se livrent à des diatribes contre les États laïcs, ou lorsque les extrémistes d'Ansar al-Dine et d'al-Shebab démolissent violemment

les sanctuaires soufis au Mali et en Somalie ? La récente pénétration de l'idéologie de l'EI en Afrique est une excroissance logique de ces développements.

Les extrémistes islamiques ont exploité la détérioration de la situation économique et politique des pays africains pour étendre leur présence auprès des habitants marginalisés. En raison de leur organisation supérieure (relativement à l'ineptie et à la corruption de nombreuses bureaucraties gouvernementales), de l'utilisation de volontaires, et de leur accès à un financement provenant des États du golfe, les salafistes ont pu s'entremettre et aider dans l'ensemble de l'Afrique les communautés prêtes à s'en remettre à n'importe qui. Au Mali, par exemple, les islamistes radicaux, à travers leur approche du développement économique axé sur les simples citoyens, ont été en mesure de mettre en place des mosquées, des écoles modernes, des dispensaires, des pharmacies et des centres culturels depuis les années 1980. Ce faisant, ils ont pu se gagner les faveurs des citoyens de ces régions.

L'émergence sur le continent africain du Hezbollah (le parti de Dieu), le mouvement terroriste libanais financé par l'Iran, constitue un bon exemple de l'exploitation des conditions économiques par un groupe. James Love, commandant de l'armée américaine, observe dans son ouvrage incisif *Hezbollah: Social Services as a Source of Power* (Le Hezbollah : les services sociaux comme source de pouvoir) (2010), que le mode opératoire éprouvé et testé du Hezbollah est utilisé sur le continent africain avec grande efficacité. Des cellules naissantes du Hezbollah utilisent de subtiles techniques d'infiltration pour s'introduire dans une zone sans attirer l'attention. Les activistes de ce parti gagnent la confiance de la population locale en conduisant des activités caritatives de collecte de fonds et en mettant en place des programmes d'assistance publique. Ceci est bien accueilli par les citoyens pauvres de l'Afrique, aux besoins desquels les responsables politiques, davantage préoccupés par l'accumulation de la richesse, semblent se montrer peu sensibles. Ayant gagné la confiance des habitants, la cellule du Hezbollah commence à recruter au sein de la population locale, ce qui permet à la cellule de commencer les opérations. Les cellules ne peuvent opérer qu'après avoir mis en place une base de soutien populaire.

Un autre facteur portant atteinte au soufisme tolérant et qui renforce l'attrait de l'islam radical est la coopération étroite entre les ordres soufis et les autorités locales respectives, de nombreux leaders soufis recevant des avantages financiers du gouvernement. La proximité des leaders soufis avec des gouvernements généralement corrompus et autoritaires leur a fait perdre leur crédibilité et leur popularité auprès des citoyens ordinaires. Elle a constitué le fondement des attaques virulentes proférées par des islamistes partisans d'une ligne dure. En conséquence, l'islam modéré soufi n'a pas pu servir de rempart contre l'islam radical parce que les autorités soufies ont été perçues comme étant une extension d'un État corrompu.

Dans une veine similaire, les efforts d'autres organisations musulmanes visant à encourager la paix et la tolérance entre les religions ont été entachés par la proximité de ces organisations avec un État autoritaire et souvent prédateur. Au Nigeria, dans les années 1980, un Comité consultatif des affaires religieuses représentant les musulmans et les chrétiens a été établi en vue d'atténuer les tensions religieuses. Des structures similaires ont vu le jour dans l'ensemble du continent : le Conseil suprême des musulmans en Tanzanie, le Conseil suprême des musulmans du Kenya, le Conseil suprême musulman de l'Ouganda, l'Association musulmane rwandaise et l'Association musulmane du Malawi. Parmi ces organisations, rares ont été celles qui ont pu atténuer les affrontements interconfessionnels. Du fait de la perception de leurs liens avec des régimes considérés comme illégitimes, les musulmans qui participent à ces structures sont considérés comme cooptés. Le fait que ces musulmans aient souvent défendu les gouvernements en place a simplement servi à renforcer cette perception. Le discrédit affectant ces musulmans modérés a laissé la possibilité aux extrémistes de répandre leur message de haine.

À l'avenir, que peut-on faire pour réduire la radicalisation et le recrutement d'Africains dans le giron de l'islam militant ? Tout d'abord, d'avantage perturber la présence de l'EI dans les médias sociaux, en fermant les comptes Twitter et en retirant leurs sordides vidéos de YouTube. Par ailleurs, des efforts résolus doivent être entrepris pour contrer leur message. Bien que des initiatives soient en cours à cet effet, elles doivent être plus énergiques. Ensuite, il faut exercer davantage de pression sur les pays du golfe pour faire cesser le financement des formes wahhabites et salafistes de l'islam sur le continent. Il est également déconcertant que les pays dans lesquels on laisse prospérer l'idéologie extrémiste, y compris l'Arabie saoudite, continuent de bénéficier du soutien des pays occidentaux.

En outre, il appartient aux États africains de faire davantage pour renforcer l'islam soufi modéré et tolérant,



Un membre armé du groupe extrémiste Ansar al-Dine donne des instructions à l'aide d'un porte-voix dans la place centrale de Tombouctou, au Mali, avant une flagellation en public. THE ASSOCIATED PRESS



afin qu'il puisse servir de rempart contre le rouleau compresseur salafiste. Toutefois, un islam acceptant l'Occident sans critique et faisant l'éloge des gouvernements en place ne servira qu'à nuire encore plus au soufisme et à renforcer les points de vue radicaux. Ce qui est nécessaire, c'est un islam soufi qui exprime les préoccupations des musulmans ordinaires, même si cela se traduit par une critique des gouvernements en place. Lorsque les musulmans modérés appuient des gouvernements corrompus, cela ne peut servir qu'à continuer de délégitimer les forces modérées.

L'extrémisme se répand également sur le continent dans le contexte de la rapacité des élites étatiques qui sont davantage préoccupées de leur propre aisance personnelle que du lot des citoyens ordinaires. Dans ce contexte, les groupes extrémistes islamistes apportent un

certain nombre de solutions à court terme pour renforcer la sécurité des citoyens — dispensaires, écoles, vivres et argent. Ce faisant, ils obtiennent des appuis pour leur cause. En même temps que la communauté internationale ambitionne de porter assistance aux gouvernements africains en assurant la formation de leurs forces de sécurité et en fournissant de l'équipement militaire pour combattre les émules d'al-Shebab, elle doit également utiliser cette assistance pour faire pression sur les gouvernements africains afin qu'ils soient plus réactifs aux besoins des citoyens ordinaires, empêchant ainsi les extrémistes d'exploiter les griefs des citoyens à leurs fins funestes. □

Le Dr Hussein Solomon est professeur agrégé du Département d'études politiques et de la gouvernance à l'Université de l'État-Libre, en Afrique du Sud. Il est l'auteur de *Terrorism and Counter-Terrorism in Africa: Fighting Insurgency from Al Shabaab, Ansar Dine and Boko Haram*, publié en 2015 chez Palgrave Macmillan.



ILLUSTRATION D'ADF

L'AFRIQUE

FAIT PARTIE DE LA STRATÉGIE MONDIALE DE L'EI

LE CONTINENT EST AU CENTRE D'UNE QUÊTE À TROIS VOILETS POUR MONDIALISER LE DJIHAD

PERSONNEL D'ADF

L'EI avance ses pions pour imposer un califat à l'échelle mondiale sur trois fronts simultanés.

Imaginez, suggère Harleen Gambhir, analyste de la lutte antiterroriste à l'Institute for the Study of War (ISW), une stratégie organisée en trois anneaux concentriques. Tout d'abord, le groupe combat pour conserver et élargir son territoire en Irak et en Syrie. Ensuite, il fomente le désordre et soutient des affiliés dans ce qu'elle appelle « l'Étranger proche » du grand Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Enfin, les activistes de l'EI projettent de lancer des attaques terroristes dans « l'Étranger lointain » de l'Occident, de l'Australie et du sud-est asiatique.

« L'EI gagne de l'influence dans les zones de désordre et de conflits, en exacerbant les fissures existantes dans les États et les communautés », écrit Harleen Gambhir dans *ISIS's Global Strategy: A Wargame* (Stratégie globale de l'EI : un jeu de guerre). Ceux qui s'opposent à l'EI sont donc forcés de contrer la présence de l'organisation sur le terrain en Irak et en Syrie ainsi que sa capacité d'expansion et de recrutement aux quatre coins du globe. Il s'agit d'une tâche conséquente qui

implique des efforts cohérents tout en étant géographiquement dispersés, coordonnés de la même manière entre plusieurs alliés ».

L'EI voit le centre de son plan en Irak et en Syrie. C'était notamment pour cette raison que le groupe s'est donné le nom d'État islamique en Irak et en Syrie. Les autres pays de ce cercle intérieur sont la Jordanie, le Liban et Israël. D'après Harleen Gambhir, en agissant à l'extérieur, l'EI opère dans le cercle de l'Étranger proche, qui comprend le reste du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, et s'étend vers l'est jusqu'à l'Afghanistan et le Pakistan. L'expansion dans ces régions s'est produite au fur et à mesure que l'EI proclame les opérations parallèles par l'établissement de « wilayats », ou régions gouvernées. En septembre 2015, l'EI revendiquait des wilayats en Algérie, dans le Sinaï égyptien et en Libye.

Ce processus qui a amené le groupe Boko Haram du Nigeria dans l'orbite de l'EI n'était pas typique. Habituellement, d'après Harleen Gambhir, l'EI annonce la création d'une wilayat après qu'un groupe a « fusionné sous l'autorité d'un dirigeant », qui ensuite entre en contact avec l'EI avec un plan opérationnel pour la région du groupe. Ce n'est qu'à ce moment-là



STRATÉGIE MONDIALE DE L'EI

À L'INTÉRIEUR

Se défendre et s'étendre

À L'ÉTRANGER PROCHE

Établir des affiliés et accroître le désordre

À L'ÉTRANGER LOINTAIN

Attaquer et polariser



Site d'un ou plusieurs gouvernorats

Source : Institute for the Study of War

ILLUSTRATION D'ADF

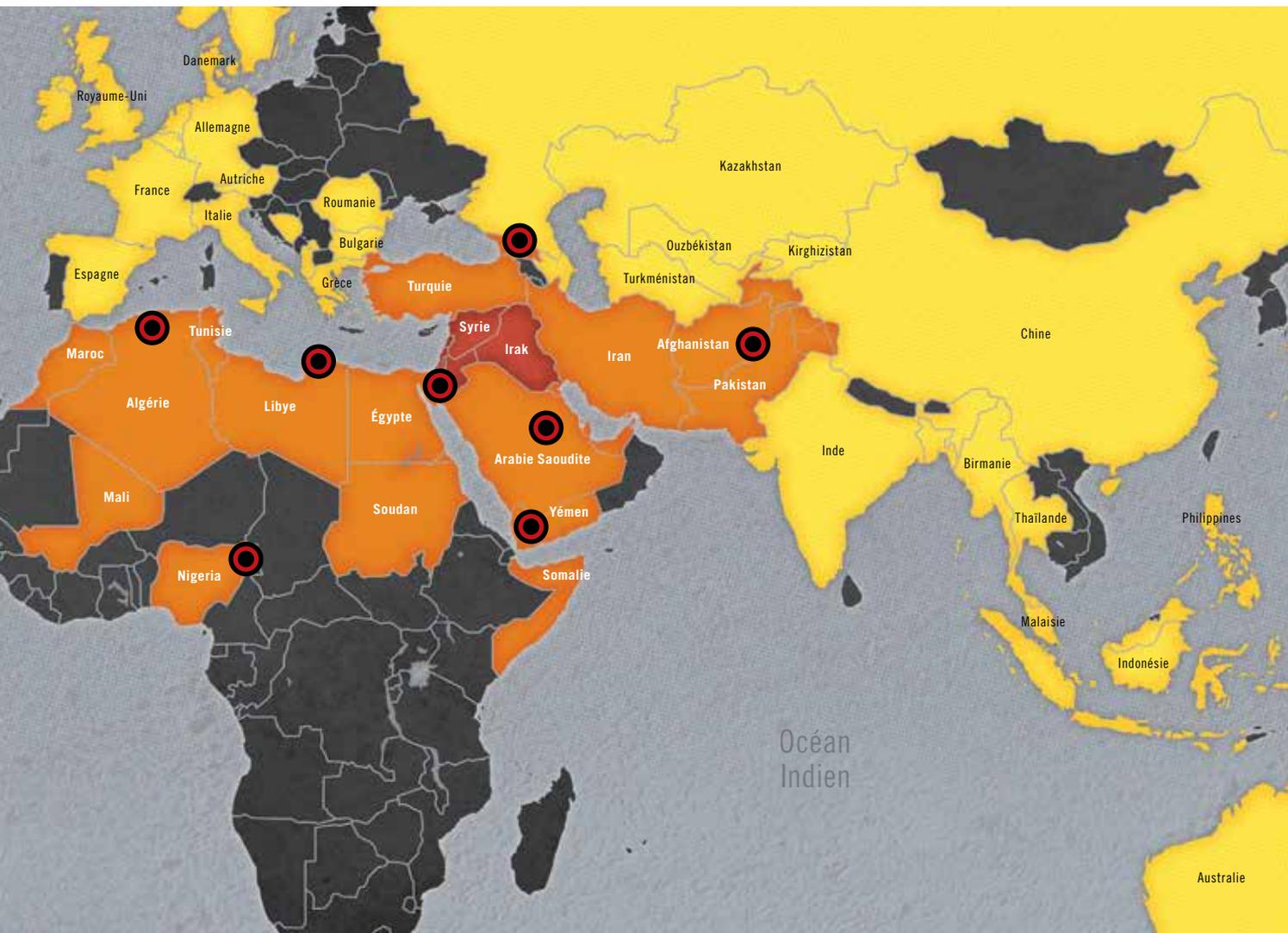


Une victime est transportée sur une civière suite à une attaque terroriste en mars 2015 au musée national du Bardo, à Tunis, en Tunisie. THE ASSOCIATED PRESS

que l'EI l'approuve et rend l'affiliation publique. Boko Haram, ajoute-t-elle, « a anticipé » sur une relation en développement lorsqu'il a fait allégeance à l'EI et s'est proclamé Province d'Afrique de l'Ouest du groupe en mars 2015. À présent Boko Haram est connu sous le nom de Wilayat Gharb Ifriqiyya.

Harleen Gambhir, qui se spécialise dans la stratégie et les opérations mondiales de l'EI, fait valoir que l'Étranger proche, qui inclut l'Afrique du Nord, sera probablement là où l'EI va « surprendre stratégiquement » les forces anti EI. Une telle attaque est susceptible de se produire en Libye, le pays d'Afrique où l'EI est le plus puissant. Les activistes extrémistes contrôlent déjà le terrain le long de la côte centrale et imposent la charia et dirigent des camps d'entraînement. Début 2016, l'EI est susceptible de lancer une offensive contre les ressources pétrolières de la Libye, ajoute-t-elle.

Le troisième élément du plan global de



l'EI va au-delà des régions où il a une présence active et des organisations affiliées. Ce que l'on désigne comme l'Étranger lointain inclut le reste du monde, en particulier l'Asie, l'Europe et les États-Unis. « Parmi ces régions, l'EI est plus particulièrement axé sur l'Europe, qui comprend une population musulmane notable et est physiquement plus proche de l'entreprise principale de l'EI que ne le sont l'Asie ou les Amériques », précise Harleen Gambhir.

L'EI veut défendre le territoire à l'Intérieur et à l'Étranger proche tout en perpétrant des actes terroristes dans l'Étranger lointain dans l'espoir d'« encourager des attaques terroristes dans le monde occidental et leur affecter des ressources ». Harleen Gambhir précise que ce faisant, l'EI a bon espoir que les gouvernements occidentaux s'alièneront les musulmans, les poussant ainsi à rejoindre le califat. Ces actions sont en totalité destinées à accélérer le déclenchement d'une guerre mondiale apocalyptique.

L'AFRIQUE, TERRE D'OPPORTUNITÉ POUR L'EI ?

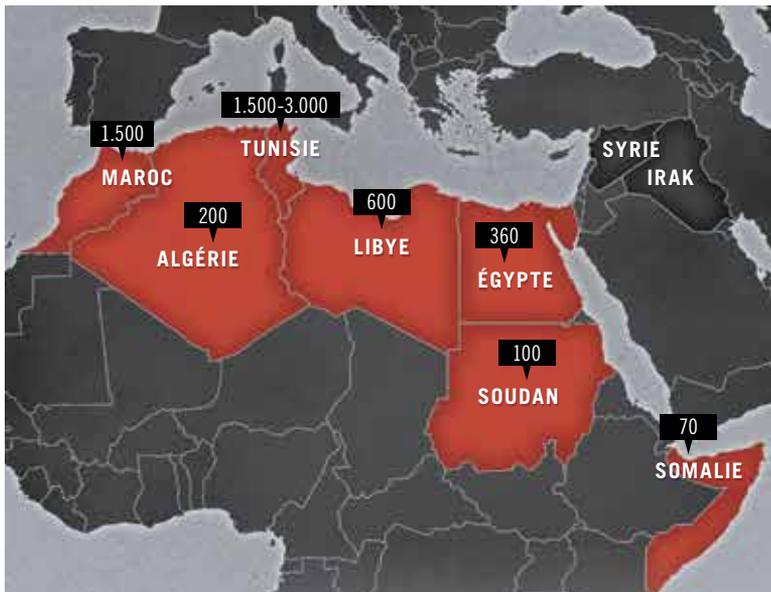
Michael Horowitz, analyste principal chez Max Security Solutions, une société de conseil en risques

géopolitiques, souligne pour *Newsweek Europe* que l'EI accorde beaucoup d'attention à l'Afrique.

« Cela a été l'un des objectifs stratégiques de l'EI depuis le commencement parce que le problème avec l'EI est qu'il lui est nécessaire de véhiculer cette image d'extension », observe Michael Horowitz en avril 2015. « L'Afrique est une opportunité parce qu'on y trouve de nombreux pays qui sont déstabilisés ainsi que des groupes existants qui se sont détachés d'al-Qaïda ».

« Ils veulent poursuivre leur expansion et ils veulent couvrir leurs positions », poursuit-il. « Ce qu'ils disent est qu'ils sont en train de faire de l'Afrique un repaire pour les djihadistes. Ils veulent faire comprendre aux djihadistes que l'Afrique est la nouvelle Syrie, le nouvel Irak. C'est ce qu'ils ont fait avec la Libye depuis un certain temps ».

Harleen Gambhir a indiqué à *ADF* que l'EI dit désormais aux recrues que si elles ne peuvent pas atteindre l'Irak et la Syrie elles doivent immigrer en Libye et dans d'autres pays africains. Le fait que l'EI ait des affiliés en Afrique du Nord opérant à présent sur le plan militaire élargit les possibilités pour de nouvelles recrues, en



COMBATTANTS ÉTRANGERS AFRICAINS EN IRAK ET EN SYRIE

Plus de 20.000 individus d'environ 100 pays se sont joints aux combats en Irak et en Syrie ces dernières années. Un nombre important vient d'Afrique. Ces estimations de leur nombre total datent de janvier 2015 et n'incluent pas certains pays d'où les combattants arrivent en nombres plus réduits.

= 50 COMBATTANTS ÉTRANGERS

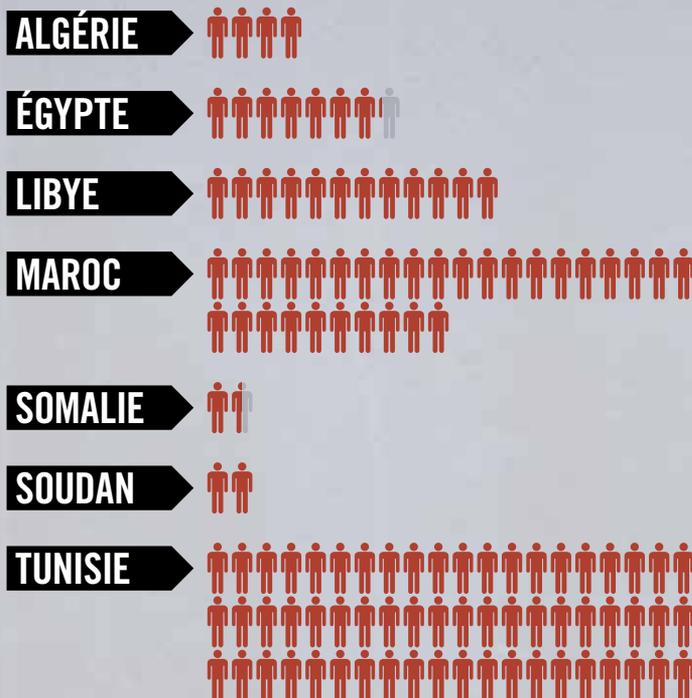


ILLUSTRATION D'ADF

Source : Centre international pour l'étude de la radicalisation et la violence politique

particulier celles de l'Afrique. « Le recrutement militant, je pense, va également suivre une trajectoire ascendante pour l'EI en Afrique simplement parce qu'il y conduit maintenant des opérations militaires qui exigent des combattants déployés à l'extérieur de l'Irak et de la Syrie », ajoute-t-elle.

« ILS VEULENT FAIRE COMPRENDRE AUX DJIHADISTES QUE L'AFRIQUE EST LA NOUVELLE SYRIE, LE NOUVEL IRAK ».

- Michael Horowitz, Max Security Solutions

LE RECRUTEMENT DE L'EI EN AFRIQUE

On peut déjà observer une partie de ce potentiel pour les nouvelles recrues. Au moins une dizaine d'étudiants de l'Université des Sciences médicales et de la Technologie de Khartoum ont quitté le Soudan pour la Turquie en juin 2015, en route vers la Syrie. Les étudiants — citoyens du Canada, du Royaume-Uni et des États-Unis — sont considérés comme des recrues de choix pour l'EI parce qu'ils ont un bon niveau d'études, ils n'ont pas besoin d'argent et sont porteurs de passeports étrangers, selon un article paru en août 2015 dans *The National Interest*.

« Le recrutement de 'combattants étrangers', comme on les appelle, est l'une des nombreuses clés du succès de l'EI, affirme l'article. C'est aussi quelque chose dont le groupe s'enorgueillit parce que ses dirigeants pensent qu'il s'agit d'une insulte majeure pour les gouvernements occidentaux de voir leurs propres citoyens, qui sont censés mener des vies épanouissantes dans les pays de l'Ouest, tout risquer pour combattre aux côtés de l'EI en Syrie et en Irak. Les dirigeants de l'EI utilisent également les combattants étrangers comme une preuve que ce qu'ils appellent leur califat est une alternative viable à l'idéologie occidentale ».

Plus de 5.600 individus pourraient avoir quitté certains pays africains pour combattre en Irak ou en Syrie, d'après un rapport de



janvier 2015 du Centre International pour l'étude de la radicalisation et de la violence politique. Ce chiffre représente plus de 25 pour cent du nombre total de combattants.

La plupart des combattants étrangers quittant le continent pour l'Irak et la Syrie viennent d'Afrique du Nord. Des nombres plus modestes de combattants

Des membres d'une milice ayant fait allégeance à l'EI circulent dans un véhicule sur une route de Derna, dans l'est de la Libye.

REUTERS

ont quitté d'autres pays africains tels que le Tchad, la Côte d'Ivoire, l'Érythrée et la Mauritanie, d'après le rapport de juin 2014

« *Combattants étrangers en Syrie* », publié par The Soufan Group. Des informations

parues en août 2015 faisaient état d'une dizaine de recrues venant du Ghana.

L'EI, suite à des indications laissant à penser que certaines factions d'al-Shebab ont commencé à prendre position en faveur du groupe, a entrepris des initiatives pour recruter des Somaliens. La communication inclut des vidéos destinées aux « mujahideen » somaliens — « guerriers saints » en arabe — et l'un des médias s'est mis à produire des contenus en somali.

QUE PEUVENT FAIRE LES PAYS AFRICAINS ?

Mettre en échec l'EI en Afrique ne sera pas une tâche facile. La Libye complique la situation en n'ayant ni armée unifiée ni gouvernement. L'EI a tiré parti du chaos pour établir des sanctuaires. D'autres pays, y compris le Nigeria et la Somalie, ont fort à faire pour combattre dans leurs frontières des groupes insurrectionnels tels que Boko Haram et al-Shebab, respectivement.

Le Maroc a obtenu certains succès l'an passé,

effectuant régulièrement des raids sur des cellules terroristes liées à l'EI. En juin 2015, le Bureau central des investigations judiciaires du pays, établi cette même année dans le cadre de l'intensification de la guerre menée par le royaume contre l'extrémisme, a démantelé une cellule terroriste de sept membres alignée sur l'EI. Le gouvernement a déclaré que le groupe préparait l'enlèvement et le meurtre de touristes dans des stations balnéaires, selon le *Daily Mail*.

Des pays tels que l'Algérie, le Maroc et la Tunisie devront continuer d'affaiblir les réseaux terroristes tout en essayant d'empêcher une attaque majeure, précise Harleen Gambhir. Si une attaque terroriste importante se produisait effectivement, comme cela est arrivé en Tunisie lorsqu'un homme armé a tué 38 touristes et en a blessé près de 40 autres dans une station balnéaire à proximité de Sousse, les autorités devront gérer la réaction nationale pour empêcher l'EI d'exploiter l'attaque pour déstabiliser le pays.

L'EI est une organisation s'appuyant sur un récit apocalyptique. Il essaie de fomenter le désordre, et ultérieurement la guerre, en ciblant ceux qui ne font pas partie de son califat autoproclamé. Bien que l'action militaire semble faire le jeu des extrémistes, l'inaction offre également à l'EI une raison de revendiquer la victoire, ajoute Harleen Gambhir.

« Je pense plutôt que ce qu'il nous appartient de faire, à partir de la perspective de ce récit, est de rivaliser, de créer un récit démythifiant véritablement l'EI par rapport à ce qu'il affirme accomplir », explique-t-elle. « Il dit être un État constitué ; nous devrions avoir une campagne axée sur un récit dont la finalité serait de prouver que l'EI n'a pas accompli ce qu'il revendique... Nous devrions construire un récit qui pourrait rivaliser avec le récit de l'EI ». □

Les jeunes MALIENS CHERCHENT DES OPPORTUNITÉS

PERSONNEL D'ADF

Un groupe d'enfants maliens s'amuse à regarder à travers des orifices dans le mur d'enceinte du camp de la mission des Nations Unies à Goundam, dans la région de Tombouctou.

Pendant que les enfants jouent, les forces de sécurité maliennes et françaises participent à l'opération conjointe La Madine 3, dans le cadre de l'Opération Barkhane. La force de lutte anti-terroriste de 3.000 hommes, dirigée par les Français, est répartie entre cinq pays sahéliens : le Burkina Faso, le Tchad, le Mali, la Mauritanie et le Niger. Barkhane remplace l'Opération française Serval, qui a œuvré à restaurer l'ordre au Mali après un soulèvement islamiste qui a commencé en 2012. La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) a été déployée en juillet 2013.

L'agitation au Mali entre dans sa quatrième année. En 2012, plusieurs groupes djihadistes — principalement al-Qaida au Maghreb islamique, Ansar al-Dine et le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), ont pris le contrôle de plusieurs villes du nord du Mali, les arrachant à des groupes armés séparatistes touaregs tels que le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), qui exigeaient que le gouvernement de Bamako accorde l'autonomie à cette région.

Depuis ce moment-là, des points chauds sont apparus à travers l'Afrique de l'Ouest et le Sahel. Les populations jeunes en nombre croissant dans la région sont vulnérables à

la radicalisation. Rien qu'au Mali, les deux tiers des habitants ont moins de 25 ans, et le nombre des moins de 35 ans devrait quasiment doubler d'ici 2030. Ces tendances démographiques, conjuguées à la pauvreté et à la pénurie d'emplois, apportent aux extrémistes des opportunités de recrutement de premier choix.

De nombreux jeunes gens à Tombouctou, dans le nord du Mali, choisissent la criminalité et la radicalisation pour gagner leur vie, selon un article écrit pour le site Internet The Broker par Marije Balt, une ancienne diplomate néerlandaise en Afrique.

Un manque d'opportunités économiques « constitue un terreau favorable à des groupes criminels et radicaux bien financés, qui intensifient leur pénétration au Mali malgré la présence de la MINUSMA, une mission forte de 12.000 soldats », explique Marije Balt. « Des alternatives économiques viables telles que des emplois et des entreprises du secteur structuré sont nécessaires pour préparer le Mali à l'explosion démographique de la jeunesse prévue dans les années 2030 ».

Marije Balt fait valoir que c'est par le biais du développement de l'agriculture, d'investissements dans l'infrastructure et de formations adaptées aux besoins locaux que l'on peut aider les jeunes maliens.

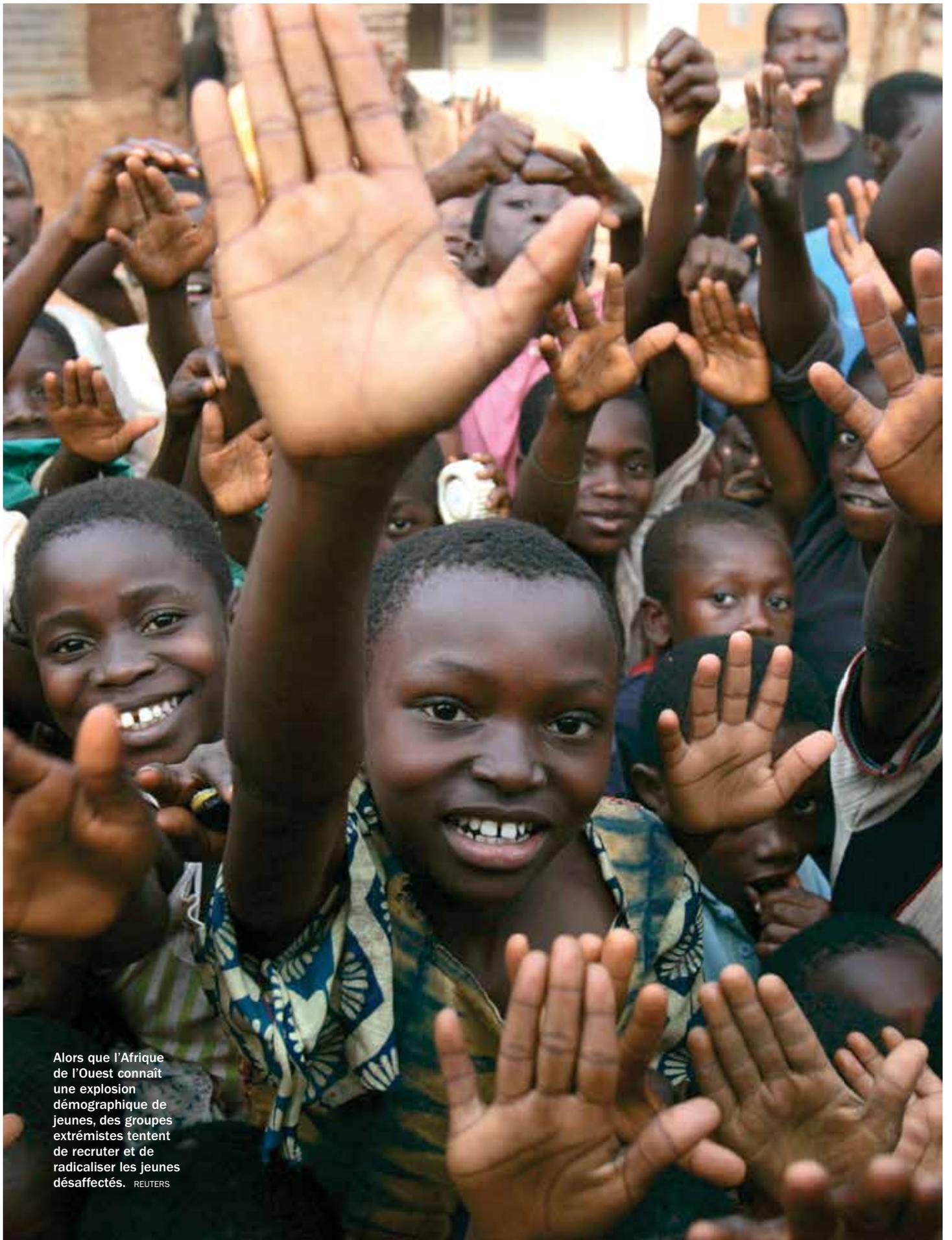
« Il n'y a pas de solutions miracles pour obtenir ce résultat », conclut-elle. « Il exige une approche englobant tous les aspects du problème, à long terme et politiquement courageuse, tant du gouvernement malien que de la communauté internationale ».



Des enfants regardent à travers des orifices dans le mur d'enceinte du camp de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), à Goundam, en juin 2015.

AFP/GETTY IMAGES





Alors que l'Afrique de l'Ouest connaît une explosion démographique de jeunes, des groupes extrémistes tentent de recruter et de radicaliser les jeunes désaffectés. REUTERS

LA BAS

LUTTER CONTRE L'EXTRÉMISME

à partir de

La contre-propagande
issue de la base peut être
un outil efficace contre la
radicalisation

PERSONNEL D'ADF

Le Ghana est entouré de pays qui sont en proie à la guerre et aux troubles civils depuis des années. La Côte d'Ivoire voisine a subi deux guerres civiles sanglantes depuis 2002. Le Liberia a connu deux guerres civiles depuis 1989 et la Sierra Leone a été en guerre pendant la même période.

Plus récemment, le nord du Nigeria a été confronté au fléau de l'insurrection de Boko Haram qui s'est étendue au Cameroun, au Tchad et au Niger. Le Mali et le Burkina Faso ont aussi été touchés par des coups d'État et des soulèvements.

Pendant tout ce temps, le Ghana est resté un îlot de stabilité. Mais en août 2015, la peur s'est répandue à travers le pays lorsque la nouvelle qu'un jeune Ghanéen était parti rejoindre l'EI a fait la une des médias ghanéens. Le 26 août, le quotidien *Daily Guide* écrivait : « La nouvelle qu'un diplômé de 25 ans, de l'université des Sciences et des Technologies Kwame Nkrumah (KNUST), Nazir Nortei Alema, a probablement rejoint l'organisation terroriste, s'est répandue comme une traînée de poudre et a semé l'inquiétude au niveau national et international. En conséquence, la Sécurité nationale a lancé des investigations dans les activités de terroristes potentiels et la police ghanéenne est fortement impliquée ».

L'incident pose la question de savoir dans quelle mesure l'EI recrute au Ghana et comment les sociétés pacifiques peuvent effectivement contrer les discours des extrémistes violents.

UN GROUPE LOCAL PASSE À L'ACTION

Alors que le Ghana se remettait du choc de la nouvelle de la décision d'Alema de rejoindre l'EI, un tout nouveau groupe continuait ses travaux de contre-propagande contre l'extrémisme violent. Le Centre de lutte contre l'extrémisme en Afrique de l'Ouest (WACCE), basé à Accra, fondé en novembre 2014, a pour objectif de lutter contre l'influence croissante,

parmi les Africains de l'Ouest, de groupes tels que l'EI, Boko Haram et le Mouvement pour l'unicité et le Djihad en Afrique de l'Ouest.

« J'ai toujours été intéressé par la sécurité, et après avoir été au bord de la radicalisation, lorsque j'étais adolescent, je me suis rendu compte que c'était une menace qui pouvait toucher beaucoup d'autres personnes », a déclaré à *ADF* Mutaru Mumuni Muqthar, fondateur et directeur exécutif de WACCE.

Depuis sa création, WACCE a mobilisé le travail et le talent de sept personnes, pour la plupart des volontaires, pour tenir une demi-douzaine de réunions de prise de conscience de la communauté. Le personnel de WACCE est qualifié en technologies de l'information et des communications, gestion, sécurité et terrorisme. Deux responsables de programme, un assistant administratif et une équipe *ad hoc* de trois personnes qui contribuent à l'élaboration de projets, de propositions et d'événements, travaillent avec Mutaru Mumuni Muqthar. Il est prévu de recruter cinq employés permanents dans les années à venir et WACCE

espère ouvrir trois bureaux supplémentaires dans les pays voisins, dans les cinq prochaines années.

« En tant que nouvelle organisation, il n'est pas facile d'organiser une réunion de mobilisation en raison d'importantes contraintes logistiques », a expliqué Mutaru Mumuni Muqthar. « Aujourd'hui, nos activités sont financées par nous-mêmes, par de petites

contributions d'amis et de volontaires qui choisissent de travailler avec nous ».

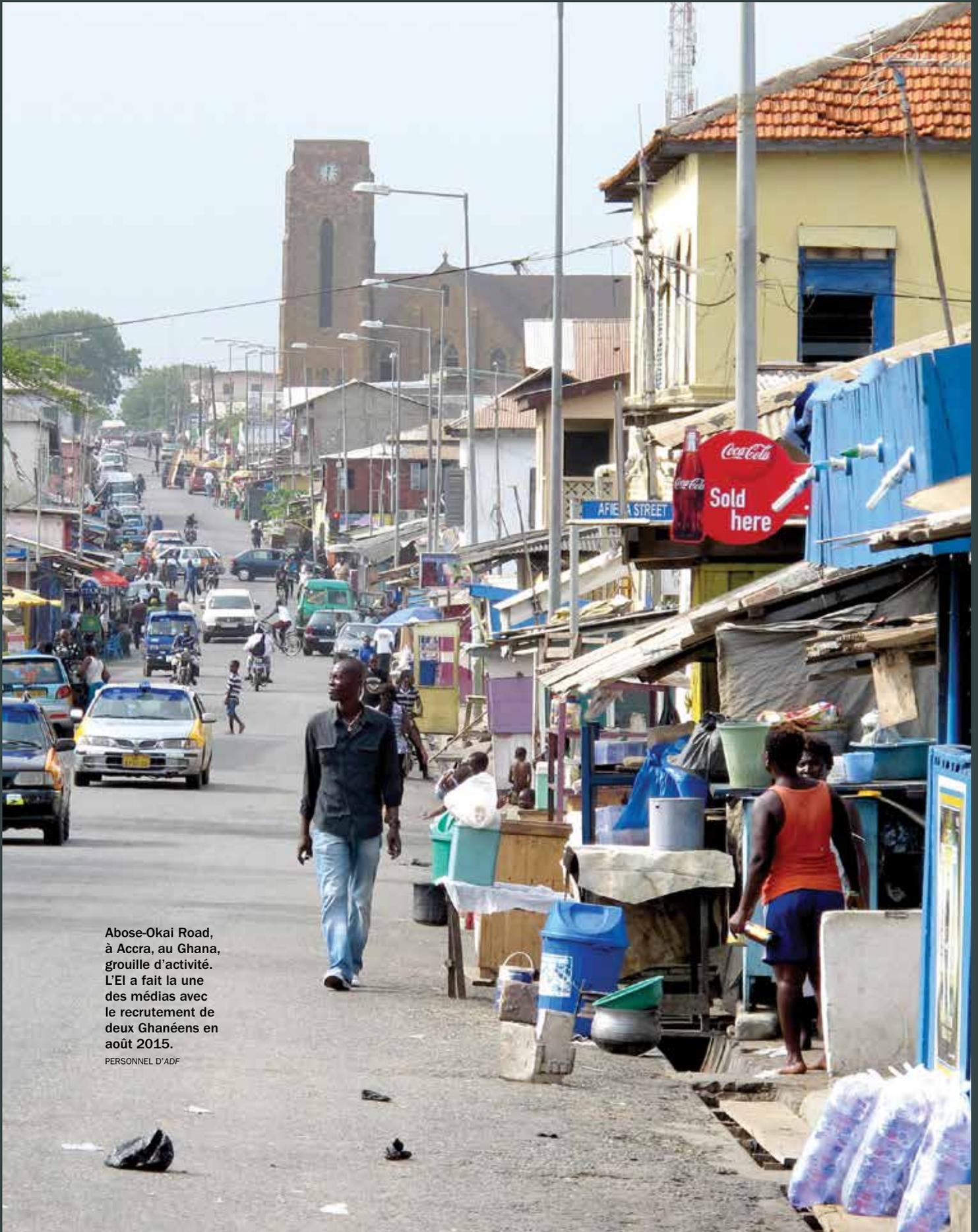
En dépit des problèmes logistiques communs à de nombreuses organisations locales, WACCE a mobilisé en moyenne 12 personnes – des hommes et des femmes de 20 à 50 ans – à chacune de ses réunions communautaires, souvent à son bureau d'Accra. À l'avenir, Mutaru Mumuni Muqthar espère que la plupart des réunions de mobilisation auront lieu dans des lieux de culte, des clubs de jeunes et des centres communautaires.

« Nous mettons l'accent sur les contre-discours. Parce que nous considérons notre



Mutaru Mumuni Muqthar, directeur exécutif du Centre de lutte contre l'extrémisme en Afrique de l'Ouest (WACCE), à gauche, et son collaborateur Abdul Hakeem Badawi au siège de WACCE, à Accra, au Ghana.

PERSONNEL D'ADF



Abose-Okai Road,
à Accra, au Ghana,
grouille d'activité.
L'El a fait la une
des médias avec
le recrutement de
deux Ghanéens en
août 2015.

PERSONNEL D'ADF



Un jeune homme traverse le village de pêcheurs de Jamestown, à Accra, au Ghana.

PERSONNEL D'ADF

public comme des agents puissants en termes de changement des discours de radicalisation et de déconstruction des messages qui influencent la tendance des individus à tolérer la violence et les idéaux extrémistes. Ils peuvent contredire les discours terrorisants des recruteurs radicaux et les remplacer par des récits positifs. Une telle contre-propagande est souvent plus puissante et efficace lorsqu'elle émane des chefs de communauté et de leurs membres, plutôt que d'organisations ou même de l'État », a-t-il ajouté.

LUTTER CONTRE L'INTERPRÉTATION DÉFORMÉE DE L'ISLAM PAR L'EI

Le coordinateur de la sécurité nationale du Ghana, Yaw Donkor, a déclaré aux médias nationaux, en août 2015, qu'Alema et une autre personne qui n'a pas été identifiée, ont probablement traversé le Burkina Faso ou le Nigéria en route pour un camp d'entraînement de l'EI au Niger, avant de poursuivre vers la Turquie ou la Syrie.

Yaw Donkor a expliqué qu'à la suite de l'affaire Alema, les autorités ghanéennes enquêtaient sur des liens possibles entre les universités du pays et l'EI. Mais il a ajouté qu'il n'y avait que quelques cas au Ghana et qu'il n'y avait aucune raison de craindre une

généralisation de la radicalisation.

Toutefois, l'EI et d'autres organisations extrémistes attirent souvent les jeunes avec des discours qui exploitent la notion généralement répandue que les gouvernements sont corrompus et que la radicalisation est exigée des musulmans dévots. Alema, diplômé de géographie et de développement rural, ne faisait pas exception. Il aurait rejoint les camps d'entraînement de l'EI le 2 août 2015, immédiatement après avoir accompli son service militaire obligatoire au Ghana, a rapporté StarAfrica.com.

Un ami non identifié d'Alema a confié à Joy FM, à Accra, en août 2015, qu'Alema avait tenté de le persuader de rejoindre aussi l'EI. « Dans nos contacts, je me suis rendu compte qu'il y avait beaucoup de choses qui clochaient dans sa compréhension du Coran », a déclaré cet ami à StarFMOnline.com. « Il citait toujours le Coran hors contexte et il était évident qu'il avait subi un véritable lavage de cerveau par le groupe ».

Après son départ, Alema a pris contact avec sa famille au Ghana, par l'application de messagerie en ligne WhatsApp, le 16 août 2015. C'est à ce moment-là qu'il a fait part de son opinion négative du gouvernement.

« Priez pour moi, car je ne vous oublierai

jamais dans mes prières, et j'espère et je prie pour que nous nous retrouvions, si ce n'est dans ce monde alors dans le Jannah (paradis). Je vous aime tous. Puisse Allah nous accorder la compréhension et nous guider tous vers le droit chemin. Asalaamu alaikum », a-t-il écrit selon StarFMOnline.com.

« Je vous ai raconté un mensonge pour contenter mon Allah. J'ai dit que j'allais faire des recherches dans la ville éloignée de Prestea [une ville du sud-ouest du Ghana], alors que mon intention était de partir loin de vous tous pour rejoindre l'État islamique. Je sais que cela vous paraîtra incroyable, mais votre fils doit vraiment prendre cette décision audacieuse pour sortir du système corrompu du Ghana qui place la démocratie au-dessus de tout ».

CONSTRUIRE DES DISCOURS EN PARTANT DE LA BASE

L'expérience montre que la voix des gouvernements n'est pas toujours la plus crédible lorsqu'il s'agit de contredire le discours des extrémistes. À WACCE, Mutaru Mumuni Muqthar déplore qu'en dépit des encouragements de la part des communautés avec lesquelles son groupe dialogue, certains restent sceptiques. « Il y en a beaucoup d'autres qui mettent notre démarche en doute, qui nous demandent pour qui ou avec qui nous travaillons, avec l'État ou un groupe religieux ? D'autres rejettent l'existence de toute vulnérabilité envers l'extrémisme radical et rabaisent le discours à des sentiments anti-occidentaux, une propagande à laquelle nous sommes habitués », a-t-il dit.

Mutaru Mumuni Muqthar et certains de ses collègues sont musulmans, ce qui ajoute à leur crédibilité lorsqu'ils démolissent les discours extrémistes au Ghana, où près d'un cinquième des 27 millions d'habitants que compte le pays sont des musulmans. Le public auquel s'adresse WACCE est principalement, mais pas exclusivement, musulman. Les programmes de sensibilisation ont pour but d'aider les gens à comprendre « le caractère de l'extrémisme et les bases de la radicalisation », a-t-il précisé.

Bien qu'il existe une bonne collaboration entre WACCE et différentes organisations gouvernementales et de la société civile, la contre-propagande est souvent plus puissante et efficace lorsqu'elle émane des chefs de communauté et des civils plutôt que d'organisations ou de l'État. WACCE contacte des imams dans les mosquées locales pour accéder à la communauté locale. « Ils nous ont beaucoup encouragés et merveilleusement aidés dans notre cause. Nous les considérons comme des partenaires clés et des agents de notre cause et nous avons l'intention de faire davantage appel à eux et d'en faire un pivot de nos travaux », a-t-il assuré.

LE POUVOIR DES DISCOURS

En juin 2014, Hedayah, le Centre d'excellence international pour la lutte contre l'extrémisme violent et le Centre international de la lutte contre le terrorisme (ICCT), à La Haye, ont organisé un atelier sur « l'Élaboration de

contre-discours pour lutter contre l'extrémisme violent ».

Selon un rapport de la réunion, les participants ont examiné une large gamme de contre-discours possibles :

- **Discours différents/positifs** : ceux-ci se concentrent sur l'élaboration de discours « proactifs, positifs et alternatifs ».
- **Les contre-discours stratégiques** : ceux-ci peuvent être utilisés par les gouvernements et les grandes organisations, mais il est possible qu'ils ne soient pas aussi efficaces auprès de personnes déjà acquises à des organisations extrémistes.
- **Les contre-discours éthiques** : ceux-ci montrent le manque de moralité des actions violentes et peuvent être utiles aux messagers qui ont une influence morale sur le public.
- **Les contre-discours idéologiques et religieux** : cette approche sera la plus utile aux messagers qui ont une autorité religieuse sur le public, tel que les imams, les penseurs musulmans et d'autres personnages religieux.
- **Les contre-discours tactiques** : ceux-ci enseignent que la violence est, à la longue, moins efficace que les méthodes plus pacifiques. Le gouvernement et les organisations communautaires qui utilisent ces contre-discours devraient aussi proposer des idées sur la manière d'atteindre un objectif sans avoir recours à la violence.
- **L'humour et le sarcasme** : cette approche peut aider à délégitimer les discours violents des extrémistes, mais elle peut ne pas atteindre le public cible, et ne renforcer que « l'absurdité du terrorisme pour le grand public », qui est déjà hostile aux organisations extrémistes.

Les participants à la réunion ont recommandé que le secteur privé collabore avec les décideurs politiques et la communauté pour créer des contre-discours efficaces.

Selon un rapport de la réunion, « les participants ont convenu qu'il était nécessaire que des voix crédibles s'élèvent au niveau local pour lutter contre les messages quotidiens des organisations extrémistes violentes. Les participants ont rappelé que les interactions en personne sont toujours très importantes, même dans une société où Internet est accessible à tous ».

Parmi ses multiples suggestions, le rapport de la réunion d'Hedayah et de l'ICCT, souligne qu'il est important que les discours positifs émanent de la communauté même.

« Des contre-discours attrayants peuvent contribuer à prévenir la radicalisation et le recrutement s'ils sont transmis au public cible par des sources de confiance », énonce le rapport. « Il a été convenu qu'il était primordial d'agir au niveau de la communauté ; les chefs de communautés informés de la radicalisation potentielle et du recrutement par les extrémistes violents dans leur communauté sont de meilleurs partenaires dans la lutte contre l'extrémisme violent au sein de ces communautés. » □



COMMENT DÉRADICALISER

LES PROGRAMMES VISANT À DÉRADICALISER LES EXTRÉMISTES SONT NÉCESSAIRES ET IMPARFAITS

PERSONNEL D'ADF

La version idéalisée de la déradicalisation est que cela se produit en un instant. Un djihadiste dévoué à sa cause voit la lumière et choisit de partir. Dans cette version, il devient horrifié par la violence qu'il voit tout autour de lui et il décide d'abandonner la cause. Malheureusement, la réalité est beaucoup plus complexe.

De la même façon que des individus rejoignent des groupes extrémistes pour de nombreuses raisons, ils les quittent pour des raisons tout aussi complexes. Les incitations économiques, la persuasion théologique, la désillusion ou la mort d'un leader charismatique sont tout autant d'éléments pouvant inciter un individu à tourner le dos au terrorisme. Et une fois qu'il choisit de partir, le travail véritable commence.

Bien qu'il n'existe pas de plan détaillé pour la déradicalisation, les gouvernements se penchent sur ce qui a marché historiquement en vue de mettre en œuvre des stratégies visant à affronter tant les extrémistes dans leur pays d'origine que les combattants aguerris de retour de l'étranger. Les pays d'Afrique du Nord, en particulier, sont aux prises avec le phénomène des « rapatriés radicaux », des jeunes gens qui sont partis pour combattre en Irak et en Syrie et sont de retour, dans bien des cas, pour poursuivre le combat extrémiste au pays. Rien qu'en Tunisie, on estime qu'entre 1.500 et 3.000 individus ont quitté le pays pour rejoindre l'EI. La plupart retourneront un jour au pays.

Un point de départ pour comprendre la déradicalisation est de se rendre compte que cela ne signifie pas nécessairement la survenance d'une transformation totale. Le Dr Omar Ashour, un expert égyptien

de la déradicalisation enseignant à l'Université d'Exeter au Royaume-Uni, affirme qu'au cœur de la déradicalisation il y a le renoncement de quelqu'un à la violence en tant que moyen pour accomplir ses objectifs.

« Il s'agit d'une transition du militantisme armé au militantisme non armé », a-t-il indiqué à ADF. « Cela signifie que l'utilisation de la violence en tant qu'outil du changement social et politique est un comportement abandonné. Ils la rejettent, et ils passent même à l'étape supérieure en la délégitimant ».

Cela ne signifie pas que l'extrémiste revenu de son engagement change complètement sa vision du monde. « Il ne s'agit pas d'un changement vers la modération ou de faire rentrer dans le rang n'importe qui », précise Omar Ashour.

Certains chercheurs établissent une nette distinction entre, d'une part, l'individu déradicalisé qui renonce à ses convictions extrêmes et accepte les valeurs démocratiques et pluralistes, et, d'autre part, l'individu qui s'est simplement « désengagé », qui quitte un groupe terroriste et abandonne la violence.

Rashad Ali est associé de recherches à l'Institute for Strategic Dialogue, et s'emploie à faire revenir de leur engagement les jeunes gens radicalisés au Royaume-Uni. Il affirme qu'il est dangereux d'arrêter le processus au désengagement. Un programme doit également prendre en compte l'idéologie. Sinon, ajoute-t-il, « vous ne faites que le contenir et le mettre en incubation. Vous devez obtenir un certain niveau d'engagement, même s'il est minimal, au regard de la compréhension des enjeux qui les ont motivés et qui les ont attirés [vers l'extrémisme] ».

LA PORTÉE DES PROGRAMMES

Il existe trois types de programmes de déradicalisation, d'après les recherches d'Omar Ashour :

Une formule **englobant tous les aspects de la question** dite totale. Elle comprend le changement d'idéologie des extrémistes au niveau individuel, le changement de leur comportement, et le démantèlement de la structure d'un groupe terroriste. Ces programmes sont les plus difficiles et les plus onéreux, mais ils enregistrent le taux de réussite à long terme le plus élevé.

Les programmes **de fond** s'emploient, avec les individus, à leur faire hanger d'idéologie et de comportement, même s'ils ne s'emploient pas nécessairement à faire ce travail avec le groupe dans son ensemble. Cette méthode peut porter atteinte à la dynamique et à l'énergie d'un groupe, mais elle ne va pas à la racine du problème.

Les programmes **pragmatiques** ne cherchent pas à changer l'idéologie d'un extrémiste, mais s'efforcent de changer seulement leur comportement. Cette méthode consiste à pousser l'extrémiste à faire un choix calculé d'améliorer sa vie en renonçant au comportement extrémiste pour en retirer certains avantages.

STRATÉGIES

Dans un monde idéal, tous les programmes de déradicalisation engloberaient l'ensemble des aspects de la question. En réalité, une approche pragmatique est souvent la meilleure option. Voici certaines stratégies qui ont bien fonctionné dans diverses régions du monde. Les experts indiquent qu'il est important d'employer autant de stratégies que possible, parce que chacune d'entre elles constitue pour un individu déradicalisé un obstacle rendant problématique son retour aux anciens engagements.

Intervention théologique : L'endoctrinement des extrémistes repose souvent sur des opinions religieuses qui sont tout simplement incorrectes. De fait, de nombreux jeunes gens recrutés dans des groupes extrémistes n'ont été que peu familiarisés avec la religion avant de rejoindre ces groupes, voire pas du tout. Ceci les rend vulnérables à l'acceptation d'enseignements déformés.

Les programmes de déradicalisation mettent ces jeunes gens directement en présence d'érudits et imams modérés, lesquels leur expliquent que ce qui leur a été enseigné est faux. Ceci se produit généralement en prison. Rashad Ali affirme que l'intervention théologique est efficace lorsqu'elle montre à un individu radicalisé que ce à quoi il adhère est véritablement en violation de la tradition islamique. Par exemple, un ouvrage extrémiste connu sous le nom de *Management of Savagery* (Gestion de la sauvagerie), qui promeut la nécessité de massacrer les infidèles — y compris des coreligionnaires musulmans — est

utilisé par l'EI pour justifier les tueries, et est aisément réfutable par un érudit islamique.

« Vous leur montrez qu'ils ne suivent pas les enseignements religieux qu'ils affirment être tels », a indiqué Rashad Ali à ADF. « C'est notre processus d'engagement. C'est en quelque sorte un processus socratique, de questionnement, de démonstration, de déconstruction de l'imposture, plutôt qu'un processus visant à les persuader de penser quelque chose de différent. Lorsqu'ils passent par ce processus, ils finissent au bout d'un moment par conclure que soit c'est tout l'ensemble qui s'effondre, soit ils en ont assez, soit ils ont besoin de s'éloigner de tout cela ».

Certains gouvernements, y compris l'Arabie saoudite, qui affirme obtenir un taux de réussite de 90 pour cent ou plus, ont institutionnalisé les interventions théologiques. En 2013, le gouvernement saoudien a ouvert une installation somptueuse de 76.000 mètres carrés qui héberge des personnes soupçonnées d'extrémisme originaires de 41 pays. Le programme de réhabilitation englobe tous les aspects de la question et inclut un traitement psychologique, un enseignement religieux, et une aide à la réintégration sociale et à la réconciliation avec la famille. Cette méthode peut être efficace, mais elle est également onéreuse et peut présenter des difficultés pour des gouvernements ayant des moyens limités et qui sont confrontés à un important vivier d'extrémistes.

Pour maximiser leur impact, d'autres gouvernements adoptent une macro-approche. Certains pays ferment les mosquées radicales et jouent un rôle plus actif dans la formation d'imams modérés. Par exemple, au début de 2015, le Maroc a ouvert un centre d'une valeur de 20 millions de dollars en vue de former des érudits religieux et des imams originaires du monde entier.

Certains ont également cherché à donner plus de résonance aux voix positives et à prendre des mesures répressives contre ceux qui prêchent la haine. Après deux attaques terroristes en 2015, la Tunisie a fermé 80 mosquées radicales. Pour délégitimer la violence, plusieurs pays ont parrainé des initiatives visant à téléviser des déclarations faites par certains religieux qui affirment que les actes violents sont contraires aux enseignements de l'islam.

Idayat Hassan, directrice du Centre for Democracy and Development au Nigeria, fait valoir que parmi les premières personnes attaquées par Boko Haram dans le nord du Nigeria, se trouvaient des religieux et d'autres personnes qui mettaient en question les enseignements théologiques du groupe. Un programme gouvernemental pourrait jouer un rôle efficace en contribuant à diffuser le message de ceux qui exposent les impostures de la théologie radicale.

« Il existe de nombreux religieux qui ont prêché contre ces sectes, mais qui est au courant ? Il y a des cassettes, des vidéos, des ouvrages dans l'ensemble

L'EXPÉRIENCE ALGÉRIENNE

PERSONNEL D'ADF

Connues sous le nom de « Décennie noire », les années 1990 en Algérie ont été effroyables. Après que les militaires eurent décidé d'intervenir et d'annuler les élections en 1992, les insurgés ont lancé des attaques quasiment quotidiennes contre des cibles civiles et gouvernementales auxquelles répondaient des mesures de répression violentes prises par les forces de sécurité. On estime que cette guerre civile a fait 200.000 victimes.

Lorsque le président Abdelaziz Bouteflika est arrivé au pouvoir en 1999, il s'est engagé à restaurer la paix et à faire de la réconciliation la pierre angulaire de son administration. Les efforts entrepris par le gouvernement algérien pour déradicaliser deux groupes, l'Armée islamique du salut (AIS) et le Groupe islamique armé (GIA), illustrent la promesse et la difficulté de la déradicalisation. Les dirigeants de l'AIS ont accepté de déposer les armes, et presque tous les combattants de base les ont suivis dans cette voie. Les membres sont entrés dans des programmes de déradicalisation, et ultérieurement la plupart ont réintégré la vie civile. À l'inverse, les dirigeants du GIA ont rejeté les ouvertures de paix du gouvernement. Bien que la direction du GIA ait été rapidement démantelée, le groupe s'est scindé en formant une nébuleuse. D'anciens combattants du GIA continuent la lutte armée aujourd'hui, et ont été prépondérants dans l'essor de groupes terroristes internationaux, notamment al-Qaïda au Maghreb islamique. À ce titre, l'initiative algérienne de déradicalisation constitue un cas d'étude intéressant, selon le Dr Omar Ashour, qui a étudié le modèle algérien et a écrit l'ouvrage *The De-Radicalization of Jihadists: Transforming Armed Islamist Movement* (La déradicalisation des djihadistes : transformation des mouvements islamistes armés). « L'Algérie offre les deux modèles », explique Omar Ashour. « Il y a le modèle dans lequel les dirigeants échouent à se déradicaliser ou n'y sont pas disposés, et l'autre modèle dans lequel les dirigeants ont été prêts à le faire. Chacun de ces modèles est allé dans des directions très différentes ».

Le programme de déradicalisation de l'Algérie était exhaustif. Il était basé sur des initiatives axées dans trois directions : contrecarrer l'idéologie extrémiste, réintégrer les ex-combattants et démanteler les structures dirigeantes. Voici quelques-unes des stratégies employées par l'Algérie dans son programme de déradicalisation :

Protection pour ceux qui acceptent de renoncer à la violence : Quitter un groupe terroriste est dangereux. En Algérie, par exemple, l'un des fondateurs du Front islamique du Salut a survécu à quatre tentatives d'assassinat après avoir accepté de négocier avec le gouvernement. D'autres ont subi des attentats à la voiture piégée ou contre les membres de leurs familles. En conséquence,

l'Algérie a offert la réinstallation et la protection à ceux qui ont quitté ces groupes, et dans certains cas, leur ont même fourni des pistolets afin qu'ils assurent leur propre protection. « Nombre de ceux qui ont quitté le maquis ont été considérés comme des traîtres par ceux qui sont restés combattre dans les montagnes », explique Omar Ashour. « C'était très clair. Cette menace a été mise à exécution, et ceux qui ont quitté le maquis sont à présent ciblés ».

Radiodiffusions : Pour entrer en contact avec les partisans purs et durs dans les montagnes, le ministère algérien des Affaires religieuses radiodiffuse des messages d'ex-combattants et d'érudits religieux. Omar Ashour fait valoir que les messages provenant des érudits religieux ont un impact particulier parce qu'ils sapent les certitudes idéologiques des combattants. « Cela a été efficace pour ébranler leurs convictions, parce que, avant cela, ils étaient tout à fait certains de faire leur devoir », précise Omar Ashour. « En revanche, maintenant, vous avez cette

injustes », indiquent Justin Duvall, Lee Novy et Calvin Knox dans un rapport de la Naval Postgraduate School paru en 2012. « Ce programme n'était pas destiné à un groupe spécifique. Toutes les personnes qui avaient le sentiment que leurs proches avaient été tués par l'État ou que celui-ci les avait fait disparaître injustement pouvaient faire une demande de compensation. On peut faire valoir que ces paiements ont atténué chez ces familles leur sentiment de justification à recourir à la violence ».

Formation des imams : Les responsables algériens ont découvert qu'un petit nombre de mosquées dirigées par des imams fanatiques était à l'origine de la radicalisation de nombreux individus. Légalement, les pouvoirs publics peuvent convoquer tout imam soupçonné de donner des prêches incorrects et le traduire devant un conseil de spécialistes du droit islamique. S'il est reconnu coupable, l'imam est soumis à une nouvelle formation. En outre, ceux qui sont reconnus coupables d'avoir prêché sans



Des personnes en deuil tiennent un drapeau algérien près de la tombe de l'ancien président Mohamed Boudiaf, qui a été assassiné en 1992 au cours d'un rassemblement contre le fondamentalisme islamique. Les années 1990 sont connues sous le nom de « Décennie noire » en Algérie. AFP/GETTY IMAGES

autorité qui en sait 100 fois plus au sujet de la théologie et qui vous dit que ce que vous faites n'a rien à voir avec la religion ».

Versement d'indemnités de décès : Dans l'expérience algérienne, l'un des éléments qui tendaient à perpétuer la violence était le cycle de représailles. Lorsqu'un combattant était tué, les membres de la famille étaient incités à prendre les armes pour venger sa mort. Pour intervenir dans ce cycle, le ministère de la Solidarité nationale a dépensé environ 50 millions de dollars entre 2005 et 2007 afin de verser une somme d'argent aux familles de ceux qui avaient été tués par les forces gouvernementales. « Ces versements représentaient un effort visant à se réconcilier avec les gens les plus susceptibles d'adhérer à la violence à la suite de la colère engendrée par leurs pertes

autorisation des pouvoirs publics risquent des amendes et des peines d'emprisonnement.

Aucune de ces méthodes de déradicalisation n'est une panacée, et de profondes différences idéologiques ainsi que des activités terroristes occasionnelles existent encore en Algérie. Toutefois, ajoute Omar Ashour, le gouvernement a essentiellement réussi à persuader les gens qui ont des griefs d'ordre religieux ou politique de les exprimer pacifiquement.

« Je pense que l'enseignement principal que l'on peut tirer du modèle algérien est de savoir comment faire évoluer un conflit, depuis la phase d'affrontements terribles dans les montagnes, jusqu'à une phase plus ou moins structurée dans les médias et les tribunaux, par opposition à une guerre réelle avec des balles », fait-il valoir.

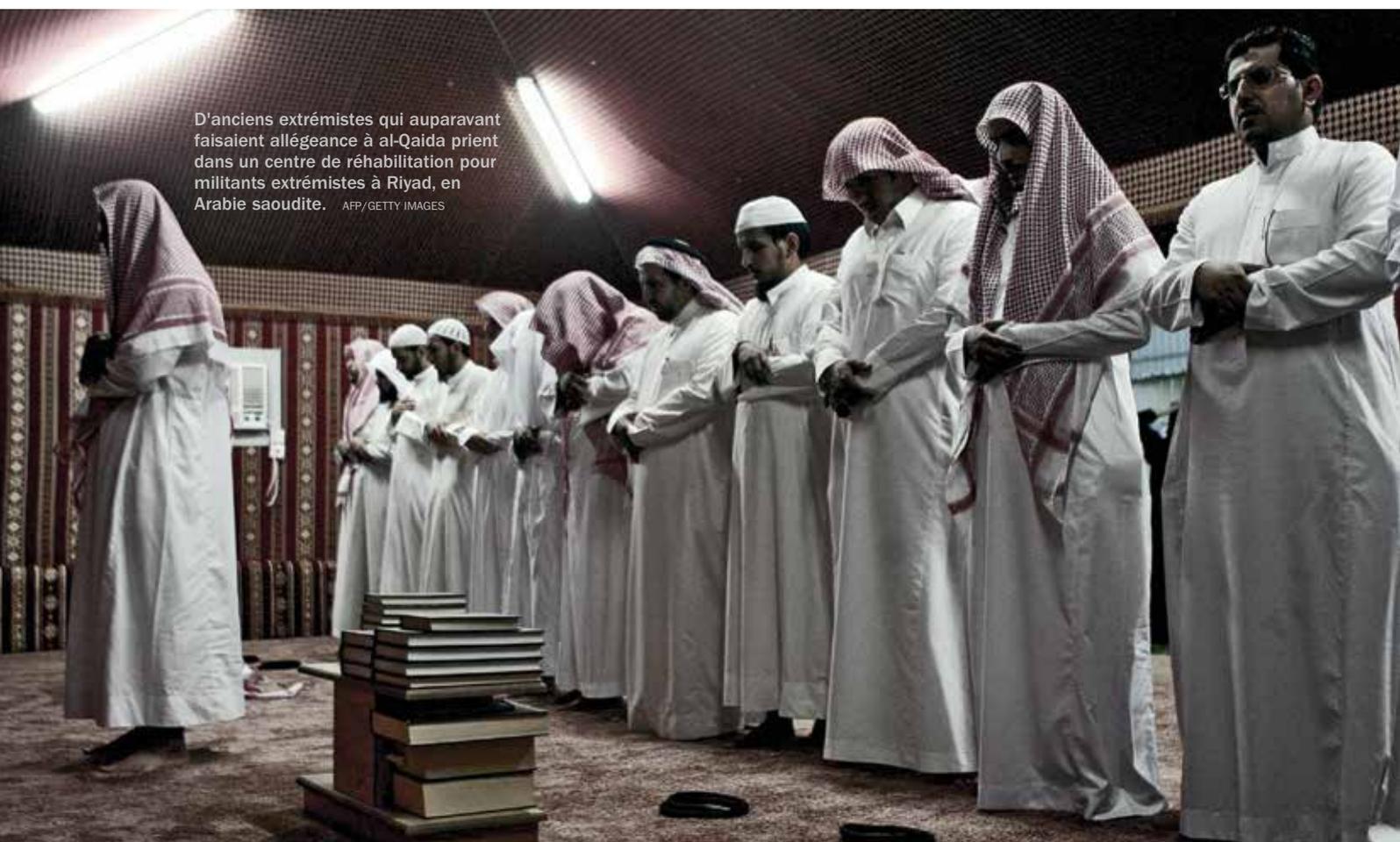
Des hommes jouent au volley-ball dans un centre de déradicalisation à Riyad, en Arabie saoudite.

AFP/GETTY IMAGES



D'anciens extrémistes qui auparavant faisaient allégeance à al-Qaida prient dans un centre de réhabilitation pour militants extrémistes à Riyad, en Arabie saoudite.

AFP/GETTY IMAGES



du Nigeria qui mettent réellement en question la plupart des enseignements de cette secte [Boko Haram] », précise-t-elle. « Le défi est de savoir comment organiser tout cela à une plus grande échelle ».

Intervention psychologique : Bien que la guerre religieuse soit le prisme à travers lequel les extrémistes canalisent leur rage, la religion ne la définit pas. Le journaliste syrien Hassan Hassan, qui a interviewé de nombreux membres de l'EI, dit avoir trouvé qu'il y avait six raisons pour lesquelles des individus se sont radicalisés. Seules deux de ces raisons avaient quelque chose à voir avec la religion. Les raisons les plus fréquemment citées pour lesquelles ils rejoignent ces groupes relèvent de deux grandes catégories : tout d'abord, ils veulent se sentir importants, et ensuite, ils veulent suivre un leader ayant une idéologie claire et qui leur procure le sentiment d'avoir un but.

À l'inverse, l'une des raisons habituelles pour lesquelles les extrémistes choisissent de quitter un groupe terroriste est la désillusion, d'après le Dr John Horgan, qui a interviewé plus de 150 anciens terroristes. Ce sentiment résulte d'une disparité entre la vie imaginée d'un djihadiste et la brutalité et la dépravation qui caractérise la vie au sein d'un groupe terroriste.

« Certains des anciens terroristes que j'ai interviewés m'ont dit qu'ils étaient profondément désillusionnés par leurs groupes longtemps avant de franchir les étapes les menant à leur départ », explique John Horgan. « S'ils étaient réticents à partir, c'était en grande partie parce qu'ils ne voyaient pas de moyen de sortir de l'impasse. Dans de nombreux pays, la déradicalisation est une véritable deuxième chance dans la vie — la seule alternative réelle à une vie passée en prison ou en fuite ».

Cela signifie généralement que ceux qui partent ou sont capturés sont prêts à laisser derrière eux leur vie passée. Un soutien psychologique peut concourir à ce processus. Cette thérapie individuelle inclut l'examen des motivations qui ont mené à la violence, l'exploration de l'empathie à l'égard des victimes et l'enseignement à la personne de nouvelles manières de canaliser un désir de travailler à changer le monde.

Incitations : Les programmes de déradicalisation ne peuvent pas seulement exercer un attrait sur les croyances philosophiques et religieuses d'une personne. Ils doivent également faire appel au calcul froid et aux intérêts personnels. Un large éventail d'incitations s'est avéré efficace pour persuader les extrémistes à renoncer à la violence. Celles-ci incluent des offres d'amnistie, de libération des prisonniers, des versements, la protection des familles et de l'aide pour trouver un emploi.

Bien que certains puissent trouver répugnant de récompenser des individus pour leur comportement violent, les experts affirment que c'est d'une importance cruciale. « Je n'ai pas connaissance de cas de [déradicalisation] réussie qui aient omis les incitations », précise Omar Ashour. « Dans tous les cas réussis de l'Indonésie ou du Maroc, il y a eu recours à des incitations. Cela

s'échelonne depuis de meilleures conditions d'emprisonnement, au minimum, jusqu'à une formule de partage du pouvoir, au maximum ». Omar Ashour a ajouté que les incitations étaient mieux utilisées sélectivement dans le cadre d'un ensemble englobant tous les aspects de la déradicalisation.

L'une de ces incitations, à laquelle on ne prête pas souvent attention, mais qui est hautement efficace, est la protection pour les familles. En Algérie, au début des années 2000, certains membres de ces groupes extrémistes sont restés en leur sein de crainte que d'autres membres du groupe se vengent sur leurs familles s'ils le quittaient. De même, Boko Haram a contraint par le chantage des jeunes gens à rejoindre le groupe en menaçant les membres de leur famille. Si les gouvernements peuvent offrir des services de protection ou de réinstallation aux familles des transfuges, ces transfuges sont moins susceptibles de retourner vers le groupe ou de se « reradicaliser ».

Leadership : Lorsque la structure de pouvoir d'un groupe extrémiste est démantelée et que des leaders charismatiques sont cooptés ou éloignés du champ de bataille, cela devient beaucoup plus facile de déradicaliser les recrues de base. Les faits ont régulièrement confirmé ce processus. En 1997, en Algérie, le général d'armée Isma'il Lamari a risqué sa vie et sa crédibilité professionnelle lorsqu'il s'est rendu dans un bastion montagneux de l'Armée islamique du salut (AIS) afin de conduire des négociations de paix directes avec son dirigeant. La manœuvre a réussi et il a pu obtenir des dirigeants de l'AIS qu'ils renoncent à la violence, ce qui s'est avéré être la première étape pour obtenir que l'organisation entière dépose les armes. Dans les années 1990, en Égypte, les dirigeants emprisonnés de deux groupes, al-Gama'a al-Islamiyya et le Djihad islamique égyptien, ont fait l'objet d'interventions théologiques menées à bien par des érudits et des imams respectés, et ils ont décidé de renoncer à la violence. Ce message a été transmis à des combattants à travers le pays, lesquels ont suivi leur exemple.

Dans chaque cas, l'enseignement à tirer est qu'en matière de déradicalisation, le fait de persuader les dirigeants de déposer les armes change la donne. Une étude réalisée par Rand Corp. sur 268 groupes terroristes qui étaient actifs entre 1968 et 2006 a révélé que seuls 7 pour cent d'entre eux ont été défaits par les armes. Bien plus nombreux (43 pour cent) ont été ceux qui ont choisi de déposer les armes et de poursuivre leurs causes par le biais du système politique ou à travers des négociations directes avec le gouvernement.

« Vous vous chargez des commandants, un petit nombre bien choisi, et ce sont les commandants eux-mêmes qui convainquent les rangs intermédiaires et les recrues de base », explique Omar Ashour. « S'ils sont assez charismatiques et que la base croit suffisamment en eux, on obtient habituellement d'assez bons résultats ». □





L'AFRIQUE

— de l'Est —

s'unit contre l'extrémisme

La région s'engage à créer un Centre d'excellence pour lutter contre la menace terroriste

PERSONNEL D'ADF

L'Afrique de l'Est est souvent présentée comme un modèle de croissance économique et de développement de l'infrastructure. Selon la Banque mondiale, la croissance économique de l'Éthiopie a été la plus rapide du monde en 2015. Une nouvelle liaison ferroviaire a été construite entre Djibouti et Addis-Abeba et, au sud, le Kenya a accueilli un flux constant de touristes venus faire des safaris et visiter ses plages.

Un soldat somalien garde une base de renseignements militaires à Mogadishio, attaquée par des militants d'al-Shebab lors d'un attentat suicide, en juin 2015. AFP/GETTY IMAGES

Toutefois, depuis 2013, deux graves attentats terroristes d'al-Shebab ont eu un impact majeur sur le secteur du tourisme au Kenya, jusque-là florissant. Selon un rapport

de Reuters, le nombre de visiteurs a chuté de 25 pour cent dans les cinq premiers mois de 2015. L'année précédente, le nombre de visiteurs avait chuté de 4,3 pour cent. Cet effondrement a entraîné la fermeture d'hôtels, la montée du chômage et la dévaluation du shilling, la devise



kényane.

Des militants d'al-Shebab, basés en Somalie, ont aussi lancé des attaques en Ouganda et la menace semble s'étendre : en octobre 2015, les autorités du Soudan du Sud ont annoncé l'arrestation de 76 membres présumés d'al-Shebab, la première arrestation de cette sorte dans le jeune pays instable. Selon *Strategic Intelligence News* : « Le Soudan du

Sud héberge nombre de groupes armés, impliqués dans de nombreuses activités criminelles, pratiquant la brutalité et la violence, mais l'éventuelle présence de cellules actives d'al-Shebab dans le pays pose une nouvelle

menace à la situation sécuritaire du pays déjà vulnérable. Le climat sécuritaire précaire actuel est un élément favorable, susceptible d'être exploité par les militants pour constituer des cellules ».

Selon Reuters, Henry Rotich, le ministre kényan des Finances, a expliqué, lors de son discours sur le budget 2015-2016, que la lutte contre l'insécurité était « la principale priorité de la stratégie du gouvernement pour soutenir la croissance de l'économie, créer des emplois et réduire la pauvreté ».

Aujourd'hui, l'engagement envers la lutte contre l'extrémisme violent (CVE) semble dépasser les frontières des pays individuels pour prendre la forme d'une coopération régionale plus structurée. L'Autorité intergouvernementale pour le Développement (IGAD) collabore avec d'autres partenaires pour amener toute la Corne de l'Afrique à coopérer de manière plus structurée en vue de s'attaquer au problème.

LA COOPÉRATION DANS LA LUTTE CONTRE L'EXTRÉMISME VIOLENT PREND FORME EN AFRIQUE DE L'EST

Le sommet de la Maison-Blanche sur la lutte contre l'extrémisme violent, en février 2015, et une conférence sur la lutte contre l'extrémisme violent à Nairobi, au Kenya, en juin 2015, ont jeté les bases des débats qui se sont poursuivis pendant toute l'année.

Les autorités de l'IGAD ont organisé des rencontres à Nairobi et à Djibouti, en août 2015, qui ont réuni des organisations diplomatiques, gouvernementales et non gouvernementales, pour discuter des moyens d'institutionnaliser les efforts de la CVE dans la région. Le Programme du secteur de la sécurité de l'IGAD (ISSP) coopère avec le Centre mondial sur la sécurité coopérative pour mettre en œuvre la CVE au sein des États membres que sont Djibouti,

Une nouvelle liaison ferroviaire entre Djibouti et Addis-Abeba, en Éthiopie, témoigne de la récente croissance économique de l'Afrique de l'Est. La ligne pourrait être prolongée à l'Afrique de l'Ouest.

AFP/GETTY IMAGES

l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, la Somalie, le Soudan du Sud, le Soudan et l'Ouganda.

Une description de projet du Centre mondial, indique qu'« au cours de la dernière décennie, un consensus s'est formé entre les gouvernements, les experts et les acteurs de la société civile pour admettre que si l'on ignore les moteurs de l'extrémisme violent, les efforts de lutte contre le terrorisme risquent d'être contre-productifs, d'accroître la marginalisation politique des communautés et de rendre vulnérable certaines parties de ces communautés (comme les jeunes chômeurs ou sous-employés) à l'attrait des idéologies violentes ».

Il s'agit de se concentrer sur des stratégies globales, qui mettent davantage l'accent sur la lutte contre l'extrémisme en amont. La région est active en matière de CVE depuis un certain temps, mais depuis le sommet de la Maison-Blanche, « il y a un regain d'efforts à travers la région pour se concentrer davantage sur l'aspect préventif », a constaté Eelco Kessels, directeur du bureau de Londres et analyste au Centre mondial. Historiquement, a-t-il ajouté, la lutte contre l'extrémisme violent a toujours été ancrée dans les interventions de la police et de l'armée.

« On se rend de plus en plus compte qu'il s'agit d'un problème que l'on ne peut résoudre en combattant », a expliqué Kessels à ADF. « Nous devons devancer le problème et nous concentrer davantage sur la prévention, qui, de par sa nature, inclut la participation d'une gamme plus large d'acteurs, allant au-delà des acteurs de la sécurité habituels ».

L'EUROPE FOURNIT UN MODÈLE À L'AFRIQUE

Le terrorisme et les activités extrémistes ne sont en aucun cas l'apanage de l'Afrique. Entre 2009 et 2013, les pays de l'Union européenne (UE) ont subi 1.010 « attaques échouées, déjouées ou exécutées », qui ont fait 38 morts, selon l'UE. En 2005, l'UE a adopté sa stratégie antiterroriste, fondée sur quatre piliers : prévention, protection, poursuite et réaction (voir encadré).

Le Réseau de sensibilisation à la radicalisation (RSR), créé par la Commission européenne, en 2011, est issu du pilier prévention. L'UE a reconnu que, ces derniers temps, les extrémistes constituent de petites cellules ou travaillent en « loup solitaire » et non pas uniquement en tant qu'élément d'une organisation hiérarchique structurée, comme al-Qaïda. Les extrémistes sont aussi reliés entre eux au niveau mondial.

Comme l'indique un rapport du RSR de 2015 : « En conséquence, les autorités ont de plus en plus de mal à détecter et à prévoir les actions terroristes violentes et les techniques traditionnelles dont disposent les forces de l'ordre ne sont pas suffisantes pour faire face à ces nouvelles tendances, en particulier lorsqu'il s'agit de s'attaquer aux racines du problème. Il est nécessaire d'élargir l'approche et de viser une intervention et une prévention plus précoces en faisant participer un large éventail d'acteurs dans toute la société ».

Le RSR est un réseau de praticiens et de groupes locaux qui œuvrent à la prévention et à la déradicalisation. Ils participent à des groupes de travail afin d'échanger des expériences, des connaissances et des pratiques dans différents domaines de la déradicalisation. Selon le RSR, les participants comprennent des ONG, des représentants de différentes communautés, des

ENGAGEMENT STRATÉGIQUE

L'Europe a établi une stratégie antiterroriste reposant sur quatre piliers pour mettre en terme aux attaques tout en respectant les droits de l'homme.

PRÉVENTION

Empêcher les gens de se tourner vers le terrorisme en s'attaquant aux facteurs ou aux causes profondes susceptibles de conduire à une radicalisation et au recrutement de nouveaux adeptes, en Europe et dans le reste du monde.

PROTECTION

Protéger les citoyens et les infrastructures et réduire le risque d'attaque, y compris en améliorant la sécurité des frontières, du transport et des infrastructures sensibles.

POURSUITE

Rechercher les terroristes à travers nos frontières et dans le monde entier ; entraver la planification, les voyages et les communications ; démanteler les réseaux de soutien ; couper le financement et l'accès aux moyens de commettre les attentats ; traduire les terroristes en justice.

RÉACTION

Se préparer, dans un esprit de solidarité, à maîtriser et à minimiser les conséquences d'une attaque terroriste, en améliorant les possibilités de gérer les séquelles, la coordination de la réaction et les besoins des victimes.

SOURCE : L'UNION EUROPÉENNE



groupes de réflexions, des universitaires, des forces de l'ordre, des représentants du gouvernement et des consultants.

Le RSR réunit des praticiens de toute l'Europe pour

« Il est nécessaire d'élargir l'approche et de viser une intervention et une prévention plus précoces en faisant participer un large éventail d'acteurs dans toute la société ».

– Réseau de sensibilisation à la radicalisation

discuter de la CVE à partir d'une « perspective de terrain », a expliqué Eelco Kessels. Il s'agit d'un groupe informel, évolutif, qui garde un œil sur les nouveaux développements et qui partage les bonnes pratiques et les approches dans une structure qui s'intègre dans les politiques de l'UE. Le RSR s'institutionnalise de plus en plus et il observe les expériences européennes et comment elles peuvent s'appliquer ailleurs. Bien que le RSR repose sur une structure transfrontière formelle, qui n'existe pas en Afrique de l'Est, il peut servir de « modèle intéressant » pour la région, car les problèmes qu'il traite, ses principes et ses meilleures pratiques, sont le genre de choses que

les autorités aimeraient aborder dans toute la Corne de l'Afrique, a ajouté Eelco Kessels.

UN CENTRE D'EXCELLENCE EST-AFRICAIN

L'une des priorités issues des réunions régionales à Nairobi et Djibouti, a été le souhait d'établir un Centre d'excellence et une Plate-forme de contre-propagande CVE dans la région de l'IGAD. Le Kényan Simon K. Nyambura, qui dirige le contre-terrorisme à l'ISSP, a précisé à *ADF* que l'objectif du centre serait de coordonner les activités des acteurs étatiques et non étatiques dans la région de l'IGAD et dans l'ensemble de l'Afrique de l'Est.

Jusqu'à présent, la région a abordé la CVE d'une manière ad hoc et ponctuelle. Il faut que cela change, a insisté Simon Nyambura. « Ce qu'il manque, c'est un mécanisme capable de mobiliser les gens dans la région de manière plus organisée ».

Il ressort des conclusions de la réunion d'août 2015, à Djibouti, que le centre devrait être « spécialisé dans l'acquisition d'expertise et d'expérience dans le domaine de la formation, du dialogue et de la recherche en matière de CVE, sous les auspices de l'IGAD à Djibouti. Les gouvernements de Djibouti, du Kenya, d'Éthiopie, de Somalie, de Tanzanie et d'Ouganda, ainsi que l'Union africaine, sont des partenaires à part entière de ce centre ».

Selon ces conclusions, le centre générera et partagera des meilleures pratiques et s'adressera à des parties prenantes, telles que des gouvernements locaux et nationaux, des partenaires clés du gouvernement en dehors de la région, des organes multilatéraux, des



À GAUCHE : des participants assistent à un séminaire à Hedayah, un centre international d'excellence aux Émirats arabes unis, sur la manière dont les communications peuvent soutenir la lutte contre l'extrémisme violent.

ALBANY ASSOCIATES

Des passagers descendent d'un avion d'Ethiopian Airlines à l'aéroport international de Bole, à Addis-Abeba, en Éthiopie, en août 2015. La compagnie aérienne agrandit sa flotte et son réseau de lignes aériennes, après avoir dépassé ses objectifs de résultat pour 2014-2015.

REUTERS

femmes, des jeunes, le secteur privé et des chefs religieux et leaders de la société civile.

Le centre abordera des sujets tels que comment :

- donner aux jeunes, aux femmes, aux chefs religieux et à la société civile des moyens plus larges pour lutter contre l'extrémisme violent ;
- contrer le message d'extrémisme violent par le biais des réseaux sociaux ;
- générer des solutions de rechange positives pour les jeunes vulnérables au recrutement des extrémistes ;
- améliorer la manière dont les forces policières et militaires dialoguent avec les communautés locales ;
- amplifier les dialogues religieux influents et développer l'esprit critique ;
- prévenir la radicalisation dans les prisons ;
- réhabiliter et réintégrer les combattants démobilisés, y compris les terroristes étrangers.

Le centre mettra aussi l'accent sur la formation et l'apprentissage afin d'aider les parties prenantes à concevoir des programmes de lutte contre l'extrémisme violent, à établir une connectivité en fournissant une plate-forme de discussion et de collaboration, à renforcer la contre-propagande en aidant les partenaires locaux à mettre en place et à diffuser des discours alternatifs ou à renforcer ceux qui existent déjà et à promouvoir la recherche et l'innovation pour parvenir à une meilleure compréhension de ce qui

conduit à l'extrémisme violent.

Simon Nyambura a précisé que le centre serait basé à Djibouti. À la fin 2015, les organisateurs travaillaient à la logistique, au recrutement de personnel et au financement. Le plan doit être opérationnel avant mi-2016.

Le RSR est aussi en train de se transformer en « Centre d'excellence RSR », qui sera l'institutionnalisation d'un réseau déjà existant, a précisé Eelco Kessels. Avec son centre, le RSR passera d'un secrétariat qui soutient un réseau de parties prenantes et organise des réunions, à une nouvelle phase dans laquelle l'accent sera mis sur le partage des meilleures pratiques, de la formation et du conseil, y compris dans les pays tiers prioritaires.

Le centre de Djibouti sera similaire à Hedayah, le premier centre d'excellence international pour la lutte contre l'extrémisme violent, créé en 2012 à Abu Dhabi, aux Émirats arabes unis, dans le sillage du Forum mondial antiterroriste. Comme on peut le lire sur son site Internet, Hedayah est « dédié à la formation, au dialogue, à la collaboration et à la recherche en matière de lutte contre l'extrémisme violent sous toutes ses formes et manifestations », en réunissant des experts du monde entier.

Le centre de Djibouti se concentrera sur l'Afrique de l'Est et, selon un communiqué de presse de la Maison-Blanche de 2015 « fournira un soutien dédié, des formations et recherches sur la CVE et servira de ressource pour les gouvernements et la société civile dans toute la région ». □



Une jeune fille lit une affiche de la police de proximité pendant une réunion municipale à Mogadisho, en Somalie.

BULSHADAYIN HOLLADHREYGA

LA POLICE DEMANDE

AUX CITOYENS

de contribuer à la COLLECTE D'INFORMATIONS

Chacun est d'accord sur les principes de la police de proximité ;
ce qui est plus difficile à faire, c'est de les mettre en œuvre.

PERSONNEL D'ADF · PHOTOS DE L'AMISOM

Avant même que les Tanzaniens n'aient entendu parler de la police de proximité, ils la pratiquaient déjà.

Dans les années 1980, les groupes ethniques Sukuma et Nyamwezi de la Tanzanie ont constitué des groupes de défense villageois *sungusungu* afin de protéger leurs biens, en particulier leur bétail. Officiellement, le gouvernement tanzanien a reconnu ces groupes en 1989 en guise de structures d'application de la loi communautaire.

Ces groupes n'ont pas été exempts de problèmes. Les fanatiques ont poussé certains membres à la formation de milices privées, et il y a eu des cas de brutalités et de violence en guise de représailles après des vols de bétail. À présent les responsables tanzaniens s'efforcent d'utiliser les groupes de défense en les intégrant à la police « officielle » — en d'autres termes, la police de proximité.

La police de proximité, également connue sous le nom de police communautaire, est une philosophie et une manière d'organiser le travail de la police de telle manière que les policiers, les entreprises locales et les communautés au service desquelles ils exercent leurs fonctions travaillent ensemble en tant qu'équipe, qu'il s'agisse d'élucider des délits, d'assurer la sécurité ou de signaler des activités suspectes et mener une enquête.

Depuis l'accroissement du nombre d'agressions commises par les extrémistes religieux, la police de proximité a pris une nouvelle importance au fur et à mesure que les policiers et autres responsables de services de sécurité essaient d'identifier les militants et les militants potentiels au sein de leurs quartiers. La collecte d'informations est devenue une composante clé de la police de proximité moderne.

Dans de nombreuses régions du continent, ainsi que dans d'autres régions du reste du monde, la police de proximité est davantage un but qu'une réalité. Elle a ses détracteurs, et quand elle obtient des succès, ceux-ci ne sont souvent que temporaires. En revanche, ses partisans

soulignent qu'en cette époque d'extrémistes religieux violents, il est plus important que jamais de faire en sorte que les communautés surveillent et signalent les activités suspectes.

Peu de pays peuvent se prévaloir d'autant d'engagement à comprendre et à mettre en œuvre la police de proximité que la Tanzanie. Les habitants du pays, en particulier les femmes, ont une propension à travailler ensemble en groupes, tels que les groupes d'épargne et les groupes d'études. La police de proximité concorde bien à ces traditions, en tant qu'activité de groupe similaire.

Charlotte Cross, de l'Université du Sussex au Royaume-Uni, est l'auteur d'un article de recherche sur les tentatives de la Tanzanie pour mettre en place une police de proximité.

« La police de proximité (*polisi jamii*) a été officiellement introduite en Tanzanie en 2006 dans le cadre d'un programme en cours de réforme de la police », a rappelé Charlotte Cross en 2013. « En plus de tenter d'améliorer la communication entre la police et le public, les policiers ont mis en avant l'*ulinzi shirikishi* (la sécurité participative), dans le cadre duquel les citoyens sont encouragés à former des institutions de police de voisinage en vue d'empêcher et de déceler les délits ».

Les responsables tanzaniens ont depuis longtemps reconnu que le public manquait de confiance en la police ; les policiers ont donc entrepris d'améliorer leur image en améliorant leur communication avec le public. L'une des initiatives de police de proximité est appelée Nyumba Kumi, ce qui signifie « 10 ménages » en Swahili. Le plan prépare 10 couples dans chaque secteur à agir dans le cadre d'une équipe de surveillance de la collectivité. Une activité suspecte ou bizarre est ensuite signalée à la police. À ce jour, c'est l'un des succès de la police de proximité en Tanzanie.

« CE N'EST QUE LORSQUE LES GENS DONNENT DES RENSEIGNEMENTS À LA POLICE QUE CELLE-CI PEUT-ÊTRE EFFICACE ; SINON, LA POLICE À ELLE SEULE NE PEUT PAS FAIRE LE TRAVAIL ».

RANDOLPH SUMIAH, POLICE DE L'AMISOM

COLLECTE D'INFORMATIONS

Dans le Kenya limitrophe, les responsables ont pris note de Nyumba Kumi. Ils l'ont adopté après l'arrestation fin 2014 de 76 ressortissants chinois accusés d'avoir commis des actes de délinquance informatique dans un quartier de Nairobi.

Voice of America (VOA) a rapporté que les responsables kényans ont découvert l'activité suspecte par accident. L'une des maisons utilisées pour la délinquance informatique a pris feu et dans les opérations de sauvetage qui ont suivi, les enquêteurs kényans ont découvert ce qui se passait.

« L'incident a provoqué un vif émoi, les gens se demandant comment le gouvernement avait pu ignorer une menace criminelle d'importance potentielle aussi considérable en plein cœur de Nairobi », a expliqué VOA. « Ce n'est que l'un des incidents d'une longue série, au sujet de laquelle le gouvernement a été accusé de défaillances en matière de renseignement ».

Les responsables kényans ont déclaré que la police de proximité pouvait unifier les habitants d'un quartier autour de l'objectif partagé de réduire la criminalité et de mettre en garde la population contre les attaques extrémistes. Les résidents connaissent leurs quartiers mieux que les policiers.

Le gouvernement kényan a annoncé en octobre 2015 l'acquisition de 1.000 véhicules supplémentaires qui seront affectés aux services de la police nationale. Parallèlement à ces véhicules, 10.000 policiers supplémentaires étaient

en formation et devaient rejoindre les forces de la police nationale avant la fin de l'année. Un porte-parole de la police nationale a déclaré à un journaliste de Kenya Broadcasting Corp. que les citoyens kényans seraient appelés à collaborer avec les forces de police élargies afin d'améliorer la police de proximité.



Le colonel Yousef Mohamed Farah, de la Force de police somalienne, intervient lors d'une assemblée publique consacrée à la police de proximité à Mogadiscio.

Mohamud Saleh, un administrateur kényan expérimenté, a mis sur pied la police de proximité dans la ville de Garissa, située à 200 kilomètres de la frontière somalienne, qui a été en avril 2015 le site d'une attaque terroriste ayant fait 147 victimes. Mohamud Saleh lance actuellement un programme appelant les chefs de clans traditionnels à jouer un rôle actif pour assurer la sécurité dans la ville. Il s'efforce résolument avec les anciens de la ville d'instaurer la confiance, afin de tirer la sonnette d'alarme sur toute activité terroriste avant la survenance d'une attaque.

« Les réseaux claniques et le système des anciens ... sont hautement respectés », a rappelé Mohamud Saleh à National

Public Radio aux États-Unis. « S'ils disent qu'ils ne veulent pas que cela se produise, cela ne se produira pas ».

La Somalie voisine, en particulier Mogadiscio, s'avère être tout aussi réceptive au concept de police de proximité. Le pays était en proie à une agitation considérable et dans un état de guerre civile depuis 1991. Au cours de ces dernières années, Mogadiscio a été contrôlée par le groupe extrémiste al-Shebab. Depuis que les extrémistes en ont été chassés, le pays connaît les débuts d'un gouvernement stable pour la première fois depuis plusieurs années.

Dans l'ensemble de la Somalie, les autorités sont en train d'introduire la police de proximité avec l'aide de



Des membres de groupes de la société civile assistent à une assemblée publique consacrée à la police de proximité à Mogadiscio. La Mission de l'Union africaine en Somalie a aidé les autorités à se mettre à l'écoute des femmes, des jeunes, des entrepreneurs et des anciens.



Une résidente tient une affiche encourageant l'implication des civils lors d'une réunion consacrée à la police de proximité à Mogadiscio. La police somalienne a recruté des volontaires de quartier pour signaler des comportements suspects.

la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM). S'efforçant d'inclure tout le monde, les autorités ont tendu la main aux femmes, aux groupes de la jeunesse, à la communauté des entrepreneurs et aux anciens. Cette initiative a tout d'abord été introduite dans les villes de Baidoa, de Beletweyne et de

Kismayo. Elle a depuis été étendue à Mogadiscio.

La police somalienne et ses partenaires de l'AMISOM ont recruté des volontaires dans les quartiers, dans l'ensemble du pays, pour qu'ils servent d'agents de liaison entre les policiers et les habitants et signalent tout comportement suspect.

L'AMISOM souhaite manifestement que la police de proximité réussisse et elle enregistre soigneusement les réunions locales dans l'ensemble du pays.

« Ce n'est que lorsque les gens donnent des renseignements à la police que celle-ci peut-être efficace ; sinon, la

police à elle seule ne peut pas faire le travail », affirme Randolph Sumiah, de la police de l'AMISOM. « Nous continuons à leur faire prendre pleinement conscience que les policiers ne sont pas des magiciens. Ce n'est que si les membres des communautés locales leur disent si et où des délits sont en train d'être commis que les policiers peuvent agir ».

MAINTIEN DE LA PAIX EN OUGANDA

Il n'existe pas de modèle type de police de proximité. Dans certains pays ou régions, la police de proximité a pour objet de mieux faire prendre conscience aux policiers des cultures et de la composition ethnique des communautés locales et des régions dans lesquelles ils exercent leurs fonctions. Dans le nord-est de l'Ouganda, le vol de bétail est un problème. Depuis des dizaines d'années, la région du Karamoja subit des razzias de bétail, des crimes sexuels de représailles, des fusillades et des bains de sang. Les éleveurs ougandais ont des contentieux avec des éleveurs venus du Kenya, de l'autre côté de la frontière.

En 2012, le gouvernement a établi avec succès un programme de désarmement, apportant une paix relative à la région. Cette paix est fragile, car la région est dépendante du bétail et il y a peu de perspectives d'emplois pour les jeunes adultes.

Le Programme des Nations Unies pour le développement forme dans les zones rurales de l'Ouganda des officiers en mesure d'intervenir dans de tels différends et de négocier des trêves. À la mi-2015, 100 policiers avaient été formés rien que dans le Karamoja. Globalement, le programme a formé 300 officiers dans la région nord du pays.

« Sans police de proximité, il est impossible d'apporter la sécurité à des millions d'habitants avec une force de police de taille modeste dans la région », a expliqué l'un des policiers aux responsables des Nations Unies.

À la mi-2015, six groupes de sécurité basés sur les communautés locales ont été constitués dans la région pour continuer leur formation une fois que le financement par les Nations Unies aura pris fin.

Certains pays africains font l'expérience de la police de proximité sous d'autres formes :

NAMIBIE — La police urbaine dans la capitale de Windhoek s'est associée à la Force de police namibienne pour former l'association COPPS (Community-Oriented Policing and Problem-Solving, [Police de proximité et règlement des problèmes]). Dans le cadre de ce programme, les policiers sont formés à anticiper les problèmes, en rencontrant les communautés locales au service desquelles ils accomplissent leur mission. Cette approche demande aux policiers de rester physiquement présents dans les quartiers où ils exercent leurs fonctions.

Windhoek est divisée en 19 zones. À présent, chaque zone comporte une « station mobile » 24 heures sur 24 conçue pour patrouiller, être visible et réagir rapidement aux plaintes et aux urgences. COPPS inclut également des surveillances de quartier pour des missions de contrôle et de collecte d'informations.

BOTSWANA — Fin 2013, le Service de police du Botswana a lancé une campagne de porte-à-porte destinée à intensifier la prévention de la délinquance, à

améliorer la sécurité routière et à ressusciter les « comités de regroupement » devenus inactifs, afin de promouvoir la collaboration entre la police et les communautés locales où elle accomplit ses missions.

Le pays recensait 674 comités de regroupement au moment de la campagne de 2013. Le système de comités a été institué en 2008 pour faire en sorte que les quartiers, les responsables scolaires, les policiers et les responsables politiques soient davantage impliqués dans la sécurité de leurs collectivités.

ÉTHIOPIE — La Commission de la Police d'Addis-Abeba utilise la police de proximité pour mobiliser le public, a indiqué Ethiopian News Agency. Les responsables affirment que cette nouvelle forme de l'organisation de la police avait fait diminuer la délinquance grave de 35 pour cent entre 2013 et 2014.

En particulier, le commissaire Solomon Fantahun a déclaré que la police de proximité avait obtenu de meilleurs résultats pour lutter contre la criminalité, notamment en matière de meurtres, de contrebande d'armes et de trafic de drogue. Le programme a débuté en 2012. Le but est pour les policiers de connaître les communautés où ils exercent leurs fonctions et de collaborer avec les résidents pour identifier les problèmes fondamentaux. La totalité des 10 villes de la communauté urbaine d'Addis-

Abeba y participe désormais.

NIGER — Au Niger, la police de proximité s'inspire grosso modo des modèles occidentaux. La Police nationale est chargée de maintenir la loi et l'ordre et d'assurer la sécurité publique, la santé publique, le contrôle de l'immigration, la protection et le renseignement.

Les policiers nigériens travaillent avec la population, les chefs coutumiers, les chefs religieux, les relais d'influence, les représentants des syndicats et les élus locaux. Dans l'ouvrage *Community Policing in Indigenous Communities* (Police de proximité dans les communautés autochtones), paru en 2012 et édité par Mahesh Nalla et Graeme Newman, il est rappelé que, même si la police de proximité existe au Niger depuis longtemps, elle devient de plus en plus structurée. Les maires incluent désormais la police de proximité dans leurs budgets annuels et la police rencontre régulièrement les chefs religieux, qui ont beaucoup d'influence. La police supervise également les patrouilles de volontaires. □

DANS QUELQUES PAYS ET RÉGIONS, LA POLICE DE PROXIMITÉ SIGNIFIE MIEUX FAIRE PRENDRE CONSCIENCE AUX POLICIERS DES CULTURES ET DE LA COMPOSITION ETHNIQUE DES COMMUNAUTÉS LOCALES ET DES RÉGIONS DANS LESQUELLES ILS EXERCENT LEURS FONCTIONS.



LES LUTTEURS SOUDANAIS S'ENTRAINENT POUR LES JEUX OLYMPIQUES

AGENCE FRANCE-PRESSE

Des spectateurs assistent à un tournoi de lutte nubienne à Khartoum, au Soudan.

AFP/GETTY IMAGES

Dans une salle de sports délabrée de Khartoum, une dizaine de Noubas en débardeurs délavés par la sueur pratiquaient des prises de lutte sous le regard critique de leur entraîneur japonais, Kosuke Sunagawa, âgé de 23 ans.

Depuis des millénaires, la lutte est partie intégrante de la région située autour des monts Noubas, marquée par la diversité religieuse et ethnique, et de nombreux jeunes athlètes aux muscles élancés sont entrés sur le tapis dès l'âge de leurs premiers pas.

Mais c'est l'entraîneur, connu sous le nom de Suna, un jeune champion de lutte japonais, qui a été chargé par l'ambassade de son pays à Khartoum d'accomplir une première dans l'histoire des Noubas, à savoir bâtir une équipe olympique à temps pour viser le podium aux Jeux de Tokyo en 2020.

Les lutteurs « sont réellement excellents sur le plan de la force physique », affirme l'entraîneur.

La lutte olympique est bien établie au Japon, qui a remporté plusieurs médailles lors de récents Jeux olympiques. Mais c'est en 2013 que Tokyo a commencé à s'intéresser à la lutte pratiquée par les athlètes noubas, lorsqu'un diplomate de son ambassade a lancé un défi à certains des champions locaux.

Yasuhiro Murotatsu a perdu la totalité de ses six combats, mais les rencontres se sont avérées populaires, attirant des centaines de spectateurs. Le Japon a profité de l'intérêt

qu'il a suscité pour essayer de créer des liens avec le Soudan. L'ambassade a investi 50.000 dollars dans le programme, dans un pays où le gouvernement se méfie des influences étrangères.

La tâche de Suna n'est pas une mince affaire. Le Soudan n'a remporté qu'une seule médaille olympique depuis 1960, et bien que les membres de l'équipe de Suna aient pratiqué la lutte depuis l'âge de leurs premiers pas, les règles olympiques sont une nouveauté pour eux. Dans la lutte nubienne, un compétiteur gagne simplement en projetant au sol son adversaire. La version olympique de ce sport attribue des points pour des prises différentes, et un lutteur gagne automatiquement en immobilisant son adversaire sur le tapis.

« Je m'efforce de mon mieux de libérer leur potentiel au maximum en créant des programmes sur mesure », a déclaré Suna lors de la séance, la dernière de sa visite d'un mois à Khartoum. Six des meilleurs lutteurs se sont ultérieurement rendus au Japon pour poursuivre leur entraînement, mais il reste beaucoup à faire pour favoriser le développement optimal d'une équipe.

Les Noubas de Khartoum sont venus de l'origine du Sud-Kordofan, une région du Soudan ravagée par la guerre. Il a été difficile de trouver du temps pour l'entraînement, parce que les lutteurs doivent travailler pour subvenir à leurs besoins.

« Il y a un manque d'entraînement adéquat ; il y a un manque d'installations », a déclaré Ahmed Hashim, le secrétaire général du Comité olympique du Soudan.



Un footballeur lance une campagne destinée à aider les victimes de Boko Haram

THOMSON REUTERS FOUNDATION

L'attaquant camerounais Samuel Eto'o tient entre ses mains le sort du Cameroun durant le tirage au sort de la phase préliminaire de la Coupe du Monde de football de 2018.

THE ASSOCIATED PRESS

Le footballeur le plus décoré de l'Afrique, Samuel Eto'o, lance un appel en faveur d'un financement destiné à aider les personnes à échapper à la violence au Nigeria et au Cameroun, et il a averti que le monde entier était en train de négliger une crise humanitaire qui va s'aggravant en Afrique de l'Ouest.

Une campagne violente engagée il y a six ans par le groupe extrémiste Boko Haram au nord-est du Nigeria a fait des milliers de victimes, a provoqué le déplacement de 2,2 millions de personnes à l'intérieur du pays et a forcé 160.000 Nigériens à chercher refuge au Cameroun, au Tchad et au Niger.

Et pourtant, Samuel Eto'o, attaquant émérite du Cameroun, craint que le conflit et les déplacements provoqués soient ignorés au moment où la crise migratoire qui se développe en Europe accapare l'attention mondiale.

« Il y a différentes catégories de crises à présent... Personne ne semble remarquer les personnes déplacées au Cameroun, au Tchad, au Niger et au Nigeria », a déclaré à Thomson Reuters Foundation le champion, quatre fois joueur africain de l'année et deux fois vainqueur de

la Coupe africaine des nations.

« Lorsque vous voyez la population des camps de réfugiés passer de 6.000 à 50.000 personnes en moins d'une année, vous vous rendez compte du degré de gravité de la situation », a-t-il ajouté.

Samuel Eto'o a lancé son initiative « Yellow Whistle Blower Football Club » en mars 2015. Les fonds collectés sont utilisés par l'organisation non gouvernementale Oxfam et le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, afin d'aider ces déplacés et d'apporter des vivres, de l'eau et des médicaments aux personnes vivant dans des camps de réfugiés de fortune.

« L'initiative est l'occasion de donner des voix et des visages à toutes les victimes de Boko Haram », a expliqué l'ancien buteur du Real Madrid, de Barcelone, de l'Inter de Milan et de Chelsea. « Les médias ne parlent que du conflit, et pas des gens qui le vivent chaque jour ».

Boko Haram a pris le contrôle de bandes de territoire dans trois États du nord-est du Nigeria début 2015, mais en a été expulsé par les troupes nigérianes avec l'aide du Cameroun, du Tchad et du Niger. À présent les factions du groupe extrémiste fortement fragmenté se sont rabattues sur des tactiques de guérilla, faisant des incursions dans des villages pour s'y approvisionner et faisant exploser des bombes dans les lieux de culte, les marchés et les gares routières.

L'espoir engendré par le tourisme

est relancé dans une RDC en proie aux troubles AGENCE FRANCE-PRESSE

Des touristes sont juchés au bord d'un volcan au moment où un nuage de fumée se dégage en tourbillonnant du redoutable cratère de lave en fusion, dans la République démocratique du Congo (RDC) déchirée par la guerre. La roche en fusion jaillit dans l'air au moment où l'un des plus grands lacs de lave, et l'un des volcans les plus actifs du monde, offre son spectacle envoûtant.

L'est de la RDC est plongé depuis des dizaines d'années dans des batailles entre les groupes en rébellion, mais de telles vues contribuent à ramener les touristes vers le parc national des Virunga, ouvert à nouveau au public en 2014 au fur et à mesure que la violence a reculé.

Le mont Nyiragongo, qui culmine à 3.470 mètres, fait partie d'une chaîne de volcans située dans l'une des régions volcaniques les plus actives du monde. Les collines entourant les 7.800 kilomètres carrés du parc abritent un quart des gorilles de montagne du monde entier, une espèce gravement menacée. Le tourisme — nécessaire au maintien du fonctionnement de ce site de l'héritage mondial de



l'UNESCO et à la protection de sa faune — s'est effondré en 2012.

Les milices armées demeurent actives, et Emmanuel de Mérode, le gardien-chef du parc national des Virunga, a lui-même été blessé par des hommes armés en 2014. Cependant, les guides bien entraînés et armés affirment que le parc est à présent sûr, et les visiteurs reviennent.

Les revenus du tourisme profitent aux 4 millions d'habitants vivant dans le parc et aux environs, et à « la paix et la prospérité » d'une manière générale, observe Emmanuel de Mérode. Il offre aux populations une alternative à l'abattage des forêts pour produire du charbon de bois, ainsi qu'une motivation pour protéger le parc.

En 2011, plus de 3.000 visiteurs se sont rendus aux Virunga, mais la violence a provoqué la fermeture du parc l'année suivante. Il a entièrement rouvert fin 2014. Le nombre des touristes a rebondi, avec près de 3.000 visiteurs à la date d'août 2015. Le documentaire *Virunga*, nommé aux Oscars en 2014, a montré les efforts engagés pour protéger le plus ancien parc national de l'Afrique contre la guerre, les braconniers et les compagnies pétrolières, et a également incité les touristes à revenir.

Un ferry sur le lac Kivu s'approche du Nyiragongo, un volcan actif de l'est de la République démocratique du Congo. AFF/GETTY IMAGES

L'Afrique du Sud s'associe à la France pour patrouiller au large

DEFENCEWEB

L'Afrique du Sud et la France ont annoncé la signature d'un accord de coopération pour patrouiller dans l'océan Indien austral, afin de lutter contre la pêche illicite non déclarée et non réglementée dans la zone économique exclusive (ZEE) de chacun des pays.

La ZEE est la zone qui s'étend jusqu'à 200 milles nautiques de la côte. En vertu de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer, un État côtier a, à l'intérieur de sa ZEE, souveraineté sur les ressources vivantes et non vivantes de la mer et du fond marin. La ZEE de l'Afrique du Sud comprend les eaux proches du continent africain et celles entourant les îles du Prince-Édouard, des îles inhabitées situées à 955 kilomètres de la côte. La surface totale de la ZEE est de 1,5 million de kilomètres carrés.

Parmi la flotte de contrôle et de surveillance opérée par le ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche d'Afrique du Sud, une seule unité est à même de patrouiller les parties

éloignées de la ZEE de l'Afrique du Sud. Les autres patrouilleurs ont été construits pour couvrir une zone ne dépassant pas 200 milles marins.

Toutefois, des navires de la marine nationale française, basée à Port-des-Galets, dans l'île de la Réunion, patrouillent régulièrement dans la ZEE française, dans l'océan Indien austral, au nord des Terres australes et antarctiques françaises. Ces navires visitent fréquemment Le Cap, pendant ces patrouilles, aux fins de ravitaillement, repos et entretien de routine. L'Afrique du Sud et la France ayant des ZEE voisines dans l'océan austral, les deux pays partagent un intérêt commun pour la protection de leurs ressources halieutiques.

L'accord proposé, qui a été finalisé mais qui doit encore être signé au cours d'une visite ministérielle de haut niveau en Europe vers la fin 2015, sera similaire à l'accord de coopération entre l'Australie et la France en matière d'application de la législation relative à la pêche signé en 2011. Cet accord permet des

patrouilles communes australiennes et françaises pour faire respecter les lois dans les ZEE et les mers territoriales des deux pays dans l'océan Austral.

L'accord permet l'échange de personnel nécessaire pour faire appliquer les lois des deux pays. Pour qu'un bâtiment français puisse faire appliquer les lois sud-africaines dans les eaux de ce pays, il devra embarquer un officier sud-africain et vice versa lorsqu'un bâtiment sud-africain se trouvera dans les eaux françaises. Ces mesures permettent d'aborder, de visiter, de poursuivre, d'arrêter, de saisir et de rechercher les navires de pêche suspectés d'infractions à la législation sur la pêche.

« La souveraineté de notre ZEE ne peut être appliquée par un pays isolé et seul le partage des ressources maritimes dédiées représente la solution pour être plus présent dans ces territoires extérieurs et pour combattre les activités illicites », a déclaré à defenceWeb un officier de la marine nationale française.



LES ÉTATS-UNIS PROLONGENT DE 10 ANS LA LOI SUR LES RELATIONS ÉCONOMIQUES AVEC L'AFRIQUE



Des hommes assouplissent des tissus teints à Bouaké, en Côte d'Ivoire. La prolongation de la loi sur la croissance et les possibilités économiques de l'Afrique permet à 38 pays d'accéder hors-taxes aux marchés américains pour des produits tels que le textile. REUTERS

THE EAST AFRICAN

Au cours d'un vote longuement attendu, le Congrès américain a voté la prolongation, pour 10 ans, de la loi sur la croissance et les possibilités économiques de l'Afrique (AGOA).

Selon une déclaration publiée par Karen Bass, membre du Congrès et haut responsable du sous-comité Afrique, « L'AGOA a été qualifiée de pierre angulaire de la relation économique entre les États-Unis et l'Afrique et nous bâtissons sur cette pierre un engagement encore plus durable et plus solide ».

La Chambre des représentants et le Sénat américains ont voté « à une écrasante majorité pour autoriser le renouvellement de l'AGOA [en juin 2015]. Ils ont envoyé la législation au Président et ont garanti une prolongation à long terme et sans heurts de cette loi d'une importance vitale », a ajouté Karen Bass.

Le renouvellement et l'extension de l'AGOA devraient donner aux pays africains largement le temps de construire une capacité compétitive sur le marché mondial. Il accorde le statut de marché préférentiel à 38 pays d'Afrique subsaharienne, leur donnant un accès hors taxes au marché américain pour certains produits comme les textiles.

L'initiative a été transformée en loi en 2000 pour permettre aux pays africains d'exporter une large gamme de produits vers les États-Unis. L'accord permet aux pays africains d'exporter hors taxes plus de 6.000 produits vers les États-Unis.

Interpellation de la « reine de l'ivoire » en Tanzanie

THE ASSOCIATED PRESS/PERSONNEL D'ADF

Lors de ce qui est qualifié d'un beau coup de filet contre un réseau de trafic d'ivoire, la police tanzanienne a arrêté et inculpé une Chinoise, surnommée la « reine de l'ivoire », de trafic d'ivoire, d'une valeur de 2,7 millions de dollars.

Yang Feng Glan, 66 ans, est l'une des trafiquantes les plus prolifiques jamais arrêtées dans la lutte contre le braconnage d'éléphants. Elle est suspectée d'avoir été à la tête d'un énorme trafic d'ivoire, au cours des dernières années, comme l'a déclaré l'Elephant Action League, un groupe de protection de la nature.

« C'est la nouvelle que nous avons tous attendue pendant des années », s'est réjoui Andrea Costa, cofondateur de l'Elephant Action League et de WildLeaks. « Enfin, une figure importante chinoise du trafic d'ivoire est derrière les barreaux ».

Selon le gouvernement tanzanien, la population d'éléphants a chuté

d'environ 109.051 en 2009 à 43.330 en 2014. Une force opérationnelle de l'Unité tanzanienne d'investigation sur les crimes nationaux et internationaux, appelée Opération Spider Net, a suivi Yang Feng Glan pendant un an lors de ses déplacements entre la Chine, l'Ouganda et la Tanzanie.

Selon l'acte d'accusation, la « reine de l'ivoire » opérait en Tanzanie depuis 14 ans, en tant que lien principal entre les braconniers intérieurs et internationaux, les vendeurs et les acheteurs.

« Elle a financé des gens qui ont tué des éléphants dans des zones protégées et elle achète des défenses d'éléphant pour les fournir à d'autres personnes qui pratiquent le commerce illicite », a précisé Nassoro Katuga, le procureur général de la Tanzanie.

Selon Katuga, Yang Feng Glan a été impliquée dans la contrebande et le commerce de 706 défenses d'éléphant provenant d'environ 350 éléphants abattus.



Yang Feng Glan, à gauche, est escortée par la police du tribunal de district de Kisutu, à Dar es-Salaam, en Tanzanie, le 7 octobre 2015.

THE ASSOCIATED PRESS



Des soldats de la République démocratique du Congo défilent à Goma pour célébrer la Fête de l'indépendance du pays. REUTERS

L'AFRIQUE DU SUD VA FORMER DES SOLDATS DE LA RDC

DEFENCEWEB

La République démocratique du Congo (RDC) a demandé à l'armée sud-africaine de l'aider à former ses soldats.

Il ne s'agit pas d'une tâche nouvelle pour les instructeurs de l'armée sud-africaine, qui forment les soldats de l'armée de la RDC depuis au moins quatre ans dans le cadre d'un accord. L'Opération Thebe, telles qu'elle est désignée, est distincte de la participation engagée de l'Afrique du Sud à la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo — MONUSCO — ainsi que de la Brigade d'intervention de la Force de cette mission.

La question d'une amplification de la formation a été soulevée en août 2015 lorsque le général d'armée Didier Etumba, chef d'état-major général des Forces armées congolaises, a téléphoné à Pretoria au général Solly Shoke, chef d'état-major de la Force de défense nationale sud-africaine. L'un des points de leur ordre du jour était la formation de recrues des forces armées de la RDC (les FARDC), à la base Mura, près de Likasi, en RDC. Début 2015, l'Opération Thebe a assuré à plus de 9.000 recrues et soldats une formation à la suite de laquelle ils ont rejoint leurs unités au sein des FARDC.

LA TUNISIE CÉLÈBRE UNE NOUVELLE ÈRE avec une frégate de construction locale

DEFENCEWEB

La marine tunisienne a mis en service son premier patrouilleur construit localement, produit d'un partenariat entre le gouvernement et une entreprise de construction navale.

La frégate, l'« Al Istiklal » (Indépendance), a été inaugurée en présence du ministre de la Défense Farhat Horchani lors d'une cérémonie qui a eu lieu dans le golfe de Tunis le 21 août 2015. Farhat Horchani a indiqué aux invités que la frégate avait été entièrement construite par des ingénieurs tunisiens. Il a ajouté que le pays était le premier à développer un secteur prospère de la construction navale dans le monde arabe et parmi les premiers en Afrique.

Le gouvernement a conclu un partenariat avec la Société de Construction Industrielle et Navale, basée à Sfax, pour commencer la construction en mars 2013. Le navire a été remis au ministère de la Défense en juillet 2015. Farhat Horchani a déclaré que ce partenariat offrait l'espoir de construire et d'exporter davantage de patrouilleurs pour des pays d'Afrique et du Moyen-Orient.

Le ministre a ajouté que le coût de construction du patrouilleur était de 40 pour cent inférieur au coût d'acquisition d'un navire de ce type sur le marché international. Ce navire de 80 tonnes fait 26,5 mètres de long



Le président tunisien Beji Caid Essebsi, à droite, visite l'Al Istiklal, un navire construit au pays. BUREAU DU PRÉSIDENT, TUNISIE

et 5,8 mètres de large. Il est propulsé par deux moteurs Rolls-Royce, chacun d'une puissance de 3.200 chevaux, assurant une vitesse de pointe de 25 nœuds et une autonomie de 600 milles nautiques. Il est armé d'un canon de 20 mm et de deux mitrailleuses, et peut transporter un équipage de 12 personnes. Il est également équipé d'une caméra thermique.



LE BÉNIN *se joint au combat contre* **BOKO HARAM**

THE ASSOCIATED PRESS

Le président du Bénin s'est engagé à fournir un contingent de 800 soldats à une force régionale en vue de combattre Boko Haram, le groupe islamiste extrémiste basé au Nigeria.

Thomas Boni Yayi a fait cette annonce en août 2015 pendant une visite du président nigérian Muhammadu Buhari, laquelle a coïncidé avec la célébration de l'indépendance du Bénin.

« C'est une opportunité pour le Bénin d'exprimer sa solidarité avec les pays qui sont sur la ligne de front contre la secte islamiste Boko Haram », a déclaré Thomas Boni Yayi. « Cette solidarité se traduira par l'envoi d'un contingent de 800 hommes de l'armée du Bénin ».

Lors d'une réunion tenue au Cameroun en février 2015, le Nigeria et un groupe de pays limitrophes, dont le Cameroun, le Tchad et le Niger, ont convenu de déployer environ 8.700 soldats.

Le soulèvement, commencé il y a 6 ans, a fait 20.000 victimes et a provoqué la fuite de 2,2 millions de personnes chassées de leur foyer. Au début de cette année, des troupes multinationales ont chassé les extrémistes des villes qu'ils occupaient, mais certains responsables politiques nigériens affirment que Boko Haram a commencé à s'emparer à nouveau de territoires fin 2015.

Le soulèvement a pris une dimension régionale avec des attaques régulières au Cameroun, au Tchad et au Niger. Boko Haram est devenu un affilié du groupe de l'État islamique en avril 2015. Lors d'un événement distinct en août 2015, le président guinéen Alpha Condé a promis l'assistance de son pays dans le combat régional.



Ci-dessus : un soldat béninois pratique le réglage du viseur de son fusil pendant une classe de maniement des armes.

SERGEANT MARCO MANCHA / LES MARINES

UNE FORCE EN ATTENTE lance un exercice d'entraînement et fixe la date opérationnelle

BBC NEWS - BBC.CO.UK/NEWS

Les membres de la nouvelle force en attente multinationale de l'Union africaine de 25.000 hommes se sont rassemblés en Afrique du Sud en octobre 2015 afin de commencer l'entraînement sur le terrain pour la première fois.

Les exercices, connus sous le nom d'Amani Africa II, visaient à s'assurer que la force serait prête d'ici janvier 2016 pour réagir aux crises dans l'ensemble du continent. La force consiste en cinq brigades issues des blocs économiques de l'Afrique.

La base logistique pour la Force africaine en attente (FAA) se situera à Douala, au Cameroun, suite à un accord signé en octobre 2015. L'entraînement a commencé dans le Centre de combat de l'armée sud-africaine à Lohatla avec une cérémonie d'ouverture. Le jour suivant, 5.000 officiers et policiers sont venus sur le terrain pour l'exercice, qui a reproduit un événement au cours duquel la FAA est appelée à intervenir dans un pays fictif. L'opération s'est poursuivie jusqu'au 5 novembre 2015, et était destinée à aider à évaluer l'état de préparation de la force en vue de répondre aux crises et d'effectuer le suivi des missions de maintien de la paix.



Des soldats chantent et dansent en se préparant à l'ouverture officielle d'Amani Africa II, le premier exercice militaire de la Force en attente de l'Union africaine, le 19 octobre 2015, à Lohatla, en Afrique du Sud.

Les responsables prévoient que la FAA serait pleinement opérationnelle début 2016. Toutefois, Tomi Oladipo, correspondant de BBC Monitoring pour la sécurité africaine, indique que l'Union africaine (UA) devra demander des fonds aux donateurs, car elle a affirmé avoir besoin de 1 milliard de dollars pour rendre la force opérationnelle.

Il existe également des défis liés à des défaillances de coordination et à l'insuffisance de volonté politique entre les États membres, ajoute-t-il.

L'UA est devenue bien plus disposée à intervenir dans les pays au cours des 15 dernières années, observe Hallelujah Lulie, un chercheur éthiopien associé à l'Institute for Security Studies. Il explique qu'une fois que la force sera mise sur pied, elle sera en mesure, même non invitée, de se rendre dans un pays membre de l'UA en cas de génocide, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.



Un commerçant compte son argent à la lumière d'une lampe à piles, lors d'une coupure de courant au Cap, en Afrique du Sud, en avril 2015. REUTERS

Les coupures d'électricité deviennent l'exception en Afrique subsaharienne

REUTERS

Une enquête effectuée, en août 2015, par PricewaterhouseCoopers (PwC), a révélé que les coupures d'électricité, dans 15 pays d'Afrique subsaharienne, pourraient devenir, dans 10 ans, l'exception plutôt que la règle, tandis que les capitaux privés seront appelés à jouer un rôle de plus en plus important.

L'enquête a révélé que la capacité de production d'électricité de l'Afrique devrait quadrupler pour passer de 90 gigawatts, en 2012, à 380 gigawatts, en 2040, stimulée par les investissements privés, les initiatives de production d'énergie verte et le commerce énergétique transfrontière.

Les trois quarts des répondants ont déclaré qu'il y avait « une probabilité moyenne à haute que le secteur privé possède et exploite » plus de la moitié des projets de production d'électricité, d'ici à 2025. Le continent a besoin d'au moins 450 milliards de dollars dans les 25 prochaines années pour électrifier toutes les zones urbaines.

« En Afrique, les défis liés au financement de l'infrastructure sont aggravés par la capacité institutionnelle limitée, les systèmes réglementaires fragmentés et des marchés bancaires et de capitaux souvent sous-développés, en

dehors des grandes économies que sont l'Afrique du Sud et le Nigéria », a révélé l'enquête.

PwC a sondé 51 hauts responsables de gouvernements, de services d'électricité, des régulateurs et des producteurs privés d'électricité, dans certains des pays d'Afrique les plus touchés, où les restrictions d'électricité entraînent souvent des coupures de courant et entravent la croissance économique.

« Ils estiment que l'Afrique a beaucoup d'occasions de faire un bond en avant », a déclaré Angeli Hoekstra, directeur de l'énergie et des services publics chez PwC Afrique, lors de la présentation des résultats de la première enquête sur le secteur de l'énergie et des services publics en Afrique.

Hoekstra a affirmé que les gouvernements espéraient profiter des réductions de coûts associées à la production d'énergie verte.

L'enquête a établi que 96 pour cent des responsables d'Afrique du Sud, du Botswana, du Ghana, du Kenya, du Lesotho, du Malawi, de Mozambique, de Namibie, du Nigeria, d'Ouganda, du Rwanda, du Swaziland, de Tanzanie, de Zambie et du Zimbabwe, sont convaincus que les coupures d'électricité seront l'« exception plutôt que la règle », d'ici 2025.

Un docteur namibien
lauréat du

PRIX MANDELA

 IPS

Le Dr Helena Ndume, de Namibie, est l'une des deux personnes à avoir remporté le premier Prix Nelson Rolihlahla Mandela, le 24 juillet 2015.

Selon l'organisation à but non lucratif Surgical Eye Expeditions (SEE) International, le Dr Ndume a effectué 30.000 opérations gratuites sur des personnes souffrant de maladies oculaires en Namibie. Les patients aveugles reçoivent gratuitement des implants intraoculaires.

En 2015, elle a collaboré avec la SEE dans le cadre de trois programmes en Namibie et en République démocratique du Congo. Ces programmes avaient pour but de redonner la vue à 700 patients.

Helena Ndume s'est exilée de Namibie à l'âge de 15 ans. Elle a grandi en Zambie et en Gambie, où elle a terminé ses études secondaires et en Angola, avant de se rendre en Allemagne pour étudier la médecine.

Elle rêvait de faire carrière dans la mode, mais elle a été encouragée à prendre une autre voie. « Le secrétaire à l'éducation dans notre camp de réfugiés a dit : 'Pas question ! Nous n'avons pas besoin de créateurs de mode dans une Namibie indépendante. Faire des vêtements pour qui ? Nous avons besoin de médecins, et je voudrais que tu sois médecin.' »

Elle est aujourd'hui chef du service d'ophtalmologie à l'hôpital central de Windhoek, le plus grand hôpital de Namibie et est l'un des six seuls ophtalmologistes de Namibie.

L'autre lauréat de 2015 était le Portugais Jorge Fernando Branco Sampaio. Le prix est décerné tous les cinq ans pour récompenser les réalisations et les contributions remarquables de deux personnes – un homme et une femme – de différentes régions géographiques. Les Nations Unies ont instauré le prix en l'honneur de Nelson Mandela, le premier président d'un gouvernement multiethnique en Afrique du Sud.



UNITED NATIONS

LA PISCICULTURE CHANGE LES VIES EN AFRIQUE

REPORTAGE ET PHOTO JEFFREY MOYO/IPS



H

illary Thompson jette des restes de riz mélangé à la lie de sa bière de sorgho dans une piscine qu'il a convertie en bassin à poissons.

« Depuis une dizaine d'années, la pisciculture est devenue un loisir qui m'a rapporté une fortune », a avoué Hillary Thompson, de Harare, au Zimbabwe, en août 2015. En fait, il a tellement bien réussi qu'il a acquis un certain nombre de propriétés qu'il loue à des tiers.

La pisciculture est en plein essor en Afrique, alors que l'Organisation des Nations Unies exhorte les pays à établir une consommation et des modes de production durables, dans le cadre de ses Objectifs du Millénaire pour le développement, qui expireront en 2015. Les objectifs de développement durable comprennent 17 objectifs, buts et indicateurs, que sont tenus d'utiliser les États membres des Nations Unies comme indicateurs de développement, lors de l'établissement de leurs agendas et stratégies politiques pour les 15 prochaines années.

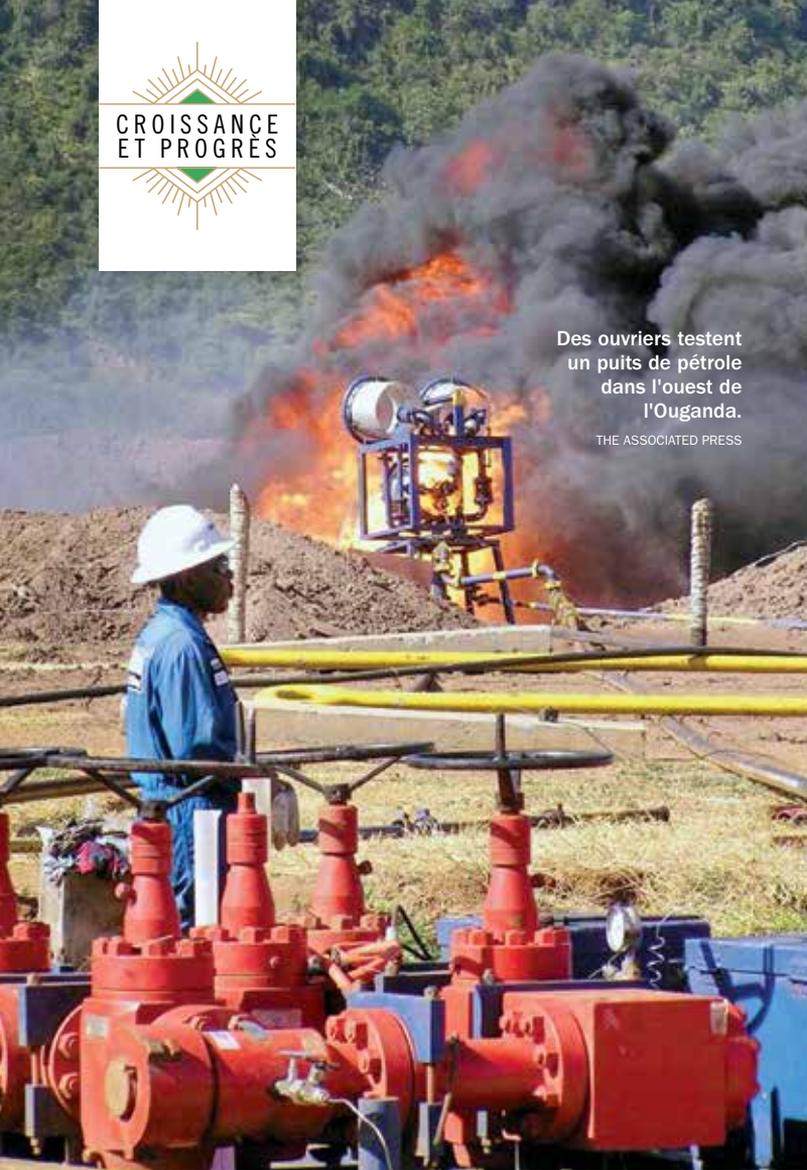
Au Zimbabwe, selon le ministère de l'Agriculture, environ 22.000 personnes sont impliquées dans la pisciculture. Au Malawi, elles sont 30.000. Les pêcheries fournissent la nourriture qui représente 70 pour cent de la consommation de protéines du pays, dont la population est estimée à 14 millions de personnes.

« J'étais sans ressources quand je suis arrivé à Blantyre, il y a huit ans, mais grâce à la pisciculture, je suis aujourd'hui le fier propriétaire d'une maison en ville », confie Lewis Banda, de Blantyre, au Malawi.

Dans toute l'Afrique, la pêche fournit un revenu direct à environ 10 millions de personnes – dont la moitié sont des femmes – et contribue à nourrir 200 millions de personnes supplémentaires. En Ouganda, par exemple, la pêche en lac rapporte plus de 200 millions de dollars par an. La pisciculture emploie environ 135.000 pêcheurs et 700.000 personnes de plus dans la transformation et le commerce.

Évoquant une pénurie croissante de poissons récoltés traditionnellement, le gouvernement sud-africain a investi 7,8 millions de dollars, en 2014, dans des projets d'aquaculture dans les quatre provinces côtières du pays. Cette année-là, selon le département des Affaires environnementales, 71.000 Sud-Africains ont été impliqués dans l'élevage de poissons.

Des études ont mis en évidence que 9,2 millions de kilomètres carrés, soit 31 pour cent de la superficie de l'Afrique subsaharienne, sont utilisables pour la pisciculture à petite échelle. Vingt-quatre pays de la région sont en proie à une crise alimentaire, soit deux fois plus qu'en 1990. Pour beaucoup d'Africains, la pisciculture pourrait être le seul moyen de surmonter la pauvreté et la faim. « La pisciculture a permis à beaucoup d'entre nous de sortir de la pauvreté », a affirmé Lewis Banda.



Des ouvriers testent un puits de pétrole dans l'ouest de l'Ouganda.

THE ASSOCIATED PRESS



Djibouti relance sa compagnie aérienne nationale

AGENCE FRANCE-PRESSE

Djibouti, pays de la Corne de l'Afrique, vient de relancer sa compagnie aérienne nationale.

Air Djibouti, qui a fait faillite en 2002, a recommencé ses vols en août 2015 avec un avion-cargo transportant 6 tonnes de fret de Djibouti en Somalie.

« C'est la pièce qui manquait à la chaîne logistique de Djibouti », a déclaré Abubaker Omar Hadi, président de l'Autorité des ports et zones franches de Djibouti. Il a également ajouté que la compagnie aérienne aiderait l'acheminement du fret maritime provenant du port clé de Djibouti. « Nous avons besoin d'une compagnie nationale qui nous permette de réaliser nos ambitions ».

La compagnie aérienne est soutenue par la compagnie britannique Cardiff Aviation, qui a pour président Bruce Dickinson, pilote et instructeur sur Boeing 737 et Boeing 757, et qui est également le chanteur principal du groupe de heavy métal Iron Maiden.

Il avait coutume de piloter le groupe britannique pendant leurs tournées mondiales. La compagnie de Bruce Dickinson, basée à Cardiff au Pays de Galles, a signé un contrat en mai 2015 en vue de fournir un support aérien au transporteur, notamment en matière de gestion, d'entretien et de formation du personnel.

Pour Bruce Dickinson, « Djibouti est particulièrement bien placée pour constituer une plaque tournante des investissements de l'Europe, du Moyen-Orient et de l'Asie en Afrique ». Il a déclaré que sa compagnie « apporterait une expertise et des capacités précieuses à l'un des marchés aéronautiques les plus passionnants du monde ».

Djibouti, qui accueille plusieurs bases militaires étrangères, a l'ambition de devenir une plaque tournante régionale pour le transport de fret aérien, pour acheminer le fret maritime arrivant dans son port.

Cardiff Aviation a déclaré qu'Air Djibouti avait demandé son soutien au développement de ses marchés clés, lesquels, à ses yeux, sont « fondés sur les besoins des pays limitrophes enclavés, sur les programmes d'aide gouvernementaux dans l'ensemble de l'Afrique, sur le soutien d'installations militaires actuellement basées à Djibouti et sur la nécessité de relier les passagers aux plaques tournantes internationales majeures ».

Le port se trouve dans une situation clé sur l'une des voies maritimes les plus fréquentées du monde, le point de passage vers le canal de Suez, et offre une base africaine à partir de la Péninsule arabique au carrefour du trafic de marchandises entre l'Asie et l'Europe.

Il était prévu que la compagnie, qui ne dispose que d'un seul appareil, prenne livraison de cinq avions avant la fin 2015, dont un Boeing 767, un 737 et un 757.

Partenariat entre le Kenya et l'Ouganda sur

LE TRACÉ DE L'OLÉODUC

LA VOIX DE L'AMÉRIQUE

Le Kenya et l'Ouganda ont convenu du tracé de l'oléoduc qui acheminera le pétrole brut des gisements de l'Ouganda vers la côte du Kenya.

L'oléoduc, une fois construit, parcourra environ 1.500 kilomètres depuis le district de Hoima en Ouganda en passant par le bassin de Lokichar dans le nord du Kenya, jusqu'à la ville côtière kényane de Lamu.

Les pays limitrophes est-africains avaient également envisagé de construire l'oléoduc à travers le sud du Kenya. Les partisans de cet itinéraire affirmaient que le tracé septentrional était plus vulnérable à des attaques par

le groupe extrémiste somalien al-Shebab.

La décision a été annoncée en août 2015, suite à des entretiens entre le président ougandais Yoweri Museveni et le président kényan Uhuru Kenyatta dans la capitale ougandaise de Kampala.

La société britannique Tullow Oil a découvert du pétrole dans les deux pays. Les réserves de l'Ouganda sont estimées à 6,5 milliards de barils, et on estime que le Kenya recèle d'au moins 600 millions de barils. Le projet dépend du financement et des garanties du Kenya en matière de sécurité.



Une femme chemine à travers une bananeraie près de la ville de Rangira en République démocratique du Congo. REUTERS

La RDC essaie les MÉGAEXPLOITATIONS pour

alimenter la population

LA VOIX DE L'AMÉRIQUE

La République démocratique du Congo (RDC) est en train de développer des plans destinés à des mégaexploitations de 50.000 à 150.000 hectares dans chaque province — produisant des aliments destinés à la consommation locale et à l'exportation. Le gouvernement indique que le but est de promouvoir la sécurité alimentaire.

Un parc situé à Bukanga Lonzo, à l'extrémité ouest du pays, comporte une superficie cultivée de 5.000 hectares. Le site se trouve sur un plateau, et les cultures s'étendent déjà à perte de vue.

Isaac Saleh, un économiste rattaché au bureau du Premier ministre, a indiqué que les cultures sont récoltées sur environ 3.300 hectares de ces terres. La plus grande partie de la production dans les mégaexploitations sera mécanisée, mais 7.000 emplois seront prochainement créés sur l'exploitation, selon le gouvernement.

Sur 1.000 hectares, les employés seront affectés à plein temps à la culture et à la récolte des légumes irrigués par des arroseurs rotatifs montés sur 20 énormes pivots. « Chaque pivot est de la longueur d'un terrain de football », indique Isaac Saleh, « et il est assez grand pour que les légumes se trouvent en dessous du pivot soient plantés et récoltés chaque jour ».

Le gouvernement de la RDC indique que les récoltes sont destinées à Kinshasa et devraient contribuer à réduire le montant de 1,5 milliard de dollars que la RDC affecte chaque année aux importations alimentaires.

Au titre de ce projet, Bukanga Lonzo deviendra aussi une nouvelle ville, avec des industries de transformation et de nombreux autres emplois. Le gouvernement affirme avoir déjà consacré 100 millions de dollars aux infrastructures destinées au parc et à la ville. Cet investissement est essentiellement axé sur un réseau d'électricité, une station de pompage de l'eau et des machines de production.

John Ulimwengu, le conseiller principal du Premier ministre pour l'agriculture, a déclaré que le modèle de parc agro-industriel sera reproduit dans d'autres provinces. Le gouvernement est l'actionnaire majoritaire du parc de Boukanga Lonzo, et il loue des terres aux investisseurs pour 25 ans.

Au-delà de la mise en place potentielle de 11 mégaexploitations, le gouvernement prévoit également de plus petits centres de développement agricole de 200 à 300 hectares dans l'ensemble du pays.



Cette peinture murale à Accra, au Ghana, représente une scène de festin au Royaume du Ghana.

THE UNIVERSITY OF
WISCONSIN-MILWAUKEE
AMERICAN GEOGRAPHICAL
SOCIETY LIBRARY

LE ROI TENKAMENIN

PERSONNEL D'ADF

Souverain de l'ancien Ghana

Le roi Tenkamenin a régné sur le Royaume du Ghana en imprimant son style. Il était très attaché à l'étiquette. Sa cour aérée, entourée de fenêtres, était construite en bois de teck et en pierres et était remplie de tableaux et de sculptures. Le roi portait des vêtements fins et un haut couvre-chef en or et se parait de colliers et bracelets en or. Dans sa cour, dix pages portant des boucliers et des sabres en or se tenaient derrière lui. Dix chevaux se tenaient tout près, chacun revêtu d'une étoffe garnie d'une bordure dorée. Les fils élégamment vêtus de rois de rang plus modeste se tenaient à sa droite, chacun coiffé de nattes incrustées de fils d'or.

Ses sujets s'approchaient de lui à genoux, saupoudrant leur tête de poussière en signe d'humilité et de respect. Lorsqu'il voyageait, ses déplacements étaient accompagnés du son des tambours.

Toutefois, les apparences peuvent être trompeuses. En dépit de son style de vie luxueux et dispendieux, il était à maints égards un souverain juste et visionnaire, et sous son règne, son pays a prospéré.

À l'époque de Tenkamenin, le Royaume du Ghana, dans ce qui constitue à présent des parties du Mali et de la Mauritanie, était l'une des régions les plus riches et les plus puissantes du globe. On disait qu'il n'y avait pas de pauvres dans son royaume, et rares étaient les sujets non instruits. Le roi encourageait ses sujets à acquérir des connaissances sur le monde extérieur.

Il rendait personnellement visite à ses sujets à cheval pour écouter leurs doléances et il cherchait sans relâche à parvenir à des solutions. Lorsqu'il faisait la conquête d'États environnants, il les laissait se gouverner de manière autonome, du moment qu'ils payaient les impôts et lui prêtaient attention.

Tenkamenin est né en 1037. Comme c'était la coutume dans son royaume, il avait hérité du trône en vertu de son rang de fils de la sœur du roi. Il a été couronné à 25 ans.

L'historien andalou Al-Bakri n'a jamais visité le royaume ni d'autre région de l'Afrique mais il a rédigé des comptes-rendus détaillés du règne de Tenkamenin qui à ce jour sont encore utilisés dans les recherches. Sur la base de comptes-rendus de voyageurs, il a expliqué le système de Tenkamenin en matière de gouvernance et de finances :

Le roi imposait des taxes à l'importation et à l'exportation, payables en or, sur les épices, le cuivre, l'ivoire et l'ébène. Il contrôlait et taxait la vente du sel, un produit de base d'importance cruciale. Le roi garantissait la sécurité des marchands qui payaient leurs taxes. Le Ghana est devenu la plaque tournante du commerce pour l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest.

Tenkamenin a contribué à établir dans son royaume un système d'honneur de la pratique du commerce qui encourageait l'équité. Il avait également mis en place une forme d'imposition des mines d'or de la région — toutes les pépites d'or lui revenaient, tandis que la poussière d'or était négociée. Dans le cadre de ce système, l'inflation des cours de l'or était contrôlée, et il contrôlait également les réserves du métal précieux.

Cette époque pendant laquelle le Ghana était une nation puissante n'a pas duré. Après la mort de Tenkamenin en 1075, le pouvoir central du royaume a relativement diminué, au fur et à mesure que des mariages étaient arrangés entre les membres des familles de négociants fortunés, lesquelles ont fini par jouer un rôle plus important dans la gouvernance. Les musulmans de cette région sont devenus plus influents, et certains ont pris les armes contre leurs souverains. Les voies commerciales ont été coupées. Les souverains du royaume ont fini par perdre le soutien de leurs sujets. Finalement, la région a été décimée par une série de périodes de sécheresse. L'époque où le Ghana était le « Royaume de l'or » a pris fin.

INDICES

1. Ici les dunes sont faites de sable rouge, brun, violet, vert, bleu, pourpre et jaune.
2. C'est le seul lieu au monde dont la terre a sept couleurs.
3. Les sables se déposent en couches pour former des bandes de couleurs.
4. Ce sont du basalte volcanique et la formation d'oxydes et d'hydroxydes de fer secondaires qui produisent cette gamme de couleurs.



partagez votre expertise

Vous désirez être publié ? *Africa Defense Forum (ADF)* est un magazine militaire professionnel qui sert de cadre international d'échanges aux spécialistes militaires et de la sécurité en Afrique. Le magazine est publié tous les trimestres par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et traite des rubriques suivantes : stratégies de lutte contre le terrorisme, opérations de défense et de sécurité, criminalité transnationale, ainsi que les problèmes affectant la paix, la stabilité, la bonne gouvernance et la prospérité. Ce cadre d'échanges permet une discussion et des échanges d'idées en profondeur. Nous voulons entendre le point de vue de personnes qui se trouvent dans nos pays partenaires africains et qui comprennent les intérêts et les défis du continent. Soumettez un article pour publication à *ADF* et faites entendre votre voix.

.....(directives à l'attention de l'auteur concernant une soumission à *ADF*).....

EXIGENCES RÉDACTIONNELLES

- La préférence est donnée aux articles d'une longueur approximative de 1.500 mots.
- Les articles peuvent être remaniés pour des questions de style et d'espace. Mais, *ADF* collaborera avec l'auteur sur les changements finaux.
- Incluez une courte biographie de vous-même avec vos coordonnées.
- Si possible, incluez une photographie haute résolution de vous-même ainsi que des images liées à votre article avec une légende et une mention de l'auteur de la photo.

DROITS D'AUTEUR

Les auteurs conservent les droits à leur texte original. Cependant, nous nous réservons le droit de revoir et corriger les articles pour qu'ils soient conformes au style de l'Associated Press et s'intègrent dans l'espace disponible. Le fait de soumettre un article ne garantit pas sa publication. Votre contribution à *ADF* signifie votre acceptation de ces modalités.

SOUMISSIONS

Envoyez vos idées de sujet d'article, vos contenus et vos questions à la Rédaction d'*ADF* à l'adresse électronique : ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com. Ou par courrier à l'une des adresses suivantes :

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Unit 29951
APO AE 09751 USA

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
KELLEY KASERNE
GEB 3315, ZIMMER 53
PLIENINGER STRASSE 289
70567 STUTTGART GERMANY

OU

RESTEZ CONNECTÉ

Suivez *ADF* sur Facebook et Twitter et rendez-nous visite sur le site adf-magazine.com

